

Rapport annuel 2017

Créer des marchés



Le financement
du développement
ouvre de **vastes**
perspectives...

... nous pouvons éliminer la pauvreté à l'horizon 2030, reconstruire les pays touchés par un conflit, faire face au changement climatique, promouvoir l'égalité des sexes, en optimisant les financements privés au profit du développement.

Principales données opérationnelles d'IFC

En millions de dollars, au 30 juin, date de clôture des exercices

	2017	2016	2015	2014	2013
Engagements au titre d'investissements à long terme					
POUR LE COMPTE D'IFC	11 854	11 117	10 539	9 967	11 008
Nombre de projets	342	344	406	364	388
Nombre de pays	75	78	83	73	77
RESSOURCES MOBILISÉES*	7 461	7 739	7 133	5 142	6 504
Prêts syndiqués ¹	3 475	5 416	4 194	3 093	3 098
Initiatives d'IFC et autres	2 207	1 054	1 631	1 106	1 696
Fonds d'Asset Management Company (AMC)	531	476	761	831	768
Partenariats public-privé (PPP) ²	1 248	793	548	113	942
TOTAL DES ENGAGEMENTS AU TITRE D'INVESTISSEMENTS	19 316	18 856	17 672	15 109	17 512
Décaissements au titre d'investissements					
Pour le compte d'IFC	10 355	9 953	9 264	8 904	9 971
Prêts syndiqués ³	2 248	4 429	2 811	2 190	2 142
TOTAL DES DÉCAISSEMENTS AU TITRE D'INVESTISSEMENTS	12 602	14 382	12 075	11 094	12 113
Portefeuille d'engagements					
Nombre d'entreprises	2 005	2 006	2 033	2 011	1 948
Pour le compte d'IFC	55 015	51 994	50 402	51 735	49 617
Prêts syndiqués ⁴	16 047	16 550	15 330	15 258	13 633
MONTANT TOTAL DU PORTEFEUILLE D'ENGAGEMENTS	71 062	68 544	65 732	66 993	63 250
Financements à court terme					
Encours moyen	3 185	2 807	2 837	3 019	2 739
Services-conseil					
Dépenses au titre des services-conseil	245,7	220,6	202,1	234,0	231,9
Pourcentage du programme consacré aux pays IDA ⁵	63 %	62 %	65 %	66 %	65 %

*Financements provenant d'entités autres qu'IFC mis à la disposition des clients grâce à la participation directe de la Société à la mobilisation des ressources.

1. Comprennent les prêts B, les prêts parallèles et les prêts MCPP.
2. Financements provenant de tiers et affectés à des projets de partenariats public-privé grâce à l'intervention d'IFC en tant que conseiller principal auprès d'entités nationales et locales ou d'autres entités publiques.
3. Comprennent les prêts B, les prêts parallèles gérés par IFC et les prêts MCPP.
4. Comprennent les prêts B, les participations à des prêts A, les cessions de participations structurées à des prêts A, les prêts parallèles gérés par IFC, les participations non financées aux risques et les prêts MCPP.
5. Toutes les références faites dans ce rapport au pourcentage de dépenses de services-conseil consacrées aux pays IDA, aux États fragiles et aux pays touchés par un conflit excluent les projets à caractère mondial.

Principales données financières

En millions de dollars, au 30 juin, date de clôture des exercices*

	2017	2016	2015	2014	2013
Revenu (perte) net(te) imputable à IFC	1 418	-33	445	1 483	1 018
Dons à l'IDA	101	330	340	251	340
Revenu avant dons à l'IDA	1 523	296	749	1 739	1 350
Total actif	92 254	90 434	87 548	84 130	77 525
Prêts, participations et titres de créance, nets	40 519	37 356	37 578	38 176	34 677
Juste valeur des participations (estimation)	14 658	13 664	14 834	14 890	13 309

Principaux ratios

Rendement de l'actif moyen (base GAAP)	1,60 %	0,00 %	0,50 %	1,8 %	1,3 %
Rendement des capitaux propres moyens (base GAAP)	5,90 %	-0,10 %	1,80 %	6,4 %	4,8 %
Encaisses et placements immédiatement disponibles en pourcentage des besoins estimés de liquidités pour les trois prochains exercices	82 %	85 %	81 %	78 %	77 %
Ratio d'endettement	2,7:1	2,8:1	2,6:1	2,7:1	2,6:1
Montant total des ressources nécessaires (milliards d'USD)	19,4	19,2	19,2	18,0	16,8
Montant total des ressources disponibles (milliards d'USD)	23,6	22,5	22,6	21,6	20,5
Total des provisions pour pertes sur prêts rapporté à l'ensemble du portefeuille décaissé	6,1 %	7,4 %	7,5 %	6,9 %	7,2 %

*De plus amples informations sur la manière dont les chiffres présentés dans le tableau ont été établis figurent dans l'Examen et l'analyse de la direction ainsi que dans les états financiers consolidés : <http://www.ifc.org/FinancialReporting>

Table des matières

- | | |
|--|--|
| 12 Message de Jim Yong Kim, Président du Groupe de la Banque mondiale | 18 Créer des marchés, créer des opportunités |
| 14 Message de Philippe Le Houérou, Directeur général d'IFC | 56 Rétrospective de l'exercice d'IFC |
| 16 L'équipe de direction d'IFC | 60 État récapitulatif des résultats du Groupe de la Banque mondiale |
| | 64 À propos d'IFC |

IFC est bien placée pour mener l'action

IFC travaille avec des entrepreneurs pour créer des emplois et des opportunités.



Soixante ans d'expérience

de la mobilisation de capitaux privés au service du développement.

La valeur de l'expérience

IFC est la plus grande institution mondiale de développement dont les activités visent le secteur privé.

Elle exploite toutes les capacités du Groupe de la Banque mondiale.

Créer des marchés

Les innovations du secteur privé peuvent aider à relever les défis du développement les plus pressants.

Logistique : avec l'appui d'IFC, la société indienne BlackBuck abaisse les coûts d'expédition tout en accroissant les revenus des chauffeurs.

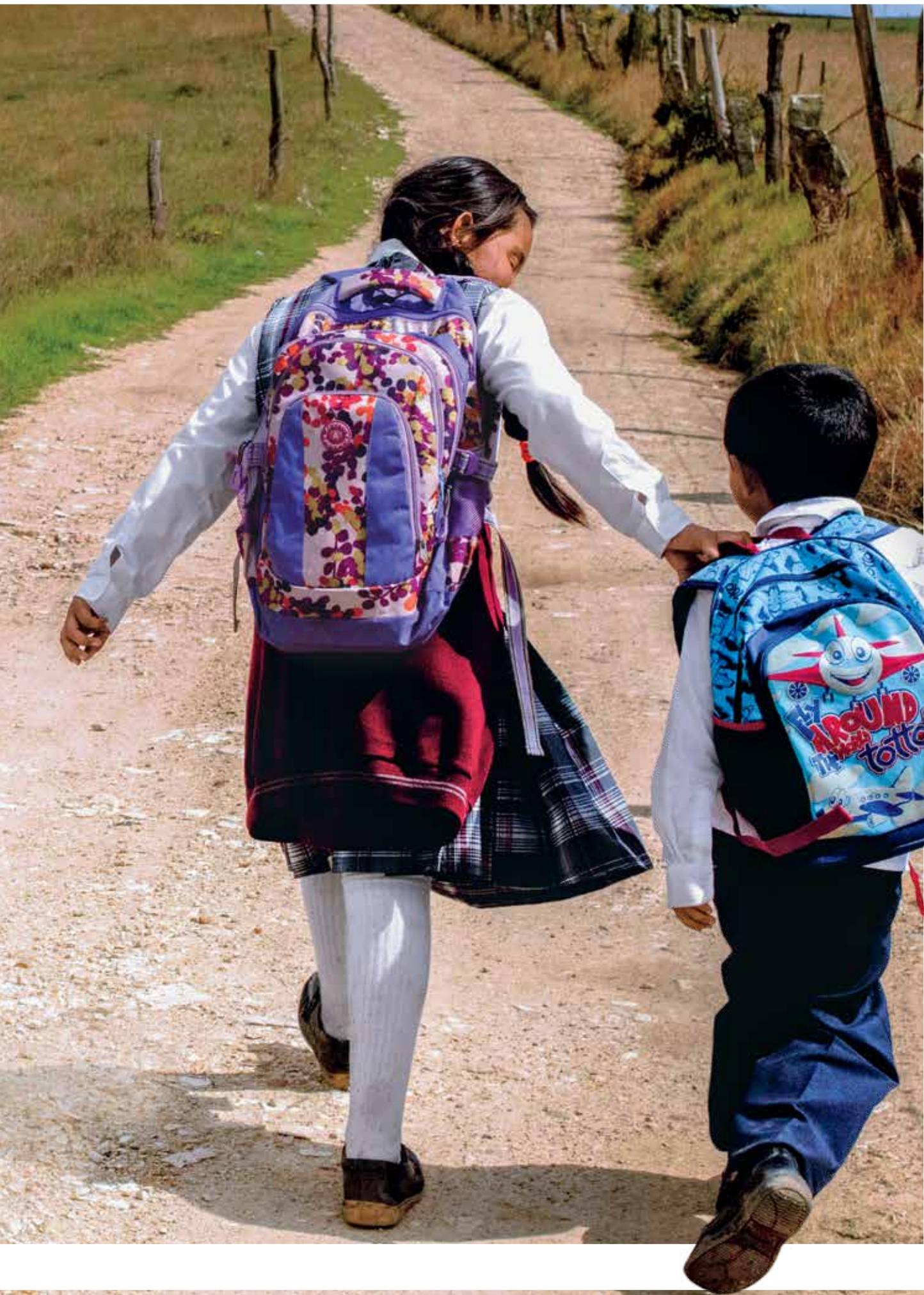
Finance numérique : IFC et la société chinoise Ant Financial Services Group aident 100 millions de personnes à obtenir l'accès à des services financiers d'ici 2020.

Marchés financiers : l'Initiative conjointe pour le développement des marchés financiers du Groupe de la Banque mondiale accélère le développement de ces marchés là où cela est le plus nécessaire.

Énergie solaire : l'initiative novatrice « Développer le solaire » d'IFC aide les autorités publiques à passer rapidement et à moindre prix des marchés de centrales électriques financés par des capitaux privés.

Il importe de suivre une démarche globale pour

- Établir des **cadres de réglementation et de politiques** qui améliorent la gouvernance publique et favorisent l'expansion des marchés
- Promouvoir **la concurrence et l'innovation** pour entraîner partout des améliorations
- Obtenir des **effets de démonstration** qui encouragent la reprise des actions fructueuses
- Renforcer **les capacités et les compétences** pour ouvrir de nouveaux marchés





Optimiser le financement du développement

En joignant leurs efforts, les institutions de développement peuvent consacrer chaque dollar disponible aux domaines qui en ont le plus besoin.

Concevoir des outils et des plateformes propices

à la réduction des risques auxquels sont exposés les investissements dans les pays, les secteurs et les projets

PLATEFORMES DE MOBILISATION

- *Le Programme de portefeuille de prêts conjoints* attire des milliards de dollars de capitaux privés émanant, notamment, de sociétés d'assurances, au profit de projets d'IFC.
- *IFC Asset Management Company* gère des milliards d'actifs en vue de leur investissement dans des projets d'IFC.

FINANCEMENTS MIXTES

Ces financements utilisent de faibles contributions de bailleurs de fonds assorties de conditions concessionnelles pour atténuer les risques et préparer le terrain à des investissements privés de montants considérablement plus élevés.

Poser les bonnes questions : L'approche en « cascade »

- 1 *Lorsqu'un projet lui est soumis, le Groupe de la Banque mondiale se pose la question suivante :*
« Existe-t-il une **option viable dans le cadre du secteur privé** à même de limiter l'endettement public et les passifs conditionnels ? »
- 2 si la réponse est OUI...
IFC encourage le recours à des options privées.
- 3 si la réponse est NON...
IFC cherche à savoir si cela tient :
 - à des carences ou des **défaillances en matière de réglementation et de politiques publiques**
Dans l'affirmative, l'institution apporte un soutien aux réformes dans ces domaines.
 - à des **risques**
Dans l'affirmative, l'institution détermine si les instruments du Groupe de la Banque mondiale peuvent atténuer ces risques.
- 4 Lorsque le projet exige des **financements publics**, nous poursuivons cette option.

Obtenir les meilleurs résultats

**Comment IFC a aidé la Jordanie à créer des emplois
et accroître les recettes publiques**



Le grand aéroport international de Jordanie accueille aujourd'hui deux fois plus de passagers qu'il y a dix ans grâce à la poursuite d'une démarche novatrice du financement des infrastructures. Pour financer l'expansion si nécessaire de l'aéroport, la Jordanie a collaboré avec la Banque mondiale et IFC pour mobiliser des capitaux privés et éviter de contracter

de nouveaux emprunts publics. Elle dispose maintenant d'installations de classe internationale qui non seulement ont produit un milliard de dollars de recettes publiques supplémentaires sans accroître la dette de l'État, mais aussi encouragent le tourisme, créent des emplois et soutiennent la croissance économique.



Créer des marchés, créer des opportunités

Relever les défis les plus difficiles

Placer IFC au cœur du financement du développement

Croissance = emplois = stabilité



Message de Jim Yong Kim

Président du Groupe de la Banque mondiale

Lors de mes voyages, je ne cesse de constater à quel point le monde semble se rétrécir. Grâce à la technologie — en particulier l'Internet, la téléphonie mobile et les réseaux sociaux —, pratiquement tous les habitants de la planète peuvent voir comment vivent les autres. Pour beaucoup, les niveaux de vie des pays les plus développés, jadis inconnus des populations pauvres du monde, sont désormais aussi familiers que ceux de leurs propres communautés.



Cette prise de conscience modifie la manière dont les êtres humains considèrent leur propre vie et crée de nouvelles attentes. Les aspirations, jadis fondées sur les expériences locales, convergent à l'échelle de la planète. À mesure qu'elles s'intensifient, elles accroissent la demande d'éducation, d'emplois et de services, notamment dans les domaines de la santé et des transports — qui offrent aux individus et à leurs familles la perspective d'une vie meilleure. Tandis que le monde se rétrécit dans un espace virtuel, le fossé se creuse entre les populations. Le Groupe de la Banque mondiale a pour rôle et pour ambition de le combler. Nous devons mettre toute notre énergie, notre savoir, notre créativité et nos capacités de financement au service des pays pour les aider à répondre aux attentes de tous leurs citoyens.

Nous devons donc accélérer le rythme des progrès en direction de nos deux objectifs : mettre fin à l'extrême pauvreté à l'horizon 2030 et promouvoir la prospérité des 40 % des habitants les plus pauvres des pays à faible revenu et à revenu intermédiaire. Pour réaliser ces objectifs, nous promovons des investissements qui jetteront les bases d'une croissance économique durable et solidaire dans les pays. Nous investissons dans le capital humain, notamment dans la jeunesse, pour permettre aux populations — et aux pays — d'exploiter leur potentiel et d'aspirer à un avenir plus radieux. Nous renforçons en outre la résilience aux chocs mondiaux qui nous concernent tous, notamment les pandémies, le changement climatique, la crise des réfugiés et la famine.

Pour autant, si le monde semble se rétrécir, les problèmes auxquels nous sommes confrontés se multiplient. Pour les surmonter, nous devons sans cesse évoluer et nous adapter. Le Groupe de la Banque mondiale repense fondamentalement sa démarche en matière de financement du développement. Nous disposons certes de milliards de dollars pour faire notre travail, mais ce sont des milliers de milliards de dollars dont le monde a besoin chaque année pour financer le développement. Nous devons donc encore plus multiplier

l'impact de nos ressources limitées pour attirer des volumes de capitaux privés beaucoup plus importants et les conjuguer à nos compétences en vue d'investir dans les pays en développement.

Pour promouvoir des financements de cette ampleur, nous devons créer des marchés et faire une plus grande place à l'innovation et à la rigueur du secteur privé dans les pays qui sont nos clients, en particulier les plus pauvres et les plus fragiles d'entre eux. Nous devons commencer par nous poser systématiquement la question de savoir si des capitaux privés, plutôt que des financements publics ou l'aide des bailleurs de fonds, peuvent financer tel ou tel projet. Lorsque les conditions ne se prêtent pas à la réalisation d'investissements privés, nous devons collaborer avec nos partenaires pour réduire les risques associés aux projets, aux secteurs et même aux pays dans leur ensemble. Grâce à la concertation et au transfert de connaissances, nous pouvons aider les pouvoirs publics à réformer la législation et la réglementation et améliorer les pratiques économiques. Nous pouvons promouvoir de nouveaux modes, plus efficaces, de financement du développement. La tâche ne sera pas aisée, mais c'est le seul moyen d'aider les pays à l'échelle qui s'impose aujourd'hui.

Au cours de l'exercice écoulé, le Groupe de la Banque mondiale a engagé plus de 61 milliards de dollars sous forme de prêts, de dons, de prises de participation et de garanties au profit de ses membres ou d'entreprises privées. [Les résultats du Groupe de la Banque mondiale sont récapitulés à la page 60.]

La Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), dont les clients ne cessent de demander ses services, a engagé un montant total de 22,6 milliards de dollars. Pour sa part, l'Association internationale de développement (IDA) — le fonds du Groupe de la Banque mondiale pour les pays les plus pauvres — a accordé un soutien de 19,5 milliards de dollars aux pays qui en avaient le plus besoin pour résoudre les problèmes les plus difficiles auxquels ils sont confrontés.

Nous nous sommes engagés à intensifier considérablement les interventions de l'IDA en faveur du développement au moyen de financements innovants. À titre d'exemple, nous démultiplions l'impact des capitaux propres de l'Association en associant aux contributions des bailleurs des ressources internes et des fonds mobilisés sur les marchés obligataires. Grâce à ces efforts et au soutien que nos partenaires ne cessent de nous apporter, nous avons levé le montant sans précédent de 75 milliards de dollars dans le cadre de la 18^e reconstitution des ressources de l'IDA. En ce début d'exercice 18, nous utilisons de nouveaux instruments, tels que le Guichet de promotion du secteur privé doté de 2,5 milliards de dollars, pour mobiliser des capitaux privés au profit des pays les plus pauvres.

La Société financière internationale (IFC) et l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA) — les deux institutions de notre groupe axées sur le développement du secteur privé — dirigent les efforts que nous déployons pour créer des marchés et attirer des investissements privés dans les pays en développement.

IFC a consenti des financements considérables en faveur du développement du secteur privé : environ 19,3 milliards de dollars, dont près de 7,5 milliards de dollars mobilisés auprès de partenaires d'investissement. Sur ce montant, près de 4,6 milliards de dollars ont été consacrés à des pays IDA et près de 900 millions de dollars à des régions fragiles et touchées par un conflit.

La MIGA a émis un montant de 4,8 milliards de dollars sous forme de garanties contre le risque politique et dans le cadre d'opérations de rehaussement du crédit pour attirer les investisseurs privés et les prêteurs dans les pays en développement. Au cours de l'exercice 17, quarante-cinq pour cent des projets qu'elle a soutenus se situaient dans des pays éligibles à bénéficier de financements de l'IDA et 21 % dans des pays confrontés à des situations de conflit et de fragilité.

Toutes les institutions du Groupe de la Banque mondiale veillent à disposer des connaissances, des ressources et des instruments nécessaires pour agir efficacement et avec souplesse dans un monde en rapide évolution. Nous sommes prêts à accroître et renforcer notre engagement à aider les pays à surmonter leurs problèmes de développement, promouvoir l'égalité des chances et donner à tous la possibilité de réaliser leurs aspirations.

Jim Yong Kim
Président du Groupe de la Banque mondiale

Message de Philippe Le Houérou

Directeur général d'IFC

« Forte du savoir qu'elle a accumulé durant plus de 60 ans, IFC est idéalement placée pour confier au secteur privé un rôle central dans le financement et l'exécution de solutions en matière de développement. En raison de l'ampleur de cet objectif, et parce qu'elle veut accroître ses activités dans les pays les plus pauvres, IFC a besoin d'un nouveau cadre stratégique reposant sur de nouvelles méthodes et de nouveaux outils analytiques et financiers qu'elle s'emploie actuellement à mettre en place. »

Depuis plus de 60 ans, IFC figure parmi les chefs de file du développement du secteur privé. Elle collabore avec des entreprises multinationales, régionales et locales pour accélérer la croissance et permettre aux populations d'échapper à la pauvreté tout en favorisant la compétitivité de ses clients sur les marchés mondiaux et le respect de normes internationales. L'exercice 17 a été pour elle une année remarquable : elle a investi des montants record tout en privilégiant les régions et les marchés les plus difficiles et a consacré des ressources sans précédent aux interventions contre le changement climatique. Si nous sommes fiers de ces résultats, nous savons aussi qu'il nous faut faire beaucoup plus.

Il y a deux ans, 193 pays ont approuvé le Programme de développement durable à l'horizon 2030, notamment les Objectifs de développement durable et l'Accord de Paris sur le climat. Il faudra accroître considérablement le volume des financements pour atteindre ces objectifs étant donné le niveau de pauvreté actuel et l'ampleur des autres défis de développement. À elles seules, les ressources publiques sont insuffisantes. Lors de la Conférence sur le financement du développement qui s'est tenue à Addis-Abeba en juillet 2015, la communauté de développement s'est donc engagée à poursuivre une nouvelle vision visant à passer « des milliards aux milliers de milliards » (de dollars). Selon cette démarche, le secteur privé joue un rôle essentiel dans l'apport de solutions de développement, alors que les ressources publiques sont utilisées de manière stratégique pour concevoir des projets, atténuer les risques et

permettre au secteur privé d'investir de manière durable.

IFC est idéalement placée pour contribuer à la réalisation de ce programme ambitieux grâce au savoir qu'elle accumule depuis une soixantaine d'années. L'ampleur du programme et la volonté de la Société de faire plus dans les pays les plus pauvres exigent des méthodes et des instruments nouveaux. Nous appelons ce cadre stratégique « IFC 3.0 ».

UNE ANNÉE RECORD

Lors de la première année que j'ai passée à IFC, j'ai pu observer à maintes reprises le dévouement, le professionnalisme, la motivation et la créativité de son personnel, qui témoignent clairement de notre capacité à obtenir des résultats. Dans le cadre des efforts que nous avons menés durant l'exercice 17 pour renforcer la croissance et améliorer la situation des marchés des pays en développement, nous avons accordé des financements, à hauteur du montant record de 19,3 milliards de dollars, à des entreprises privées de 75 pays. Ce montant comprend près de 7,5 milliards de dollars mobilisés directement auprès d'autres investisseurs, dont 531 millions de dollars fournis par l'intermédiaire d'IFC Asset Management Company.

Près d'un quart des financements que nous avons accordés ont bénéficié aux pays les plus pauvres, c'est-à-dire les pays admissibles à emprunter à l'Association internationale de développement (IDA) du Groupe de la Banque mondiale. Nos investissements dans l'action climatique ont enregistré une progression sans précédent

pour représenter près de 25 % de nos financements. Nous avons de surcroît mis davantage l'accent sur la création d'opportunités économiques pour les femmes en facilitant leur accès aux services financiers, en aidant les entrepreneures à développer leur entreprise et en encourageant la parité hommes-femmes dans le monde de l'entreprise. Nous avons également renforcé notre appui à l'innovation et aux technologies révolutionnaires.

Durant l'exercice 17, notre portefeuille d'investissements a augmenté de plus de 3 milliards de dollars pour s'établir à 55 milliards de dollars. La taille du portefeuille et la diversité des projets qu'il comprend nous ont permis d'avoir un impact dans différents domaines. Ainsi, nos clients ont-ils fourni 2,4 millions d'emplois, accordé des microcrédits et des prêts de montant faible ou moyen à hauteur de 411 milliards de dollars, produit de l'électricité au profit de 79 millions de consommateurs, alimenté en gaz 60 millions d'utilisateurs et approvisionné en eau 14 millions de personnes.

En amont, nous avons continué de proposer une gamme complète de services-conseil à nos clients, en particulier dans les régions fragiles et touchées par un conflit et dans les pays IDA. Durant l'exercice 17, 63 % du programme de services-conseil d'IFC concernaient des clients de pays IDA et 20 % des clients de régions fragiles et touchées par un conflit, tandis que 26 % avaient trait au climat. Presque un tiers des nouveaux projets de services-conseil ont de surcroît été conçus dans le souci d'avoir un impact sur la parité hommes-femmes.



UN NOUVEAU CADRE STRATÉGIQUE

Notre stratégie « IFC 3.0 » est intégrée dans la *Vision d'avenir* du Groupe de la Banque mondiale. Elle reflète le fait que, pour accroître notre impact et intensifier notre action dans les sites les plus difficiles, il nous faut, non plus simplement répondre à la demande, mais agir de manière anticipée — en exploitant les atouts de l'ensemble du Groupe de la Banque mondiale et d'autres partenaires de développement — pour créer des marchés et mobiliser les ressources du secteur privé sur une plus grande échelle. C'est pourquoi nous avons développé de nouvelles démarches et de nouveaux outils analytiques et financiers.

Nouvelles démarches et nouveaux outils d'analyse. IFC a toujours jugé essentiel d'obtenir des résultats dans le domaine du développement. Nous avons dû renforcer notre panoplie d'outils en raison de la complexité grandissante des questions auxquelles sont confrontés les pays qui font partie de nos clients. Nous avons élaboré un nouveau cadre — intitulé « Mesure et suivi de l'impact attendu » (*Anticipated Impact Measurement and Monitoring* ou AIMM) — pour pouvoir mieux définir, mesurer et établir l'impact de chaque projet sur le développement et cibler les fiches de performance et les mesures d'incitation sur l'obtention d'un impact économique. Nous pourrions, à terme, évaluer et communiquer nos résultats non seulement dans une perspective opérationnelle et financière, mais aussi sous l'angle du développement et du portefeuille.

Nous avons mis en place des outils de diagnostic du secteur privé au niveau des pays pour rechercher et exploiter systématiquement les possibilités de créer des marchés et d'optimiser les financements au profit du développement. Ces outils nous permettront de déterminer exactement les domaines dans lesquels nous pourrions collaborer avec les autorités publiques, la Banque mondiale, la MIGA et nos partenaires de développement pour stimuler la création de marchés en mettant en

place les cadres de réglementation et de politiques nécessaires, en favorisant la compétitivité du secteur privé, en encourageant l'adoption des meilleures pratiques et de nouvelles technologies et en renforçant les capacités et les compétences locales. Nous avons également lancé une démarche à l'échelle du Groupe de la Banque mondiale prônant une collaboration plus étroite entre nos collègues afin d'optimiser le financement du développement. Nous qualifions cette démarche de « cascade ». Les membres des services du Groupe de la Banque mondiale commenceront par rechercher avec nos clients les options qui peuvent être retenues dans le cadre du secteur privé pour relever les défis de développement — lorsqu'il est conseillé et efficace de procéder de la sorte — de manière à réserver les financements publics aux projets pour lesquels cette démarche ne serait pas optimale.

Les services-conseil sont une composante essentielle de la stratégie suivie par IFC pour créer des marchés et mobiliser des investissements privés, en particulier dans les pays les plus pauvres et dans les régions du monde les plus touchées par des conflits. Cette année, le Conseil d'administration nous a procuré des outils et des ressources supplémentaires, en acceptant de réduire le montant du transfert qu'IFC effectue chaque année à l'IDA à partir de son revenu net pour pouvoir lancer le Guichet de conseil d'IFC sur la création de nouveaux marchés. Ce mécanisme de financement, établi pour trois ans, sera doté de ressources pouvant aller jusqu'à 213 millions de dollars. Il permettra de faire face à la demande grandissante de services-conseil d'IFC et, notamment, de financer les travaux en amont nécessaires à la préparation d'une réserve de projets et à la création de marchés dans les pays éligibles à emprunter à l'IDA ainsi que dans les pays fragiles et touchés par un conflit.

Nouvelles démarches et nouveaux outils financiers. Le Conseil d'administration a également approuvé le Guichet de promotion du secteur privé d'IDA-18, qui soutient la stratégie que nous

poursuivons pour accroître les investissements privés et créer des marchés dans les pays éligibles. Grâce aux quatre mécanismes relevant de ce guichet — le mécanisme d'atténuation des risques, le mécanisme de financements mixtes, le mécanisme de financement en monnaie nationale et le mécanisme de garantie de la MIGA —, dotés au total de 2,5 milliards de dollars, nous disposerons d'outils d'atténuation des risques que nous pourrions utiliser dans le cadre de projets présentant des risques élevés et nous pourrions surmonter le problème de l'accès limité aux prêts en monnaie nationale. Ces mécanismes novateurs permettront au secteur privé d'investir dans des pays IDA. IFC les administrera pour le compte de l'IDA et établira une réserve plus conséquente de transactions qui pourront être financées par elle-même ou d'autres investisseurs.

Grâce à nos efforts de mobilisation et aux investissements réalisés par des entités parrainantes et d'autres co-investisseurs, chaque dollar investi par IFC contribue actuellement à générer quatre dollars de financements à l'appui du développement. IFC continue d'innover au-delà de son excellent programme de syndication de prêts et des investissements d'IFC Asset Management Company dans des fonds de participation privés. Je citerai, à titre d'exemple, le nouveau Programme de portefeuille de prêts conjoints d'IFC pour l'infrastructure, qui mobilise des capitaux privés auprès de sociétés d'assurances pour financer une partie du portefeuille de prêts d'IFC dans le secteur des infrastructures. Les investisseurs institutionnels détiennent de vastes réserves de fonds qui pourraient être mises au service du développement. Ce modèle ouvre la voie à leur utilisation.

Le nouveau cadre stratégique d'IFC offre un moyen concret de relever le défi consistant à porter le volume des financements du développement du niveau des milliards de dollars à celui des milliers de milliards de dollars. En mettant en œuvre les outils que nous a fournis le Conseil d'administration, en approfondissant l'analyse dans le cadre de nos travaux et en travaillant plus étroitement en équipe avec nos collègues du Groupe de la Banque mondiale, nos clients et nos autres partenaires, nous intensifierons notre impact dans le domaine du développement au cours des prochaines années. Grâce aux étroits partenariats forgés avec le secteur privé et le secteur public, nous pouvons accroître notre capacité de créer des marchés et d'améliorer les conditions de vie de millions d'êtres humains.

Philippe Le Houérou

Directeur général d'IFC

L'équipe de direction d'IFC

L'équipe de direction d'IFC veille à ce que l'institution utilise ses ressources efficacement en cherchant à optimiser son impact sur le développement et à répondre aux besoins de ses clients. Elle met à profit des années d'expérience dans le domaine du développement, une large gamme de connaissances et des perspectives culturelles diverses. Elle définit les stratégies et politiques de manière à permettre à IFC de créer des opportunités là où elles sont le plus nécessaires.



Philippe Le Houérou
Directeur général d'IFC



Mohamed Gouled

Vice-président, Gestion des risques et viabilité financière



Jingdong Hua

Vice-président et trésorier



Saran Kebet-Koulibaly

Vice-présidente, Gestion du portefeuille



Hans Peter Lankes

Vice-président, Économie et développement du secteur privé



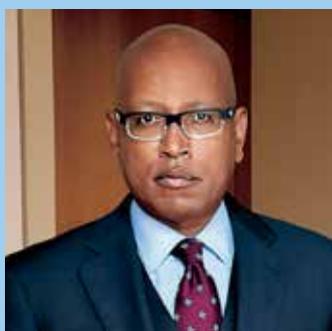
Bernard Lauwers

Vice-président et contrôleur financier du Groupe de la Banque mondiale



Nena Stoilkovic

Vice-présidente, Financements mixtes et partenariats



Ethiopis Tafara

Conseiller juridique et Vice-président, Viabilité ESG et risque en matière de conformité



Dimitris Tsitsiragos

Vice-président, Nouvelles activités



Stephanie von Friedeburg

Vice-présidente, Stratégie et ressources institutionnelles



Gavin E.R. Wilson

Directeur général, IFC Asset Management Company

Créer des créer des opportunités

Dans un contexte caractérisé par l'insuffisance des ressources publiques, il est indispensable de pouvoir compter sur un secteur privé solide et résolu pour éliminer la pauvreté et promouvoir une prospérité partagée. C'est là qu'intervient IFC : elle sait comment mobiliser des investissements privés pour créer des marchés et des opportunités là où ils font le plus défaut.

18

marchés,

ités

Mobiliser les investissements privés

Depuis 60 ans, IFC mène les efforts de mobilisation de capitaux privés à l'appui du développement, qui seront essentiels à la réalisation des Objectifs de développement durable. Ses plateformes novatrices permettent aux investisseurs, qu'il s'agisse de banques commerciales, de sociétés d'assurances ou encore de fonds de patrimoine souverains, de se joindre plus facilement à elle pour accélérer le développement sur des marchés difficiles.

Éliminer la pauvreté est une entreprise coûteuse : l'écart entre les montants nécessaires et les montants disponibles atteint, chaque année, des milliers de milliards de dollars.

C'est pourquoi le secteur privé doit participer à cet effort. IFC joue un rôle crucial en établissant les plateformes et en créant les opportunités dont le secteur privé a besoin pour accélérer le développement. Elle mobilise des capitaux auprès de banques, de fonds souverains et d'institutions financières internationales. En faisant travailler les capitaux privés, elle a un plus grand impact au plan du développement qu'elle ne pourrait avoir à elle seule.

IFC mobilise des fonds par le biais de deux importants mécanismes. Le premier, IFC Asset Management Company, gère 9,8 milliards de dollars d'actifs, dont 2,3 milliards de dollars appartiennent à IFC, par l'intermédiaire de 13 fonds de placement. Le second, qui est le programme de syndication de prêts de la Société, a mobilisé plus de 62 milliards de dollars auprès de plus de 500 partenaires de financement au titre de projets dans des pays émergents depuis son lancement en 1959. À la fin de l'exercice 17, le portefeuille de prêts syndiqués d'IFC se chiffrait à plus de 16 milliards de dollars.

Durant l'exercice 17, IFC a mobilisé près de 7,5 milliards de dollars pour financer des investissements dans des pays en développement, dont plus de 1,2 milliard de dollars par le biais de partenariats public-privé. Elle a aussi créé différentes plateformes pesant plusieurs milliards de dollars de manière à permettre aux investisseurs privés de se joindre à elle pour relever les défis de développement les plus pressants.

Cette année, IFC a lancé le plus important fonds d'obligations vertes au monde dédié aux pays émergents. Le Green Cornerstone Bond Fund, d'un montant de deux milliards de dollars, vise à débloquer des financements privés au profit de projets liés au climat. IFC a constitué un partenariat avec Amundi, plus importante société de gestion cotée d'Europe, pour créer ce fonds dans lequel elle a l'intention d'investir jusqu'à 325 millions de dollars pour lui permettre d'acquérir des obligations vertes émises par des banques de pays en développement. Amundi lèvera le solde des deux millions de dollars auprès d'investisseurs institutionnels du monde entier.

IFC a également lancé une initiative pionnière, MCPP Infrastructure, afin de mobiliser jusqu'à cinq milliards de dollars auprès de sociétés d'assurance et d'autres investisseurs institutionnels pour investir dans des projets d'infrastructure de pays émergents. Cette initiative s'appuie sur la réussite du Programme du portefeuille de prêts conjoints d'IFC, mécanisme de syndication de prêts d'une valeur de trois milliards de dollars permettant à des tiers d'investir passivement dans le portefeuille de créances de premier rang de la Société.

IFC a également fait un grand pas en avant avec le lancement d'IFC Emerging Asia Fund dont les partenaires incluent plusieurs investisseurs institutionnels de qualité. Géré par IFC Asset Management Company, le fonds investira sous forme de participations et d'instruments connexes dans tous les secteurs de pays émergents asiatiques.

IFC a de plus en plus recours au financement mixte, instrument prometteur permettant d'exploiter les possibilités offertes par les capitaux privés. Les investisseurs privés évitent souvent des projets suivant des démarches qui n'ont pas encore fait leurs preuves ou menés sur des marchés qu'ils jugent trop risqués. Les financements mixtes comprennent des fonds de faible montant accordés par des bailleurs à des conditions concessionnelles pour atténuer des risques d'investissement particuliers et préparer ainsi le terrain à des investissements privés d'un montant bien plus considérable. Durant l'exercice 17, IFC a utilisé 188 millions de dollars provenant de bailleurs de fonds pour mobiliser 726 millions de dollars d'investissements privés.



MOBILISATION

Construire des plateformes pour accélérer le développement

**CRÉER DES MARCHÉS,
CRÉER DES OPPORTUNITÉS**

**Green Cornerstone
Bond Fund**

IFC a lancé le premier fonds
d'obligations vertes dédié
aux pays émergents.

MARCHÉS FINANCIERS LOCAUX

Piloter une croissance économique durable

**CRÉER DES MARCHÉS,
CRÉER DES OPPORTUNITÉS**

**Programme d'obligations
sociales d'IFC**

L'émission obligataire de référence d'IFC, d'un montant de 500 millions de dollars, contribue à élargir les possibilités de financement d'entreprises appartenant à des femmes.



Le secteur privé ne peut pas prospérer sans de solides marchés financiers locaux.

Ces marchés aident les particuliers et les entreprises à obtenir des financements à long terme. Ils encouragent les entrepreneurs à prendre le type de risques qui favorisent l'innovation et accélèrent la création d'emplois ainsi que la croissance économique. Ils peuvent mettre des économies tout entières à l'abri de fluctuations des marchés financiers internationaux susceptibles d'avoir des effets déstabilisateurs.

IFC joue un rôle crucial en renforçant les marchés financiers locaux et en proposant des instruments novateurs pour mobiliser les capitaux du secteur privé au profit d'importants objectifs de développement. Elle est fréquemment la première entité internationale non gouvernementale à émettre des obligations en monnaie nationale dans les pays en développement pour contribuer à la mise en place de conditions propices à l'expansion et à la prospérité des marchés locaux. Elle aide en outre ces pays à formuler des politiques et des réglementations pour renforcer leurs marchés.

Durant l'exercice, IFC a lancé l'Initiative conjointe pour le développement des marchés financiers, qui fait appel aux connaissances spécialisées que possèdent collectivement les institutions du Groupe de la Banque mondiale pour accélérer l'établissement de ces marchés là où ils font le plus défaut, en commençant par le Bangladesh, l'Égypte, le Kenya, le Maroc, le Pérou, le Viet Nam et les pays membres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine.

En octobre 2016, IFC a émis la première obligation ayant pour objet de protéger les forêts et développer les marchés financiers pour les crédits carbone. L'obligation Forest d'IFC, qui a une échéance à cinq ans et est inscrite à la cote de la Bourse de Londres, a été vendue à de grands investisseurs institutionnels mondiaux qui peuvent choisir d'être remboursés en crédits carbone ou en liquidités. Cette émission a permis de lever 152 millions de dollars pour prévenir la déforestation et promouvoir le développement de pays émergents.

En mars 2017, IFC a lancé un nouveau programme d'obligations sociales en procédant à une émission obligatoire de référence à l'échelle mondiale d'un montant de 500 millions de dollars pour accroître les financements accordés aux entreprises appartenant à des femmes et aux collectivités à faible revenu. En raison de son ampleur, cette émission devrait contribuer à développer des circuits financiers pour cette catégorie nouvelle, mais en rapide expansion, d'obligations visant à promouvoir viabilité et durabilité, qui accroissent le financement d'objectifs axés sur l'environnement, les questions sociales et la gouvernance. Ce programme a donné lieu à la fusion de deux produits obligataires d'IFC — le Programme *Banking on Women* et le Programme *Inclusive Business Bond* — qui ont permis de mobiliser respectivement 268 millions de dollars et 296 millions de dollars depuis 2013.

IFC a continué de développer les marchés d'obligations en monnaie nationale. En République dominicaine, elle a émis l'équivalent de quatre millions de dollars sous forme d'obligations libellées en peso dominicain dans le cadre de sa deuxième émission d'obligations « Taino » en moins de cinq ans. Le produit de l'émission obligatoire à six ans et demi sera investi dans Banco de Ahorro y Crédito Adopem (institution locale de microfinance de premier plan) pour accroître le volume des financements à long terme accordés aux microentrepreneurs.

En Colombie, IFC a aidé Bancolombia à émettre la première obligation verte jamais émise par une institution financière privée d'Amérique latine. Le produit de cette opération, soit l'équivalent de 115 millions de dollars, permettra de financer des projets intelligents sur le plan climatique dans le pays, et pourra servir de modèle à d'autres institutions financières de la région qui seront ainsi encouragées à procéder à des émissions obligataires analogues.

Au total, IFC a émis des obligations en 20 monnaies nationales. Elle a également accordé des financements à hauteur de près de 23 milliards de dollars en 73 monnaies dans le cadre d'opérations de prêts, de swaps, de garanties, de mécanismes de partage des risques et de titrisations.

Piloter la croissance

IFC concentre ses efforts sur les secteurs qui offrent la possibilité de créer le plus d'emplois et de répartir la richesse le plus largement et le plus uniformément possible. Elle aide ceux qui ne bénéficient guère de financements à en obtenir. Elle contribue à renforcer le capital humain en améliorant la qualité et la disponibilité des services de santé et d'éducation. Elle finance des sociétés technologiques qui changent le monde.



Environ un milliard d'êtres humains n'ont pas l'électricité. Plus de 800 millions de personnes se réveillent chaque matin dans des taudis et n'ont pas accès à de l'eau potable.

Ces chiffres montrent que les infrastructures des pays en développement ne suivent pas le rythme de la croissance démographique et ne permettent pas de répondre aux aspirations à de meilleures conditions de vie. Leur insuffisance nuit aussi à la productivité des entreprises et à la croissance économique — en Afrique, par exemple, leur amélioration permettrait d'accroître la productivité de 40 %.

Il est indispensable d'avoir des infrastructures modernes pour éliminer la pauvreté et promouvoir une prospérité partagée. Depuis 2007, IFC a investi près de 29 milliards de dollars dans des infrastructures et mobilisé 21 milliards de dollars supplémentaires auprès d'autres partenaires. Elle a investi 3,1 milliards de dollars, mobilisés en partie auprès d'autres investisseurs, durant le seul exercice 17. Ses clients ont participé à la production d'électricité au profit de 79 millions d'habitants de pays où les besoins sont criants.

Myanmar, par exemple, affiche un des taux d'électrification les plus faibles au monde : un tiers seulement de ses 50 millions d'habitants ont l'électricité. À Myingyan, dans la région de Mandalay, IFC contribue au financement de la construction de la plus grande centrale électrique alimentée au gaz du pays. Cette installation de 225 MW, dont le coût s'établit à 300 millions de dollars, devrait permettre d'alimenter plus de cinq millions de personnes.

Au début de l'exercice 17, IFC a réalisé un montage financier de 150 millions de dollars au titre de la construction et de l'exploitation de la centrale AES Colon, première centrale électrique au gaz naturel du Panama. L'électricité générée par cette installation de 380 MW devrait remplacer celle produite par des centrales au fioul lourd et au diesel et, ainsi, réduire d'environ un million de tonnes les émissions annuelles de dioxyde de carbone — soit l'équivalent des émissions de plus de 200 000 voitures.

En Inde, IFC a joué un rôle crucial dans la réalisation du projet de 750 MW de REWA Ultra Mega Solar Limited, l'un des plus grands parcs solaires établis sur un seul site. IFC a aidé le gouvernement indien et l'État du Madhya Pradesh à concevoir une robuste structure pour le projet ainsi qu'une procédure transparente d'enchères à l'échelle mondiale pour choisir un promoteur privé. Les tarifs de l'énergie solaire sont aussi bas que ceux de l'électricité des centrales au charbon, et la production solaire alimentera les liaisons ferroviaires dans la ville de New Delhi.

L'absence d'aéroports modernes et d'autres infrastructures de transport peut entraver la croissance de nombreux pays. Pour aider la Grèce à surmonter ce problème, IFC a apporté 154 millions d'euros à un consortium international qui modernise et exploite 14 aéroports. Dans ce pays qui souffre d'une récession prolongée, ces travaux redynamisent l'ensemble du secteur : en accroissant de 20 % la capacité d'accueil de passagers, ils permettront aux aéroports d'assurer des services à 27,5 millions de voyageurs au cours des quatre prochaines années.

Dans le but de répondre à des besoins similaires en Croatie, IFC a fourni un appui au partenariat public-privé qui a entrepris un projet de 450 millions de dollars pour moderniser l'aéroport international de Zagreb. Ces travaux permettront à l'aéroport de plus que doubler sa capacité d'accueil pour la porter à cinq millions de passagers par an.

INFRASTRUCTURE

Ériger de solides fondations pour promouvoir la prospérité

CRÉER DES MARCHÉS,
CRÉER DES OPPORTUNITÉS

Myanmar Power

IFC fournit un appui à la construction de la plus grande centrale électrique au gaz naturel du pays.

TECHNOLOGIE

Connecter les collectivités aux services modernes

**CRÉER DES MARCHÉS,
CRÉER DES OPPORTUNITÉS**

BlackBuck

L'investissement d'IFC dans une société de location de camions en ligne contribue à abaisser les coûts d'expédition tout en relevant les revenus des chauffeurs.



Un message texte à une sage-femme. Une recherche d'emploi sur l'Internet. Une transaction monétaire mobile. La soumission d'une demande d'emprunt en ligne par une petite entreprise.

L'impact de la technologie à l'échelle mondiale résonne au son de millions de frappes sur les claviers de téléphones mobiles. Toutefois, malgré les innovations qui ont permis à de nombreuses communautés de sauter des étapes pour parvenir au XXI^e siècle, les pays en développement affichent toujours des taux d'accès à l'Internet et aux services à large bande inférieurs à ceux des pays développés : en 2016, plus de la moitié de la population mondiale n'était toujours pas reliée à l'économie numérique de l'Internet.

Sans technologie, les habitants de régions isolées et pauvres n'ont pas accès à des comptes en banque, ni à des services de santé, des possibilités d'éducation ou des prêts pour les petites entreprises — ils n'ont aucun moyen de participer aux activités du marché mondial. IFC s'efforce donc de favoriser le progrès en procédant à des investissements dans le secteur des technologies des télécommunications et de l'information et en participant à des projets adaptés à chacun des problèmes de développement les plus pressants de chaque région. Durant l'exercice 17, elle a investi 910 millions de dollars — dont des fonds mobilisés auprès d'autres investisseurs — dans ces initiatives et a porté la valeur de son portefeuille dans ce secteur à plus de 2,4 milliards de dollars.

En Inde, la société de location de camions en ligne BlackBuck montre comment la technologie stimule le développement. Dans ce pays, les transports de marchandises s'effectuent essentiellement par voie routière, mais le secteur du camionnage, qui pèse 80 milliards de dollars, est extrêmement fragmenté. La plupart des camions appartiennent à leur chauffeur ou à des entreprises qui exploitent, chacune, moins de cinq camions. Les expéditeurs ont de ce fait du mal à trouver des véhicules. Avec l'aide d'un investissement de dix millions de dollars d'IFC, BlackBuck a entrepris de modifier la situation. Sa plateforme en ligne met en rapport les chauffeurs de quelque 100 000 camions avec les expéditeurs dans tout le pays, ce qui permet d'accroître la productivité, d'abaisser les frais logistiques, de réduire les émissions de gaz à effet de serre et d'accroître les revenus des chauffeurs.

Au Mexique, IFC contribue à transformer l'infrastructure des télécommunications pour fournir des technologies aux personnes qui en ont besoin. Elle a prodigué des conseils sur le montage d'un projet visant à desservir les régions éloignées qui ne sont pas suffisamment couvertes par les trois grands intervenants actuels du secteur des technologies mobiles. Le Fonds Chine-Mexique, géré par IFC Asset Management Company, a par la suite participé à la création du nouveau réseau intitulé Red Compartida. Cette nouvelle initiative permettra, à terme, d'assurer des services 4G LTE sur au moins 92 % du territoire du pays.

IFC considère aussi que les jeunes pousses (*start-ups*) technologiques égyptiennes sont une importante source d'emplois et d'innovations. Elle a investi cette année dix millions de dollars dans Algebra Ventures, le plus grand fonds de capital-risque du pays, pour contribuer au financement d'entreprises technologiques naissantes. Sa prise de participation au capital d'Algebra aidera le fonds à accorder des financements à quelque 25 entreprises émergentes dans le domaine du commerce électronique, des services financiers et des services Internet aux consommateurs.

**Au Kazakhstan,
Damegul Abikhanova
a géré pendant plus de
dix ans une boutique
de couture spécialisée
dans les vêtements
traditionnels kazakhs
— d'abord en milieu
rural puis dans la ville
d'Almaty.**

Les affaires allaient bien, mais Abikhanova a compris qu'elle pourrait faire mieux. Elle a demandé un emprunt à un client d'IFC — KazMicroFinance (KMF), qui est l'un des rares prêteurs locaux spécialisés dans l'octroi de financements aux entrepreneurs. KMF lui a prêté les 1 300 dollars dont elle avait besoin pour accroître sa production et proposer de nouveaux modèles. « KMF m'a aidée à développer mon entreprise », affirme Abikhanova.

L'accès à des services financiers de base — un compte en banque, une hypothèque ou une police d'assurance — est une condition essentielle à la croissance économique. Il permet aux particuliers et aux entreprises d'accumuler des actifs, d'accroître leurs revenus et de réduire leurs risques financiers. Plus de deux milliards d'adultes n'ont toutefois pas de compte bancaire de base. Plus de 200 millions de petites et moyennes entreprises ne peuvent obtenir les financements dont elles ont besoin.

IFC propose des investissements et des conseils pour élargir l'accès de millions de particuliers, de microentreprises et de petites et moyennes entreprises (MPME) aux financements. Elle travaille avec différentes catégories de partenaires — aussi bien des institutions financières que des administrations publiques — pour avoir un plus grand impact qu'elle ne pourrait avoir à elle seule. Durant l'exercice 17, ses clients ont accordé plus de 351 milliards de dollars à des PME sous forme de prêts.

IFC oriente ses efforts sur les domaines dans lesquels les besoins sont les plus grands. Elle est aussi un investisseur de premier plan dans les entreprises fondées sur l'inclusion sociale, c'est-à-dire celles qui offrent des biens, des services et des possibilités d'emploi aux personnes ayant de faibles revenus. Depuis 2005, elle a investi plus de 16 milliards de dollars et a travaillé avec plus de 530 entreprises de ce type dans plus de 90 pays.

Pour offrir de nouvelles opportunités aux entrepreneurs ruraux chinois, IFC a fait équipe avec Ant Financial — filiale de la société de commerce électronique Alibaba — pour investir 23 millions de dollars dans l'une des plus importantes sociétés de microfinance du pays ciblant les emprunteurs ruraux. CFPA Microfinance s'est donnée pour objectif, grâce à cet appui, d'accorder des crédits à un million d'emprunteurs au cours des trois prochaines années.

Au Brésil, IFC a monté un financement de 275 millions de dollars au profit de Banco Daycoval pour aider cette banque à accroître ses prêts aux PME — 25 % des fonds devant être attribués spécifiquement à des entreprises dirigées par des femmes.

Le financement du logement est l'un des grands domaines d'activité d'IFC. Dans les pays de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal et Togo), les banques n'accordent que peu de prêts hypothécaires alors que, selon les estimations, 800 000 opérations de ce type seraient nécessaires chaque année. Durant l'exercice, IFC a investi deux millions de dollars dans la Caisse régionale de refinancement hypothécaire pour l'aider à remédier à ce déficit.



Damegul Abikhanova a obtenu un financement d'un client d'IFC pour son atelier de confection.

ACCÈS AUX FINANCEMENTS

Aider les entrepreneurs à restructurer les économies

**CRÉER DES MARCHÉS,
CRÉER DES OPPORTUNITÉS**

Financement du logement

L'investissement d'IFC dans la Caisse régionale de refinancement hypothécaire contribue à accroître l'octroi d'emprunts hypothécaires.

Plus des trois quarts des habitants pauvres du monde vivent dans des zones rurales, où ils exploitent de minuscules parcelles qui produisent à peine assez pour satisfaire aux besoins fondamentaux de leur famille.

L'agriculture est le secteur qui leur offre le plus de possibilités d'échapper à la pauvreté, car il contribue bien plus que les autres à accroître les revenus des personnes extrêmement pauvres. De nombreux petits agriculteurs continuent toutefois de se heurter à des obstacles considérables : les technologies qu'ils emploient sont obsolètes, leurs semences ont un faible rendement et leur accès aux financements demeure limité.

IFC permet aux agriculteurs de trouver de nouveaux débouchés. Elle aide les agroentreprises à adopter des méthodes durables, à réduire le gaspillage et à accroître la productivité. Elle assure des formations et conçoit des produits qui offrent aux agriculteurs la possibilité de se protéger de toutes sortes de risques financiers. Durant l'exercice 17, ses investissements dans les agroentreprises et la foresterie se sont chiffrés au total, y compris les fonds mobilisés auprès d'autres investisseurs, à plus de 1,7 milliard de dollars. Ses investissements dans une agriculture intelligente sur le plan climatique ont dépassé 800 millions de dollars et ses clients ont offert des opportunités à plus de trois millions d'agriculteurs.

La démarche d'IFC est globale. La Société s'emploie ainsi depuis sept ans à aider le Cambodge à redevenir un important exportateur de riz odorant de haute qualité. En collaboration avec la Banque mondiale, elle a conseillé les pouvoirs publics sur la manière d'améliorer le climat de l'investissement pour les agroentreprises et les petits exploitants. Elle a contribué à rehausser les normes industrielles, à rationaliser les procédures d'exportation et à accroître l'efficacité des installations d'usinage et de transformation du riz. IFC a investi dans des banques et des institutions de microfinance du pays pour élargir les possibilités de financement des entreprises rurales et des agriculteurs.

En fin de compte, les exportations cambodgiennes de riz ont décuplé depuis 2010, pour dépasser un demi-million de tonnes l'année dernière et aider des millions de personnes à sortir de la pauvreté.

Cette année, IFC a accordé des financements à hauteur de 145 millions de dollars à FrieslandCampina, qui est l'un des plus grands producteurs laitiers du monde, pour favoriser le développement de l'industrie laitière pakistanaise. Cet investissement a permis à l'entreprise de prendre une participation majoritaire dans le plus grand producteur laitier pakistanais, Engro Foods, pour accroître sa production. L'investissement d'IFC devrait ouvrir des débouchés à près de 200 000 fermiers à l'horizon 2020.

IFC a investi 35 millions de dollars dans Belagricola, société de commercialisation de céréales et fournisseur d'intrants agricoles tels que les engrais, les pesticides et les semences. Ce financement aidera l'entreprise à développer ses opérations dans le sud du Brésil en lui permettant de fournir des intrants, des financements avant la récolte et une assistance technique à environ 15 000 agriculteurs exploitant des fermes de petite et moyenne taille.

Au Kenya, les conseils d'IFC contribuent à l'adoption de nouvelles démarches pour accroître la production et les revenus. Elle a récemment accepté de financer la construction d'une série de petites centrales hydroélectriques situées à proximité des régions de culture du thé de la Kenya Tea Development Agency, coopérative regroupant plus de 500 000 petits agriculteurs. Ces centrales au fil de l'eau réduisent le coût de l'électricité et permettent d'accroître les revenus des membres de la coopérative.



Ouvrir de nouveaux marchés aux agriculteurs et aux agroentreprises



CRÉER DES MARCHÉS, CRÉER DES OPPORTUNITÉS

Riz cambodgien

IFC a aidé le Cambodge à décupler ses exportations de riz et à retrouver sa place parmi les grands exportateurs.

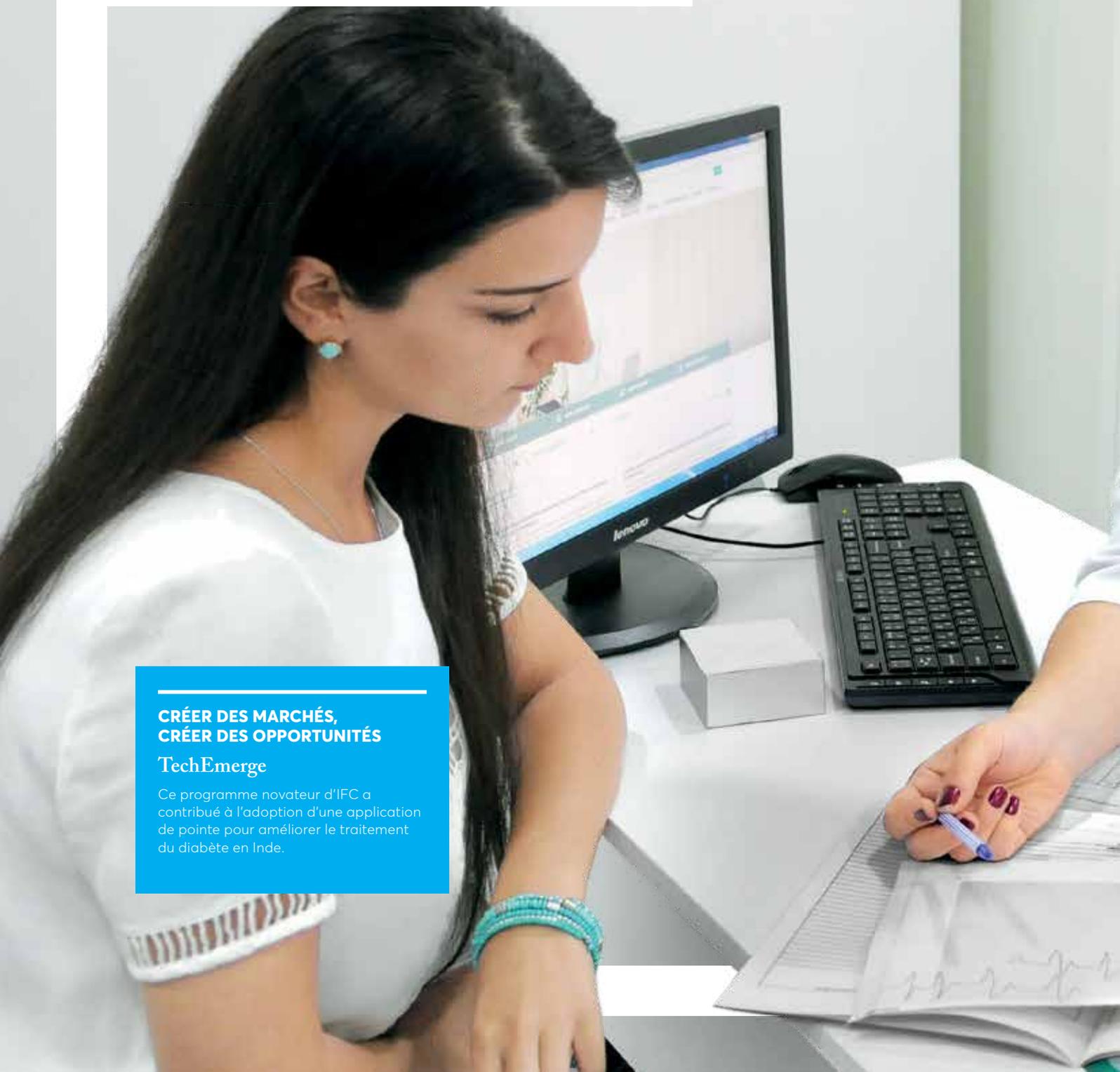
CAPITAL HUMAIN

Élargir l'accès aux soins de santé et à l'éducation

**CRÉER DES MARCHÉS,
CRÉER DES OPPORTUNITÉS**

TechEmerge

Ce programme novateur d'IFC a contribué à l'adoption d'une application de pointe pour améliorer le traitement du diabète en Inde.



Tatiana Megrelishvili avait 33 ans lorsqu'elle a appris qu'elle avait besoin d'une transplantation hépatique. Sans cette greffe, elle n'aurait plus que 12 mois à vivre. Or, elle se heurtait un terrible obstacle : cette procédure n'avait jamais été réalisée dans son pays, la Géorgie.

« J'ai accepté mon sort et je suis partie du principe que j'allais mourir », dit Megrelishvili, qui est bibliothécaire.

Elle a pu être sauvée grâce à la chaîne d'hôpitaux EVEX Medical Corporation, qui est la plus importante société privée géorgienne de soins de santé et qui bénéficie d'un appui d'IFC. Depuis dix ans, EVEX met systématiquement en place des services médicaux perfectionnés qui n'étaient jusque-là pas assurés dans le pays.

Ce problème se pose toutefois bien au-delà des frontières de la Géorgie. L'accès à des services de santé et d'éducation d'un coût abordable revêt une importance cruciale pour la poursuite des efforts déployés à l'échelle mondiale dans le but d'éliminer la pauvreté et de promouvoir une prospérité partagée. La cherté des soins de santé fait basculer chaque année 100 millions de personnes dans la pauvreté. L'éducation est un excellent moyen d'en sortir — mais 57 millions d'enfants de pays en développement ne sont toujours pas scolarisés.

IFC s'emploie à combler ces lacunes. Durant l'exercice 17, elle a consenti des financements d'un montant total de 929 millions de dollars, y compris les fonds mobilisés auprès d'autres investisseurs, à des entreprises des secteurs de la santé et de l'éducation. Ses clients

ont contribué à la prestation de services d'éducation à 4,9 millions d'élèves et ont fourni des soins de santé à 34 millions de patients.

En Inde, IFC a investi dans deux prestataires qui étendent les services de santé aux régions les plus isolées du pays. IFC et IFC Asset Management Company ont versé 67 millions de dollars à une filiale de la société Apollo Hospital Enterprise Limited pour l'aider à ouvrir près de 1 000 installations médicales, laboratoires et centres de collecte de spécimens sur l'ensemble du territoire indien. IFC a investi en outre 9,1 millions de dollars dans Regency Hospital Limited pour l'aider à ouvrir quatre nouveaux hôpitaux et installer 15 nouveaux centres de dialyse dans l'État d'Uttar Pradesh.

En Afrique du Sud, IFC a investi 22 millions de dollars dans ADvTECH, qui administre Rosebank College et d'autres institutions prodiguant une éducation à des élèves et étudiants venant de milieux défavorisés. Cet investissement permettra à ADvTECH d'améliorer l'éducation reçue par 30 000 élèves dans le pays et de s'implanter sur de nouveaux marchés en Afrique subsaharienne, initialement au Botswana, au Ghana et au Kenya.

IFC s'est employée à améliorer les soins de santé en Inde grâce à TechEmerge, le programme novateur qu'elle a mis en place pour introduire de nouvelles technologies sur les marchés émergents. Elle a établi des passerelles entre 17 sociétés technologiques et 15 prestataires de soins de santé indiens qui utilisent désormais conjointement toute une gamme de technologies.

IFC a, par exemple, contribué à mettre en rapport WellDoc, société technologique des États-Unis, et Max Healthcare, prestataire local de soins de santé, pour faire bénéficier les patients diabétiques d'une application qui suit leur niveau de glucose et leur permet d'être instantanément en contact avec leur docteur. L'Inde devrait compter 123 millions de diabétiques d'ici 2040.



La viabilité est un critère fondamental de toutes les actions d'IFC, car l'avenir du monde en dépend. Il ne sera pas possible d'éliminer la pauvreté — ni de maîtriser le changement climatique — en privilégiant la rentabilité et la croissance aux dépens des habitants de la planète et de l'environnement. IFC aide depuis des décennies ses clients à poursuivre leurs activités dans le respect de l'environnement et au profit de toutes les catégories sociales.

Promouvoir la viabilité

Il y a seulement quelques dizaines d'années, l'écologie était moins un mot à la mode qu'un mot à ne pas prononcer, en particulier dans les conseils d'administration. L'important était de tirer un profit du financement des projets. Les répercussions sur les populations locales et l'environnement ? D'autres pouvaient s'en préoccuper.

Lorsque les pays émergents ont commencé à prospérer dans les années 90, IFC et plusieurs banques internationales, notamment Crédit Suisse, Citigroup et Barclay, ont compris que le développement ne pourrait durer s'il s'effectuait au mépris des besoins sociaux et environnementaux. IFC a été l'une des premières à ouvrir la voie à une croissance responsable — en s'appuyant sur la puissance de la finance.

En 2006, IFC a présenté ses normes de performance (voir page 94) — qui indiquent comment la Société et ses clients peuvent concevoir des solutions qui sont bonnes pour les affaires, bonnes pour les investisseurs et bonnes pour l'environnement et les populations locales. Depuis lors, des investissements d'un montant de 4 500 milliards de dollars ont été effectués dans les pays émergents selon les normes d'IFC ou les principes qui en découlent.

Les normes d'IFC constituent désormais la référence mondiale des pratiques durables. Quatre-vingt-onze institutions financières de 37 pays ont adopté les principes d'Équateur qui ont été établis à partir de ces normes. D'autres institutions de développement de premier plan, notamment la Banque européenne pour la reconstruction et le développement et la Banque asiatique de développement, appliquent des pratiques issues des normes d'IFC. Trente-quatre institutions de financement du développement appliquent à leurs processus d'investissement le cadre de gestion des risques et de la gouvernance d'entreprise établi par la Société. IFC s'emploie également à renforcer les capacités de ses clients

du secteur financier (banques et fonds de participation privés) pour assurer l'intégration de ces normes dans leurs opérations.

Les bourses se fondent de plus en plus sur ces normes pour construire des indices de viabilité, et cette évolution pourrait influencer la manière dont les investisseurs institutionnels affectent des actifs d'une valeur de 120 000 milliards de dollars. IFC aide, par ses conseils, les bourses du Mexique, de la Colombie, du Pérou et du Chili à établir des indices de viabilité sur la base de son cadre environnemental, social et de gouvernance. Elle fournit aussi des conseils aux responsables de l'action publique sur les meilleures pratiques dans le domaine de la gouvernance et de la viabilité environnementale et sociale. Elle a mis en place — et anime — le Réseau de la banque durable, qui permet aux associations bancaires et aux organismes de contrôle de 32 pays en développement de formuler des politiques pour promouvoir les financements écologiques. Les actifs bancaires de ces pays dépassent, collectivement, 42 000 milliards de dollars.

« Il y a dix ans, un analyste de placement qui se serait connecté à un terminal Bloomberg ou Reuters pour chercher des données sur les principaux facteurs des grandes sociétés au plan environnemental et social ou en matière de gouvernance n'aurait absolument rien trouvé », note Graham Sinclair, directeur principal à Sustainable Investment Consulting de Boston.

« Aujourd'hui, vous pouvez obtenir des données sur les critères environnementaux et sociaux et les critères de gouvernance de sociétés du monde entier », dit-il. « Cela montre à quel point nous avons fait du chemin ensemble, en partie grâce aux efforts d'IFC et de ses partenaires. Nous pouvons désormais investir en nous fondant sur ces informations pour prendre des décisions dans le souci de préserver l'avenir, et en considérant tous les facteurs, y compris la planète et sa population ».

Dix années de leadership d'IFC

CRÉER DES MARCHÉS, CRÉER DES OPPORTUNITÉS

Les normes de performance d'IFC

Des investissements à hauteur de 4 500 milliards de dollars réalisés dans des pays émergents respectent les normes d'IFC ou les principes qui en découlent.

LE CLIMAT DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

La possibilité d'assurer une croissance durable, pour 23 000 milliards de dollars

CRÉER DES MARCHÉS, CRÉER DES OPPORTUNITÉS

L'électricité en Argentine

IFC aide les autorités nationales à poursuivre une initiative novatrice pour accroître le recours à des sources d'énergie renouvelables.



IFC aide l'Argentine à atteindre son objectif visant à produire 20 % de son électricité à partir de sources renouvelables à l'horizon 2025.

Le changement climatique menace la planète tout entière. Les températures augmentent et les cycles d'inondations et de sécheresses s'intensifient ; ce seront toutefois les pays en développement qui seront les plus touchés.

L'Accord de Paris et l'engagement pris par des nations du monde entier de limiter la hausse des températures à 2 °C ouvrent d'énormes débouchés pour les technologies qui atténuent le changement climatique. L'étude d'IFC intitulée *Climate Investment Opportunities Report* et publiée en novembre 2016 recense des possibilités d'investissement à hauteur de 23 000 milliards de dollars sur les marchés émergents d'ici 2030.

IFC joue un rôle majeur en favorisant la poursuite de solutions climatiques pilotées par le secteur privé. Depuis 2005, elle fournit des conseils et a investi plus de 18 milliards de dollars à long terme dans des projets de production d'électricité à partir de sources renouvelables, de maîtrise de l'énergie, d'agriculture durable, de bâtiments écologiques et d'adaptation du secteur privé au changement climatique. Durant le seul exercice 17, elle a accordé des financements au titre de projets intelligents sur le plan climatique d'un montant dépassant 4,7 milliards de dollars, dont plus de 1,7 milliard de dollars mobilisé auprès d'autres investisseurs.

IFC n'entend pas en rester là. Elle s'est engagée à accroître ses investissements climatiques pour les porter à 28 % de ses engagements annuels pour compte propre et s'emploie à mobiliser 13 milliards de dollars supplémentaires auprès du secteur privé à l'horizon 2020.

Au cours de l'exercice, IFC a joué un rôle majeur dans le cadre de plusieurs

projets intelligents sur le plan climatique appelés à faire date.

En Argentine, IFC fournit un appui à RenovAR, initiative de l'État qui a pour objet de générer 20 % de la production électrique nationale à partir de sources renouvelables d'ici 2025. Elle a aidé les projets de RenovAR à répondre aux normes internationales et à attirer des financements. La Banque mondiale a accordé des garanties à hauteur de 480 millions de dollars pour réduire les risques courus par les investisseurs. La première enchère portant sur des énergies renouvelables, qui visait à attirer de nouveaux projets représentant 1 000 MW, a donné lieu à des offres représentant plus de six fois ce montant, ce qui témoigne de la confiance manifestée par les promoteurs locaux et internationaux.

En Turquie, IFC a acheté l'équivalent de 150 millions de dollars d'obligations hypothécaires sécurisées émises par Garanti Bank. Le produit de cette émission obligataire, qui est la première de ce type en Turquie, contribuera à financer la construction d'immeubles résidentiels économes en énergie.

En Chine, IFC a accepté de fournir des conseils à Agricultural Bank of China — troisième banque du pays par la taille de ses actifs — afin de l'aider à accroître son portefeuille de financements verts d'au moins 23 milliards de dollars d'ici 2019. Le programme devrait réduire les émissions de gaz à effet de serre de 50 millions de tonnes par an au cours des trois prochaines années, ce qui équivaut à une réduction de plus de 10 millions du nombre de voitures en circulation.

Dans les Balkans, où les banques, les organes de réglementation et les entrepreneurs locaux n'avaient jadis pas l'expérience nécessaire pour accroître la production d'énergie à partir de sources renouvelables, IFC vient d'achever un projet de services-conseil d'une durée de sept ans qui a facilité l'octroi de financements d'un montant supérieur à un milliard de dollars et la mise en valeur d'installations de production d'électricité de 500 MW à partir de sources renouvelables.



Les femmes ont le pouvoir de transformer l'économie mondiale. À l'échelle de la planète, toutefois, seulement 55 % d'entre elles ont un emploi rémunéré. Si leur taux d'activité était le même que celui des hommes, la production économique pourrait être supérieure d'un tiers.

Les avantages d'un tel taux d'activité se feraient sentir pendant des générations. Les femmes consacrent généralement une plus grande partie de leurs revenus à l'alimentation, aux soins de santé et à l'éducation, autant de domaines qui profitent à leurs enfants et aux communautés tout entières.

IFC s'emploie donc à promouvoir une plus grande prise en compte de la parité hommes-femmes. Elle réalise des investissements et fournit des conseils à ses clients du monde entier pour les aider à offrir des opportunités aux femmes, en tant que consommatrices, entrepreneures, employées et chefs d'entreprise. Durant l'exercice 17, ses clients ont fourni 747 000 emplois à des femmes et assuré des services d'éducation à environ 1,6 million de filles.

Il est essentiel d'élargir l'accès des femmes aux financements. Le programme *Banking on Women* d'IFC, qui fournit des financements et des services spécialisés à des institutions financières, a investi plus de 1,5 milliard de dollars pour aider de petites et moyennes entreprises dirigées par des femmes dans 26 pays émergents. Ces dernières années, il a été renforcé par la constitution de partenariats avec des institutions financières mondiales, notamment un mécanisme d'un montant de 600 millions de dollars nommé *Women Entrepreneurs Opportunity Facility*, qu'IFC a mis en place en collaboration avec l'initiative *10,000 Women* de Goldman Sachs.

IFC aide les entreprises à trouver des possibilités commerciales susceptibles d'être source de transformations.

Selon une étude réalisée par IFC avec AXA et Accenture, les sociétés d'assurances pourraient dégager d'ici 2030 jusqu'à 1 700 milliards de dollars, dont la moitié dans dix pays émergents, en ciblant leurs efforts sur les femmes.

Forte de ces conclusions, IFC a conçu en Inde et au Nigéria des projets qui aident les compagnies d'assurance à répondre aux besoins des femmes à différentes étapes de leur vie. Ces projets devraient permettre d'accroître de 30 % le nombre de clientes des compagnies d'ici 2019.

IFC contribue à ouvrir de nouveaux emplois aux femmes dans des secteurs non traditionnels. L'initiative *Powered by Women* qu'elle poursuit au Myanmar offre de nouvelles opportunités aux femmes dans des secteurs tels que l'énergie hydraulique, notamment en leur permettant d'accéder à des postes de direction. IFC s'efforce aussi de nommer des femmes aux fonctions d'administrateur des sociétés dans lesquelles elle investit.

IFC a contribué à l'établissement d'un marché de produits solaires hors réseau en accordant une place privilégiée aux femmes en tant que distributrices dans le cadre de son programme *Lighting Asia/India*. En collaboration avec la société de distribution de services d'énergie propre *Frontier Markets*, elle a mis en place un réseau initial de 250 distributrices. *Frontier Markets* a l'intention d'étendre ce réseau à 20 000 femmes d'ici 2020.



Marchande vendant des aliments au Myanmar. La croissance économique s'accélère lorsque le taux d'activité des femmes augmente.

GENRE

Développer le potentiel économique des femmes

**CRÉER DES MARCHÉS,
CRÉER DES OPPORTUNITÉS**

Lighting Asia/India

IFC a aidé Frontier Markets à créer un réseau de femmes distributrices de produits solaires. La compagnie a pour objectif de porter à 20 000 le nombre de femmes membres de ce réseau d'ici 2020.



Créer des opportunités

IFC concentre ses efforts partout où la pauvreté est la plus ancrée et où l'action de la Société peut avoir le plus d'effet : dans les régions du monde les plus pauvres et les plus exposées à des conflits, en Afrique, en Asie du Sud et au Moyen-Orient. Elle donne aux populations la possibilité d'améliorer leurs conditions de vie en obtenant accès à de bons emplois, à des crédits d'un coût abordable, à des sources d'énergie fiables et à l'eau potable.

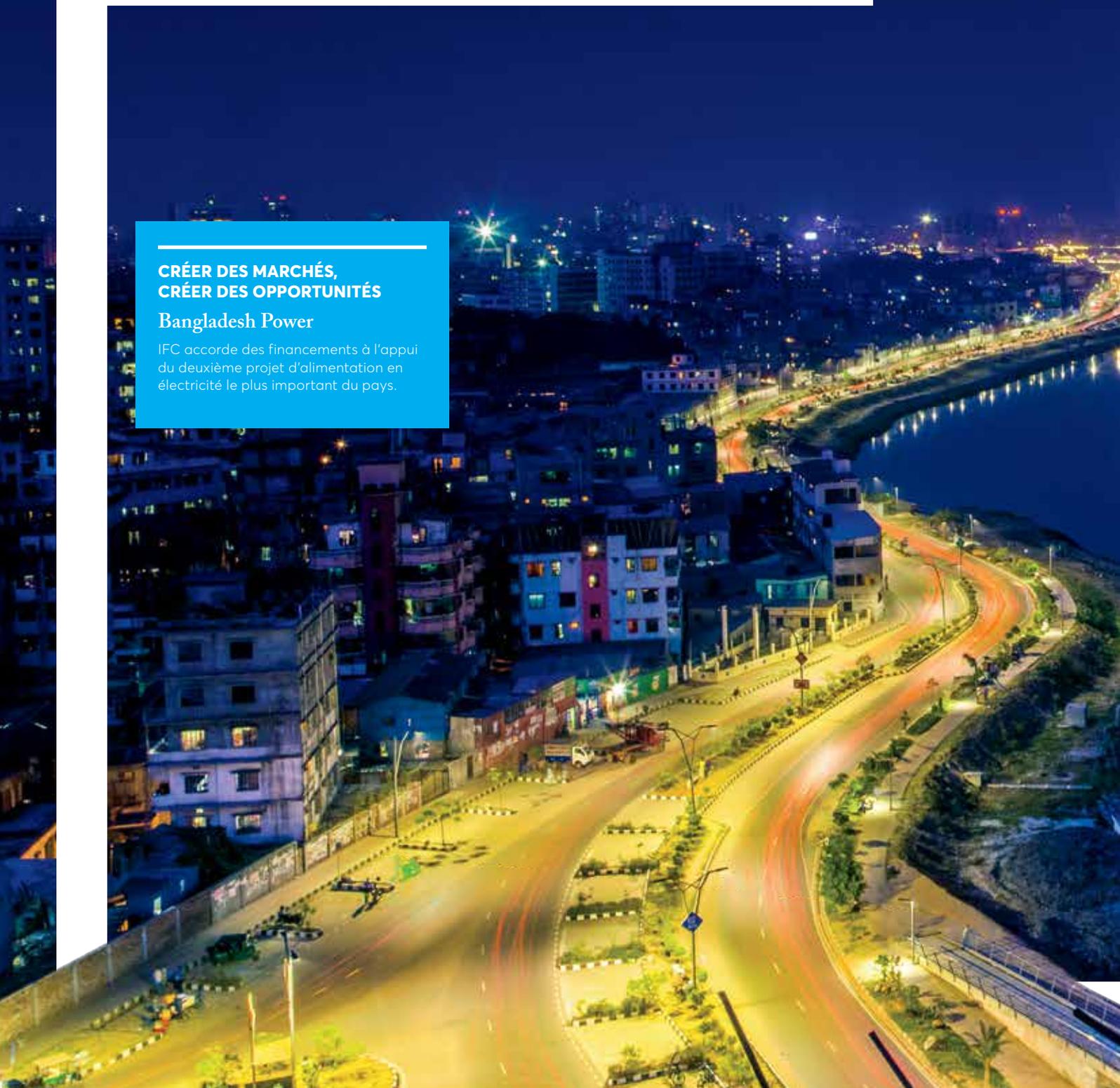
L'IDA ET LES RÉGIONS TOUCHÉES PAR UN CONFLIT

Éliminer la pauvreté dans des conditions difficiles

**CRÉER DES MARCHÉS,
CRÉER DES OPPORTUNITÉS**

Bangladesh Power

IFC accorde des financements à l'appui
du deuxième projet d'alimentation en
électricité le plus important du pays.





Environ 1,3 milliard de personnes, soit près d'un cinquième de la population mondiale, vivent dans les pays les plus pauvres, ceux qui sont admissibles à emprunter à l'Association internationale de développement du Groupe de la Banque mondiale. À l'horizon 2030, près de la moitié des habitants extrêmement pauvres du monde vivront dans des pays déchirés par les conflits et la violence, soit trois fois plus qu'à présent.

Ce sont les régions où il est le plus difficile d'éradiquer la pauvreté. Les institutions publiques sont souvent mal équipées pour faire face à ce défi, tandis que les cycles incessants de conflits et d'instabilité ne laissent guère de possibilités aux entreprises privées de se développer et de créer des emplois.

Il importera de suivre une démarche systématique pour éliminer la pauvreté de ces régions. IFC est à l'avant-garde des efforts déployés pour mettre en œuvre les stratégies les plus prometteuses, qui aident les autorités publiques à renforcer les institutions, à créer des conditions propices à l'expansion des marchés et des entreprises privées, et à mobiliser chaque dollar de capital disponible pour accélérer un développement durable.

Durant l'exercice 17, IFC a pris des engagements d'investissements à long terme dans des pays IDA à hauteur de près de 4,6 milliards de dollars, y compris les fonds mobilisés auprès d'autres investisseurs. Elle poursuit aussi plus de 60 % de ses programmes de service-conseil dans ces pays. Depuis 2007, elle a de surcroît apporté plus de 3,6 milliards de dollars de contributions à l'appui d'activités de l'IDA. Ses investissements dans les zones fragiles et touchées par un conflit se sont chiffrés à 886 millions de dollars

durant l'exercice 17, y compris les fonds mobilisés auprès d'autres investisseurs. Près de 20 % de ses programmes de services-conseil visaient ces régions.

IFC a contribué à la mise en place du *Guichet de promotion du secteur privé de l'IDA* qui a pour objet d'accroître les investissements privés dans les pays IDA, en particulier dans les zones touchées par des conflits. Ce guichet de 2,5 milliards de dollars propose des instruments d'atténuation des risques pour stimuler les flux de capitaux privés. Il devrait attirer des investissements privés supplémentaires de six à huit milliards de dollars dans les pays IDA ou touchés par un conflit. IFC a également lancé le *Guichet de conseil sur la création de nouveaux marchés* pour appuyer le *guichet de promotion du secteur privé de l'IDA* au cours des trois prochaines années et répondre aux besoins grandissants de services-conseil de ces pays.

En Afghanistan, IFC a contribué à la conclusion d'un accord portant sur la construction de la première centrale électrique du pays financée par des capitaux privés. Cette centrale de 50 MW, située près de Mazar-e-Sharif, alimentera en électricité un million d'Afghans et accroîtra de 20 % à 30 % la production d'électricité intérieure. Elle marquera un progrès majeur pour l'Afghanistan qui a importé environ 80 % de son électricité l'année dernière.

En Papouasie-Nouvelle-Guinée, où 80 % de la population environ n'a pas accès à l'électricité, le programme d'IFC *Lighting PNG* aide les fabricants mondiaux de produits solaires à pénétrer sur le marché intérieur, en établissant des relations commerciales, en fournissant des informations sur le marché et en éduquant les consommateurs. Plus de 1,3 million de personnes ont obtenu accès à des services énergétiques depuis 2014.

Au Bangladesh, où 40 % de la population n'a pas l'électricité, IFC a monté un financement de 165 millions de dollars au profit de Sembcorp Utilities, filiale de la société Sembcorp Industries basée à Singapour. Ce financement aidera Sembcorp à installer une centrale de 414 MW dans le cadre du deuxième plus important projet d'électricité du Bangladesh.



AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Faire profiter du progrès la moitié des populations pauvres du monde



CIPREL, qui est un client d'IFC, exploite la plus importante centrale thermique de Côte d'Ivoire.

Janet Nangobi Suda possède un petit élevage de poulets à Busembatia, dans l'est de l'Ouganda. Jusqu'à récemment, l'eau contaminée tirée des marécages et des puits d'eau tuaient ses animaux ou les rendaient malades. Pire encore, les enfants de l'agglomération tombaient malades et les habitants devaient parcourir de longues distances à pied pour aller chercher de l'eau potable.

La situation s'est améliorée lorsqu'un petit partenariat public-privé créé par IFC a aidé à amener de l'eau potable sous conduite jusqu'à la collectivité. Aujourd'hui, les habitants ne dépendent plus de sources d'approvisionnement en eau éloignées et peu fiables. Environ 700 points de distribution permettent à des milliers de personnes d'avoir systématiquement accès à l'eau.

L'Afrique subsaharienne compte la moitié de tous les habitants extrêmement pauvres du monde. Elle compte aussi le plus grand nombre de pays déchirés par les conflits et l'instabilité, ce qui ne fait qu'accroître la complexité de la lutte contre la pauvreté. IFC l'aide à relever ces défis en collaborant avec le secteur privé pour moderniser les infrastructures, renforcer les marchés financiers locaux et promouvoir un développement durable.

Durant l'exercice 17, les investissements à long terme d'IFC en Afrique subsaharienne se sont chiffrés au total à environ 3,5 milliards de dollars, dont près de 1,2 milliard de dollars ont été

mobilisés auprès d'autres investisseurs. Les clients de la Société ont permis de financer plus de 250 000 emplois, d'ouvrir des débouchés à plus de 800 000 agriculteurs et de soigner plus de 560 000 patients. Un tiers du programme mondial de services-conseil de la Société visait cette région.

Durant l'une des famines les plus graves dont a souffert la région depuis 1945, IFC a accordé des financements à hauteur de 11 millions de dollars pour aider la compagnie Insta Products à accroître la production d'une pâte riche en protéines utilisée pour nourrir les personnes souffrant de malnutrition aiguë. Près de 70 % des produits d'Insta sont utilisés pour traiter la malnutrition due à la sécheresse au Kenya, en Ouganda, en Somalie et dans le Soudan du Sud. L'investissement d'IFC aidera Insta à fournir ses produits à 350 000 personnes de plus chaque année.

IFC a pris une participation de 5,42 millions d'euros au capital de Mobisol, qui est un important vendeur de systèmes solaires décentralisés hors réseau. Ces fonds aideront l'entreprise à se développer au Kenya, au Rwanda et en Tanzanie. Les investissements et les conseils d'IFC ont permis à Mobisol d'installer plus de 67 000 systèmes d'éclairage solaire en Afrique de l'Est et de fournir une énergie propre à un coût abordable à 330 000 personnes.

En Zambie, IFC et le Fonds de l'OPEP pour le développement international ont chacun investi dix millions de dollars dans Metalco Industries Company Limited, qui recycle de la ferraille pour fabriquer des fils de cuivre, des feuilles d'aluminium et des ustensiles. IFC a également aidé Metalco à mettre en place les conditions requises pour bénéficier d'investissements et lui a fourni des conseils sur les questions environnementales et sociales, l'efficacité énergétique, le contrôle de la qualité et le gouvernement d'entreprise. Outre Metalco, IFC a investi plus de 80 millions de dollars dans le secteur privé zambien au profit de projets axés sur l'agroindustrie, les services financiers, l'infrastructure et les services sociaux.

Au Ghana, IFC a monté un financement de 300 millions de dollars au profit du projet de gaz naturel de Sankofa, qui alimentera des centrales produisant 1 000 MW d'électricité, soit environ 40 % de la puissance installée du pays. Le projet devrait permettre d'abaisser le coût de l'électricité à un niveau plus abordable tout en créant 1 500 emplois dans le secteur de la construction, d'accroître les recettes publiques et de réduire les émissions de gaz à effet de serre.

**CRÉER DES MARCHÉS,
CRÉER DES OPPORTUNITÉS**

Sankofa Natural Gas

Au Ghana, IFC a soutenu un projet de production d'électricité qui représentera 40 % de la puissance installée du pays.



Depuis 15 ans, Ravi Saini vend des fruits en installant tous les jours sa petite carriole au même endroit à Jaipur, capitale de l'État du Rajasthan (Inde).

Récemment encore, Saini arrêta de travailler au coucher du soleil. Maintenant, il vend ses fruits jusqu'à 23 heures et les revenus supplémentaires que cela lui procure lui changent la vie. « Il y a tellement de lumière dans les rues », se réjouit-il. « Je ne pensais pas que cela pourrait changer quoi que ce soit pour mon commerce, mais cela fait une différence. Les gens me voient plus facilement et arrêtent leur voiture pour acheter mes fruits ».

Ce progrès est dû à un projet de modernisation de l'éclairage municipal de Jaipur auquel IFC a fourni un appui. La Société a aidé les autorités du Rajasthan à monter un partenariat public-privé dans le cadre d'un appel d'offres concurrentiel qui a permis de transformer l'éclairage limité et peu fiable de la ville en un système moderne de lumière LED d'un bon rendement énergétique. Résultat : la quantité d'électricité consommée pour éclairer les rues de Jaipur a diminué de 70 %, et le niveau d'éclairage s'est amélioré.

L'Asie du Sud, où vit un tiers des habitants pauvres du monde, est une région très contrastée. Son taux de croissance économique (7 %) est l'un des plus élevés au monde, mais l'alimentation électrique est erratique, les réseaux routiers et l'infrastructure de transport sont médiocres et les soins de santé sont inadéquats dans tous les pays.

IFC a donc décidé de cibler cette région. Durant l'exercice 17, elle a fourni des financements de l'ordre de 2,8 milliards de dollars à des entreprises d'Asie du Sud, dont 817 millions de dollars mobilisés auprès d'autres investisseurs, et elle a porté le montant de son portefeuille pour compte propre dans la région à plus de 7,5 milliards de dollars. Ses clients ont distribué du gaz à 1,5 million de personnes, fourni près de 500 000 emplois, soigné 22,5 millions de patients et ouvert des débouchés à plus de 615 000 agriculteurs.

Durant l'exercice, IFC a pris une participation de 125 millions de dollars au capital d'Hero Future Energies conjointement au Fonds mondial pour l'infrastructure d'IFC, géré par IFC Asset Management Company. Hero, qui installera des centrales solaires et éoliennes d'une puissance totale de 1 GW dans différentes régions de l'Inde au cours des 12 prochains mois, a pour objectif d'installer une capacité de production d'électricité à partir de sources d'énergie renouvelable de 2,7 GW d'ici 2020.

Au Bangladesh, IFC a contribué au montage d'un financement de 175,5 millions de dollars au profit de Summit Group, qui est un producteur d'électricité indépendant du pays. Cet investissement permettra à l'entreprise de mettre en place plusieurs centrales électriques, notamment une centrale à turbine à gaz bicom bustible à cycle combiné de 500 MW.

Au Népal, une région exposée à des séismes, IFC a aidé les autorités publiques à réaliser des réformes qui renforcent l'entrepreneuriat et accroissent la résilience face aux catastrophes naturelles. Elle a contribué à la mise en place d'un système d'enregistrement en ligne des entreprises qui facilite le lancement de nouvelles activités. Elle a aussi aidé les autorités à numériser — et à sauvegarder dans le nuage — des données essentielles qui demeurent ainsi disponibles en cas de crise. Ses efforts ont aussi permis de ramener le délai d'obtention d'un permis de construction, qui était de 240 jours en 2010, à seulement 41 jours en moyenne.



L'initiative *Lighting Asia/India* d'IFC permet à certains des États indiens les plus pauvres en énergie de s'éclairer grâce à l'énergie solaire.

ASIE DU SUD

Comblers le fossé économique

52 – 53

CRÉER DES MARCHÉS, CRÉER DES OPPORTUNITÉS

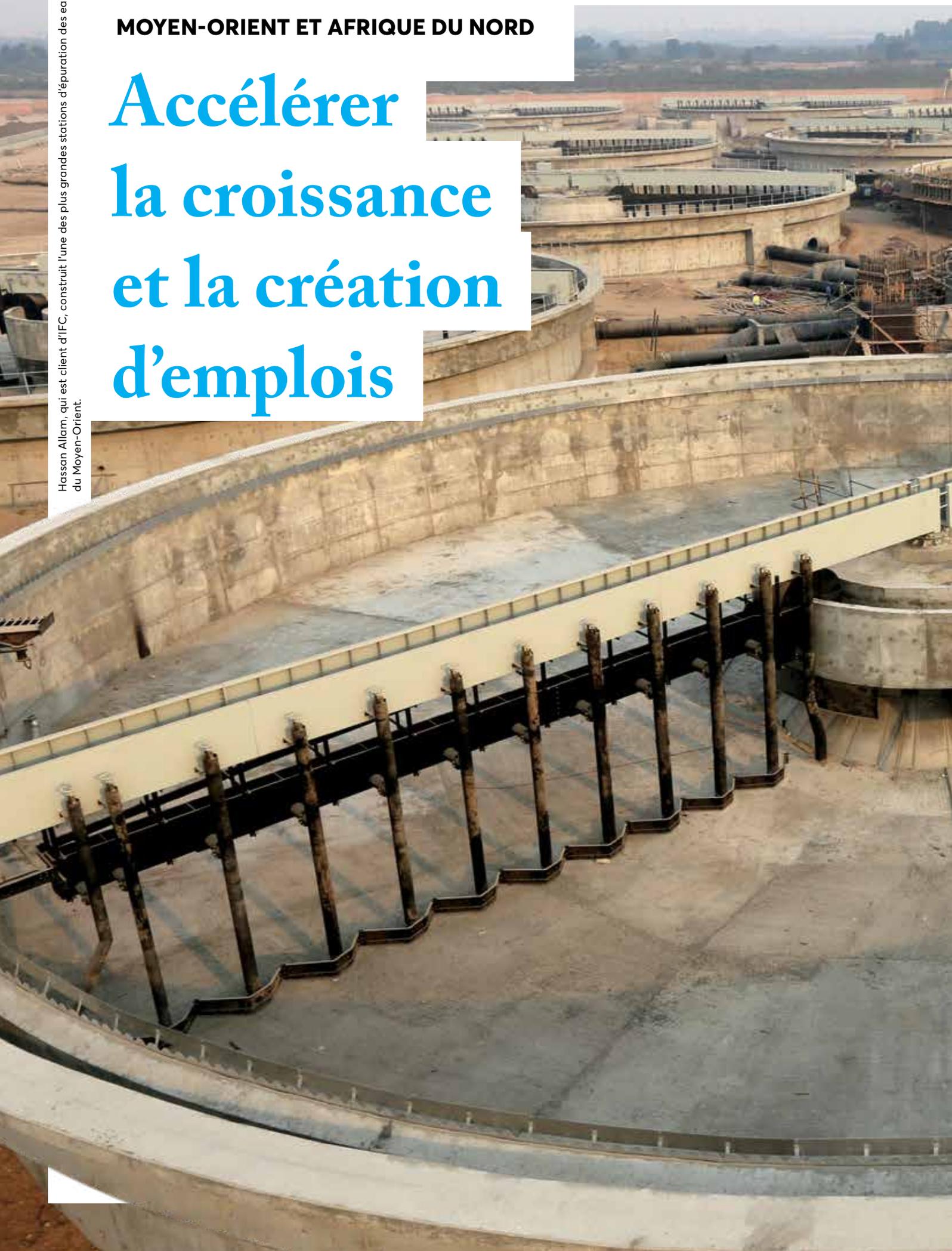
Éclairage municipal de Jaipur

Un partenariat public-privé bénéficiant de l'aide d'IFC rend cette ville indienne plus lumineuse la nuit, tout en accroissant son efficacité énergétique.

Hassan Aljam, qui est client d'IFC, construit l'une des plus grandes stations d'épuration des eaux du Moyen-Orient.

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

Accélérer la croissance et la création d'emplois



Lorsque son mari est mort en 2014, Rana Mansour s'est demandé comment elle pourrait subvenir à ses besoins et à ceux de ses six enfants dans le camp de réfugiés de Shatila situé dans le nord du Liban.

« Il fallait que je trouve un emploi », explique M^{me} Mansour, âgée de 37 ans. Elle décida donc de lancer une petite entreprise de broderie qui s'est rapidement développée avec l'aide d'Al Majmoua, un client d'IFC figurant parmi les rares institutions de microfinance qui acceptait alors de prêter à des femmes vivant dans le camp. Grâce à un prêt de 500 dollars que l'institution lui a accordé, Rana Mansour a pu diversifier sa ligne de produits en y incluant des vêtements et des écharpes. L'augmentation de revenu qui en a résulté lui permet maintenant de financer l'éducation de ses enfants.

IFC est déterminée à poursuivre la création d'emplois dans le cadre du secteur privé et à assurer la diversification économique de l'ensemble de la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord où les conflits et l'instabilité ont forcé 15 millions de personnes à fuir leur foyer et ont provoqué la plus grave crise de réfugiés observée depuis la Deuxième Guerre mondiale. IFC a investi plus de 1,4 milliard de dollars dans la région durant l'exercice 17, dont 490 millions de dollars mobilisés auprès d'autres investisseurs. Ses clients ont procuré des emplois

à près de 119 000 personnes, des soins de santé à plus de 2,3 millions d'êtres humains et une éducation à près de 12 000 élèves et étudiants.

IFC a investi un million de dollars dans Ibtikar Fund, fonds de capital-risque palestinien ciblé sur les jeunes pousses de haute technologie qui contribue fortement à accroître la productivité et promouvoir la croissance économique à long terme. Cet investissement aidera Ibtikar à mobiliser 12 millions de dollars de plus auprès d'autres fonds pour financer 25 jeunes entreprises en phase de démarrage en Cisjordanie et à Gaza au cours des cinq prochaines années.

En Jordanie, IFC a accepté d'investir jusqu'à 75 millions de dollars dans une centrale électrique alimentée au gaz de 485 MW dans la zone industrielle de Zarqa, qui devrait alimenter 620 000 clients résidentiels par an pour environ le tiers du coût moyen actuel. En collaboration avec l'Agence multilatérale de garantie des investissements, IFC a mobilisé en outre 200 millions de dollars auprès d'un consortium de prêteurs.

En Égypte, l'investissement de 20 millions de dollars d'IFC dans Hassan Allam Holding permet à l'une des plus importantes sociétés de construction privées du pays de moderniser les infrastructures et de créer des emplois. Hassan Allam, qui emploie plus de 16 000 personnes, poursuit des projets d'infrastructure à grande échelle, tels que la construction de centrales électriques, de routes et de stations d'épuration. L'appui d'IFC l'aidera à construire des infrastructures essentielles et sera une source d'emplois importante dans le secteur du bâtiment.

Afin d'aider le Pakistan à remédier à de graves pénuries d'électricité et à promouvoir sa croissance, IFC a apporté 100 millions de dollars de contributions à la centrale électrique au fil de l'eau de 720 MW de Karot. Cette installation devrait alimenter en électricité environ trois millions de particuliers à un coût abordable et en utilisant des sources d'énergie propres. Le financement apporté par IFC au projet de 1,7 milliard de dollars constitue la première participation de la Société à un financement de projet avec China Three Gorges Corporation, l'une des plus grandes sociétés de production d'électricité à partir de sources d'énergie renouvelables au monde, qui conçoit des projets pour alimenter en électricité plus de 11 millions de Pakistanais.

CRÉER DES MARCHÉS, CRÉER DES OPPORTUNITÉS

Egypt Construction

L'investissement d'IFC dans Hassan Allam permettra de construire des infrastructures essentielles et de financer des milliers d'emplois.

Rétrospective de l'exercice d'IFC

Durant l'exercice 17, IFC a investi près de 19,3 milliards de dollars, dont plus de 7,5 milliards de dollars mobilisés auprès d'autres investisseurs. Grâce à son approche globale, elle a aidé les entreprises à innover, à mettre en place des branches d'activité pouvant soutenir la concurrence sur les marchés mondiaux et à créer de meilleurs emplois.



ASIE DE L'EST ET PACIFIQUE

USD 2,9
MILLIARDS

d'engagements au titre d'investissements à long terme

57,9
MILLIONS

d'usagers alimentés en gaz

15
MILLIONS

de prêts à des MPME d'un montant total proche de 205 milliards de dollars

USD 1
MILLIARD

de financements facilités par le développement de l'infrastructure financière



EUROPE ET ASIE CENTRALE

USD 3,3
MILLIARDS

d'engagements au titre d'investissements à long terme

6,8
MILLIONS

de personnes ont accédé à l'électricité

3,3
MILLIONS

de patients soignés

31
RÉFORMES

dans 10 pays pour soutenir la croissance et promouvoir l'investissement



AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

USD 5,3
MILLIARDS

d'engagements au titre d'investissements à long terme

USD 115
MILLIONS

de financements dans les infrastructures facilités par des partenariats public-privé

2
MILLIONS

d'élèves et étudiants formés

USD 12,6
MILLIARDS

de biens et services achetés à des fournisseurs locaux

USD 55

MILLIARDS

Portefeuille pour le compte
d'IFC



**MOYEN-ORIENT ET
AFRIQUE DU NORD**

USD 1,4
MILLIARD

d'engagements
au titre
d'investissements
à long terme

USD 343
MILLIONS

de nouveaux
financements
aux entreprises
ayant amélioré
leurs pratiques de
gouvernance

2,3
MILLIONS

de patients soignés

USD 1,6
MILLIARD

de contributions
fiscales à l'État



ASIE DU SUD

USD 2,8
MILLIARDS

d'engagements
au titre
d'investissements
à long terme

65,2
MILLIONS

de transactions
de détail réglées
autrement qu'en
espèces, d'une
valeur totale de
2,7 milliards de
dollars

24
MILLIONS

de personnes ont
accédé à l'électricité

23
MILLIONS

de patients soignés



**AFRIQUE
SUBSAHARIENNE**

USD 3,5
MILLIARDS

d'engagements
au titre
d'investissements
à long terme

811 000

agriculteurs
bénéficiaires

40
MILLIONS

de personnes ont
accédé à l'électricité

73
RÉFORMES

dans 31 pays
pour soutenir
la croissance
et promouvoir
l'investissement

Engagements à long terme, Ex. 17

Montants en millions de dollars pour le compte d'IFC au 30 juin 2017

Total	11 854	100,00 %	
-------	--------	----------	--

Par branche d'activité

Marchés financiers	5 862	49,45 %	
Infrastructure	1 705	14,38 %	
Agroindustrie et forêts	1 155	9,75 %	
Industrie manufacturière	989	8,34 %	
Santé et éducation	692	5,84 %	
Pétrole, gaz et mines	435	3,67 %	
Tourisme, commerce de détail et biens immobiliers	429	3,62 %	
Fonds	356	3,00 %	
Télécommunications et technologies de l'information	232	1,96 %	

Par région

USD millions¹

Amérique latine et Caraïbes	2 693	22,72 %	
Afrique subsaharienne	2 323	19,59 %	
Europe et Asie centrale	2 084	17,58 %	
Asie du Sud	1 982	16,72 %	
Asie de l'Est et Pacifique	1 738	14,66 %	
Moyen-Orient et Afrique du Nord	951	8,03 %	
Monde	84	0,71 %	

1. Certains montants prennent en compte les parts de projets officiellement classés projets mondiaux revenant aux régions.

Par produit

Prêts ¹	9 643	81,34 %	
Participations ²	1 601	13,50 %	
Garanties	540	4,56 %	
Produits de gestion des risques	71	0,60 %	

1. Y compris les produits de type prêt et quasi-prêt.

2. Y compris les produits de type participation et quasi-participation.

Portefeuille d'engagements, Ex. 17

Montants en millions de dollars pour le compte d'IFC au 30 juin 2017

Total	55 015	100 %	
-------	--------	-------	--

Par branche d'activité

Marchés financiers	18 615	34 %	
Infrastructure	10 691	19 %	
Industrie manufacturière	5 319	10 %	
Fonds	4 412	8 %	
Agroindustrie et forêts	3 802	7 %	
Financement du commerce	3 215	6 %	
Santé et éducation	2 564	5 %	
Pétrole, gaz et mines	2 469	4 %	
Tourisme, commerce de détail et biens immobiliers	2 041	4 %	
Télécommunications et technologies de l'information	1 888	3 %	

Par région

Amérique latine et Caraïbes	12 023	22 %	
Europe et Asie centrale	9 881	18 %	
Afrique subsaharienne	9 081	17 %	
Asie de l'Est et Pacifique	8 801	16 %	
Asie du Sud	7 553	14 %	
Moyen-Orient et Afrique du Nord	5 935	11 %	
Monde	1 741	3 %	

Certains montants prennent en compte les parts de projets officiellement classés projets mondiaux revenant aux régions.

Engagements à long terme par catégorie sociale et environnementale, Ex. 17

CATÉGORIE	ENGAGEMENTS (EN MILLIONS DE DOLLARS)	NOMBRE DE PROJETS
A	1 393	22
B	3 792	126
C	245	40
FI*	48	5
FI-1	614	7
FI-2	4 262	100
FI-3	1 500	42
Total	11 854	342

*La catégorie FI s'applique aux nouveaux engagements portant sur des projets existants. Pour de plus amples informations sur les définitions des catégories, consulter le site www.ifc.org/escategories.

Pays bénéficiaires des plus gros engagements d'IFC¹

Au 30 juin 2017 (sur la base des données pour le compte d'IFC)

PAYS (CLASSEMENT MONDIAL)	PORTEFEUILLE D'ENGAGEMENTS (EN MILLIONS DE DOLLARS)	% DU PORTEFEUILLE MONDIAL
1 Inde	5 602	10,18 %
2 Turquie	4 405	8,01 %
3 Chine	3 211	5,84 %
4 Brésil	2 689	4,89 %
5 Nigéria	1 558	2,83 %
6 Pakistan	1 294	2,35 %
7 Mexique	1 293	2,35 %
8 Indonésie	1 280	2,33 %
9 Bangladesh	1 188	2,16 %
10 Colombie	1 111	2,02 %

1. Non compris les parts des projets régionaux et mondiaux imputables aux pays.

Notes du DOTS pondérées et non pondérées pour les services d'investissement

Ex. 17

828 ██████████ 55%
USD 31,526 ██████████ 69%

Ex. 16

834 ██████████ 58%
USD 32,751 ██████████ 68%

Ex. 15

820 ██████████ 63%
USD 30,973 ██████████ 72%

█ Non pondérées █ Pondérées

Les chiffres situés à gauche de chaque barre pour les notes du DOTS non pondérées correspondent au nombre total d'entreprises notées. Les chiffres situés à gauche de chaque barre pour les notes du DOTS pondérées correspondent au total des investissements d'IFC (en millions d'USD) dans ces projets.

Notes du DOTS pour les services d'investissement par branche d'activité, Ex. 17

Total IFC	828 (31 526)	██████████	55 %
Santé et éducation	53 (1 529)	██████████	60 %
Fonds	104 (1 763)	██████████	60 %
Agroindustrie et forêts	95 (2 642)	██████████	59 %
Marchés financiers	240 (12 118)	██████████	58 %
Industrie manufacturière	83 (3 425)	██████████	54 %
Infrastructure	144 (6 422)	██████████	54 %
Pétrole, gaz et mines	21 (1 621)	██████████	48 %
Télécommunications et technologies de l'information	38 (842)	██████████	37 %
Tourisme, commerce de détail et biens immobiliers	50 (1 165)	██████████	34 %

Les chiffres situés à gauche de chaque barre correspondent au nombre total d'entreprises notées et à l'investissement total (en millions de dollars) d'IFC dans ces projets à la fin de l'exercice 17.

Notes du DOTS pour les services d'investissement par région, Ex. 17

Total IFC	828 (31 526)	██████████	55 %
Asie de l'Est et Pacifique	109 (5 504)	██████████	59 %
Europe et Asie centrale	159 (7 361)	██████████	56 %
Amérique latine et Caraïbes	173 (6 807)	██████████	54 %
Asie du Sud	118 (3 567)	██████████	54 %
Afrique subsaharienne	166 (4 456)	██████████	53 %
Moyen-Orient et Afrique du Nord	83 (3 191)	██████████	51 %

Les chiffres situés à gauche de chaque barre correspondent au nombre total d'entreprises notées et à l'investissement total (en millions de dollars) d'IFC dans ces projets à la fin de l'exercice 17.

Dépenses au titre des services-conseil, Ex. 17

Montants en millions de dollars

Total	245,7	100,0 %	██████████
-------	-------	---------	------------

Par région

Afrique subsaharienne	82,2	33,5 %	██████████
Asie de l'Est et Pacifique	40,6	16,5 %	██████████
Europe et Asie centrale	35,0	14,3 %	██████████
Asie du Sud	27,2	11,1 %	██████████
Amérique latine et Caraïbes	24,9	10,1 %	██████████
Moyen-Orient et Afrique du Nord	21,6	8,8 %	██████████
Monde	14,2	5,8 %	██████████

Par domaine d'activité

Secteur financier	70,1	28,6 %	██████████
Climat de l'investissement	63,3	25,7 %	██████████
Domaines intersectoriels	43,5	17,7 %	██████████
Partenariats public-privé	33,5	13,6 %	██████████
Énergie et utilisation efficace des ressources	20,3	8,3 %	██████████
Agroindustrie	15,0	6,1 %	██████████

État récapitulatif des résultats du Groupe de la Banque mondiale pour l'exercice 17

Les institutions du Groupe de la Banque mondiale

Le Groupe de la Banque mondiale est l'une des principales sources de financements et de connaissances pour les pays en développement. Il compte cinq institutions qui sont toutes résolues à lutter contre la pauvreté, accroître une prospérité partagée et promouvoir le développement durable.

LA BANQUE INTERNATIONALE POUR LA RECONSTRUCTION ET LE DÉVELOPPEMENT (BIRD)

accorde des prêts aux gouvernements des pays à revenu intermédiaire et des pays à faible revenu solvables.

L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DÉVELOPPEMENT (IDA)

accorde des prêts ne portant pas intérêt, appelés crédits, et des dons aux gouvernements des pays les plus pauvres.

LA SOCIÉTÉ FINANCIÈRE INTERNATIONALE (IFC)

fournit des prêts et des services-conseil et procède à des prises de participation afin de stimuler les investissements du secteur privé dans les pays en développement.

L'AGENCE MULTILATÉRALE DE GARANTIE DES INVESTISSEMENTS (MIGA)

fournit des assurances contre les risques politiques et procède à des opérations de renforcement du crédit au profit d'investisseurs et de prêteurs afin d'encourager des investissements directs étrangers dans des pays émergents.

LE CENTRE INTERNATIONAL POUR LE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS RELATIFS AUX INVESTISSEMENTS (CIRDI)

donne accès à des mécanismes internationaux d'arbitrage et de règlement des différends liés aux investissements.

Financements accordés par le groupe de la Banque mondiale aux pays partenaires

(par exercice, en millions de dollars)

Groupe de la Banque mondiale	2013	2014	2015	2016	2017
Engagements ^a	50 232	58 190	59 776	64 185	61 783
Décaissements ^b	40 570	44 398	44 582	49 039	43 853
BIRD					
Engagements	15 249	18 604	23 528	29 729	22 611
Décaissements	16 030	18 761	19 012	22 532	17 861
IDA					
Engagements	16 298	22 239	18 966	16 171	19 513 ^c
Décaissements	11 228	13 432	12 905	13 191	12 718 ^c
IFC					
Engagements ^d	11 008	9 967	10 539	11 117	11 854
Décaissements	9 971	8 904	9 264	9 953	10 355
MIGA					
Montant brut des garanties émises	2 781	3 155	2 828	4 258	4 842
Fonds fiduciaires exécutés par les bénéficiaires					
Engagements	4 897	4 225	3 914	2 910	2 962
Décaissements	3 341	3 301	3 401	3 363	2 919

a. Inclut les engagements de la BIRD, de l'IDA et d'IFC, les engagements au titre des fonds fiduciaires exécutés par les bénéficiaires et le montant brut des garanties émises par la MIGA. Les engagements au titre des fonds fiduciaires exécutés par les bénéficiaires englobant tous les dons exécutés par les bénéficiaires, le total des engagements du Groupe de la Banque mondiale indiqué ici est différent du montant présenté dans la Fiche de performance institutionnelle du Groupe, qui ne prend en compte qu'un sous-ensemble d'activités financées par des fonds fiduciaires.

b. Inclut les décaissements de la BIRD de l'IDA et d'IFC, ainsi que les décaissements au titre des fonds fiduciaires exécutés par les bénéficiaires.

c. Ces chiffres incluent l'engagement et le décaissement d'un don de 50 millions de dollars au titre du Mécanisme de financement d'urgence en cas de pandémie.

d. Engagements à long terme pour le compte d'IFC. N'inclut pas les financements à court terme ni les fonds mobilisés auprès d'autres investisseurs.

Engagements du Groupe de la Banque mondiale dans le monde

Le Groupe de la Banque mondiale a continué d'accorder son appui aux pays en développement durant l'exercice écoulé, en cherchant à produire des résultats plus rapidement, en accroissant la pertinence de son action pour ses clients et pour ses partenaires, et en apportant des solutions de portée mondiale à des problèmes locaux.

USD 61,8
MILLIARDS

de financements sous forme de prêts, de dons, de participations et de garanties au profit de pays partenaires et d'entreprises privées.

Le montant total inclut les projets couvrant plusieurs régions et les projets mondiaux. La répartition par région reflète la classification des pays par la Banque mondiale.



USD 9,7

MILLIARDS

**AMÉRIQUE LATINE
ET CARAÏBES**



USD 9,5

MILLIARDS

EUROPE ET ASIE CENTRALE



USD 9,7

MILLIARDS

ASIE DE L'EST ET PACIFIQUE



USD 16,2

MILLIARDS

AFRIQUE SUBSAHARIENNE

USD 7,1

MILLIARDS

**MOYEN-ORIENT ET
AFRIQUE DU NORD**

USD 9,6

MILLIARDS

ASIE DU SUD

À propos d'IFC

IFC s'efforce de fournir ce qui ne peut pas s'obtenir ailleurs. La Société appelle cet apport unique son « additionnalité » : le mettre à profit pour optimiser son impact dans le domaine du développement est l'une des pierres angulaires de sa stratégie.

65 Répondre aux attentes

66 Comment IFC contribue à éliminer la pauvreté et à promouvoir une prospérité partagée

67 Les résultats d'IFC dans des domaines clés

68 Les compétences d'IFC

69 La répartition géographique des activités d'IFC

70 L'action d'IFC

74 Les compétences spécialisées d'IFC

76 Le personnel et les pratiques d'IFC

77 Comprendre l'impact d'IFC sur le développement

84 Le personnel d'IFC

86 La gouvernance d'IFC

88 L'obligation de rendre compte

89 Les partenariats

91 La gestion du portefeuille

92 La gestion des risques

94 Le cadre de viabilité d'IFC

96 Rapport indépendant d'assurance portant sur différentes informations relatives au développement durable

100 Résumé de la performance financière

Répondre aux attentes

Nous mesurons nos résultats en fonction de l'amélioration des conditions de vie des populations des pays en développement — et des progrès que nous réalisons face aux plus rudes défis de développement auxquels le monde est confronté.

Comment IFC contribue à éliminer la pauvreté et à promouvoir une prospérité partagée

Les activités d'IFC sont guidées par sa détermination à créer des marchés et à mobiliser des capitaux privés là où ils sont les plus nécessaires.

1

Élargir le champ des activités dans les régions cibles — celles qui souffrent le plus de la pauvreté et de la fragilité.

2

Renforcer les branches d'activité associées à la croissance de la productivité, à la création d'emplois et à l'inclusion.

3

Aider à faire face au changement climatique et promouvoir la viabilité environnementale et sociale.

4

Renforcer les marchés financiers locaux et mobiliser des capitaux privés.

Résultats d'IFC dans des domaines clés

Régions cibles	INDICATEUR	EX. 17	EX. 16
Moyen-Orient et Afrique du Nord	Montant total des engagements au titre d'investissements à long terme (en millions de dollars)	1 442	1 286
Asie du Sud	Montant total des engagements au titre d'investissements à long terme (en millions de dollars)	2 799	1 971
Afrique subsaharienne	Montant total des engagements au titre d'investissements à long terme (en millions de dollars)	3 513	2 389

Pays IDA et zones touchées par un conflit

IDA	Montant total des engagements au titre d'investissements à long terme (en millions de dollars)	4 590	5 479
IDA	Part du programme de services-conseil	63 %	62 %
FCS ¹	Montant total des engagements au titre d'investissements à long terme (en millions de dollars)	886	989
FCS	Part du programme de services-conseil	20 %	21 %

Infrastructure, santé, éducation, agroindustrie, forêts et marchés financiers

Infrastructure ²	Montant total des engagements au titre d'investissements à long terme (en millions de dollars)	3 122	3 743
Santé et éducation	Montant total des engagements au titre d'investissements à long terme (en millions de dollars)	929	535
Agroindustrie, forêts, engrais	Montant total des engagements au titre d'investissements à long terme (en millions de dollars)	2 121	1 538
Marchés financiers	Montant total des engagements au titre d'investissements à long terme (en millions de dollars)	8 576	6 125

Changement climatique, viabilité environnementale et sociale

	Engagements au titre d'investissements climatiques (en millions de dollars) ³	4 776	3 296
	Part du programme de services-conseil	26 %	25 %

Mobilisation des ressources

	Ressources mobilisées	7 461	7 739
--	-----------------------	-------	-------

1. Situations de fragilité et de conflit (FCS). Depuis l'exercice 15, les données d'IFC sur les investissements dans les zones confrontées à des situations de fragilité et de conflit (FCS) incluent les projets réalisés dans les pays ayant figuré sur la liste harmonisée des FCS dressée par la Banque mondiale à un moment quelconque des trois exercices précédents. Cette disposition vise à prendre en compte la longue période de gestation des projets d'investissement et à encourager une orientation durable de l'action de l'institution sur ces pays.

2. Hormis pétrole, gaz et mines, télécommunications, médias et communications.

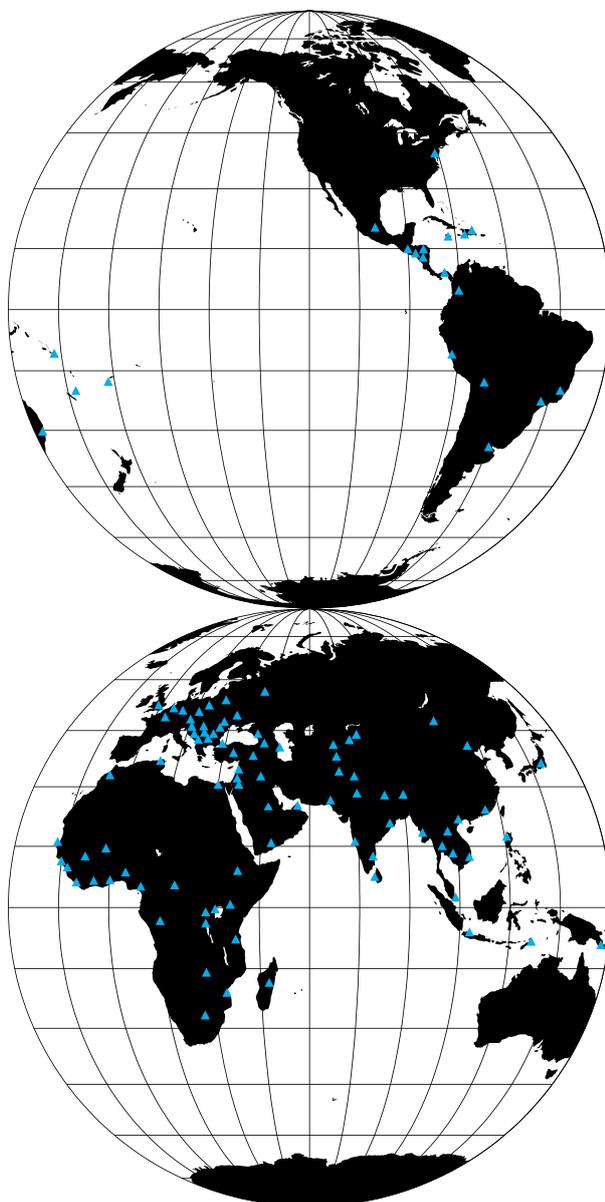
3. Les données de l'exercice 17 reflètent la révision des définitions et mesures des activités liées au climat qui s'est traduite par l'ajout en 2017 d'une nouvelle catégorie relative aux « pratiques agricoles intelligentes sur le plan climatique ». Un montant de 837 millions de dollars, sur le total indiqué pour l'exercice 17, est imputable à ces modifications. IFC révisé régulièrement ces définitions et mesures pour tenir compte de l'amélioration de la prise en compte des investissements intelligents sur le plan climatique et les aligner sur les définitions et mesures harmonisées convenues par les banques multilatérales de développement.

Les compétences d'IFC

IFC associe des investissements, des services de conseil et la mobilisation de ressources pour aider le secteur privé à promouvoir le développement.

Répartition géographique des activités d'IFC

IFC, qui est la plus importante institution mondiale de développement opérant dans le cadre du secteur privé, poursuit des activités dans près de cent pays. Elle met à profit les enseignements tirés de l'expérience d'une région pour apporter des solutions aux problèmes d'autres régions. Elle aide également les entreprises locales à mieux utiliser leur propre savoir en saisissant des opportunités dans d'autres pays en développement.



L'action d'IFC

IFC fournit des services d'investissement, de conseil et de gestion d'actifs, qui se renforcent mutuellement et permettent à la Société de mettre ses financements et ses compétences spécialisées de portée mondiale au service de ses clients dans les pays en développement.

Cet ensemble de services permet à IFC d'être particulièrement bien placée pour aider le secteur privé à créer des opportunités : la Société peut adapter ses investissements et ses conseils aux besoins de ses clients en utilisant des formules créatrices de valeur. Son aptitude à attirer d'autres investisseurs présente des avantages supplémentaires, car elle lui permet de proposer à ses clients de nouvelles sources de financement et de nouvelles manières de mener leurs activités.

INVESTISSEMENTS

Les produits financiers d'IFC permettent aux entreprises de gérer les risques et d'élargir leur accès aux marchés financiers étrangers et nationaux. La Société applique les principes et conditions du marché. Elle investit exclusivement dans des projets à but lucratif dans des pays en développement et applique les taux et tarifs du marché à ses produits et services.

Ces produits et services visent à répondre aux besoins spécifiques de ses clients dans diverses branches d'activité, notamment l'infrastructure, l'industrie manufacturière, l'agroindustrie, les services et les marchés financiers.

Durant l'exercice 17, IFC a effectué des investissements à long terme dans 342 projets portant sur près de 11,9 milliards de dollars. Elle a aussi mobilisé 7,5 milliards de dollars à l'appui du secteur privé de pays en développement.

PRODUITS

Prêts

IFC consent des financements sur projet et des prêts aux entreprises pour son propre compte durant une période allant généralement de 7 à 12 ans. Elle accorde aussi des prêts à des intermédiaires bancaires, à des sociétés de crédit-bail et à d'autres institutions financières qui rétrocèdent ces ressources.

Alors que dans le passé les prêts d'IFC étaient généralement libellés dans les monnaies des grandes nations industrielles, la Société accorde maintenant la priorité au montage de produits en monnaie nationale. IFC a accordé des financements en 73 monnaies nationales.

Durant l'exercice 17, elle a engagé 9,6 milliards de dollars au titre de nouveaux prêts.

Participations

Les prises de participations fournissent l'appui au développement et le capital-développement à long terme dont les sociétés privées ont besoin. IFC prend des participations dans des sociétés, directement ou par le biais de fonds de participation privés. Durant l'exercice 17, les engagements de la Société pour son propre compte sous forme de prises de participation ont représenté environ 1,6 milliard de dollars.

En règle générale, IFC prend une participation de 5 % à 20 % au capital d'une entreprise. Elle encourage les sociétés dans lesquelles elle investit à élargir l'actionariat en procédant à leur inscription en bourse et, par conséquent, à développer les marchés financiers locaux. Elle investit également par le biais de prêts assortis d'une participation aux bénéfices, de prêts convertibles et d'actions privilégiées.

Financement du commerce et des produits de base

Le Programme mondial de financement du commerce mis en place par IFC garantit les obligations de paiement d'institutions financières agréées au titre d'échanges commerciaux. Il permet d'accroître le volume des crédits commerciaux que les banques peuvent accorder et de compléter les financements de ces dernières en faisant bénéficier de mécanismes d'atténuation des risques, au cas par cas, plus de 286 banques réparties dans 86 pays.

Durant l'exercice 17, l'encours moyen du financement des transactions commerciales par IFC s'est chiffré à 3,2 milliards de dollars.

Prêts syndiqués

Le Programme de prêts syndiqués d'IFC est le plus ancien et le plus important programme de ce type mis en place par des banques multilatérales de développement. Durant l'exercice 17, il a été à l'origine de 47 % des fonds mobilisés par IFC.

Durant l'exercice 17, IFC a procédé avec 60 institutions financières à la syndication de prêts B, de prêts parallèles, de prêts du programme MCP, de participations structurées à des prêts A et de participations non financées aux risques pour un montant total de 3,5 milliards de dollars. Ces institutions partenaires sont des banques commerciales, des investisseurs institutionnels, des institutions de financement du développement et la banque centrale d'un pays émergent. Les institutions financières de pays émergents ont contribué à hauteur de 1,4 milliard de dollars aux nouveaux prêts syndiqués. Le portefeuille se chiffrait, au total, à 16 milliards de dollars à la fin de l'exercice 17.

Les emprunteurs du secteur de l'infrastructure ont reçu 37 % du montant total des prêts syndiqués par IFC. Près d'un tiers des financements accordés dans le cadre de syndicats, soit 1,1 milliard de dollars au total, ont été attribués à des emprunteurs de pays IDA.

Produits dérivés et financements structurés

IFC propose des produits dérivés aux entreprises qui sont ses clientes, uniquement à des fins de couverture. Elle leur permet ainsi d'améliorer leur solvabilité et leur rentabilité en leur donnant accès aux marchés internationaux des produits dérivés pour se prémunir contre les risques liés aux fluctuations des taux de change, des taux d'intérêt et des cours des produits de base. Elle joue généralement le rôle d'intermédiaire entre le marché et les entreprises privées des pays émergents lorsqu'elle offre des produits de gestion des risques. IFC propose aussi des produits de financements structurés aux clients souhaitant lever des fonds sur les marchés financiers mondiaux et locaux et gérer leur risque financier. Elle a aidé des clients procédant à leur première émission à obtenir accès au marché en leur proposant des garanties partielles de crédit. Elle aide aussi ses clients à structurer des titrisations et à placer ces valeurs auprès d'investisseurs sur les marchés financiers.

Financements mixtes

IFC utilise plusieurs outils pour attirer des financements privés qui, sinon, ne seraient pas affectés au financement de projets de développement ayant un fort impact. Elle associe des financements concessionnels, émanant en général de partenaires de développement, à ses propres ressources et à celles de co-investisseurs. Les financements mixtes peuvent contribuer à réduire le coût de l'entrée d'entreprises sur un nouveau marché ou les risques de projets et ainsi permettre la réalisation d'investissements pionniers qui créent des antécédents et ouvrent la voie à des financements du marché. IFC poursuit cette démarche dans les domaines de changement climatique, de l'agro-industrie, de la sécurité alimentaire et du financement des PME. Sa conception des financements mixtes, fondée sur des principes, est judicieuse : elle vise à remédier aux défaillances du marché, prévenir les distorsions sur les marchés, assurer la transparence et renforcer l'impact dans le domaine du développement. Durant l'exercice 17, IFC a engagé plus de 188 millions de dollars de financements concessionnels de bailleurs de fonds et a ainsi pu mobiliser plus de 405 millions de financements pour compte propre et 321 millions de dollars auprès d'autres sources du secteur privé.

SERVICES-CONSEIL

La fourniture de conseils est, plus que jamais, un aspect essentiel de la stratégie suivie par IFC pour créer des marchés et mobiliser des investissements privés. Grâce à ces activités, IFC contribue à la mise en place des conditions requises pour attirer le plus grand volume de capitaux privés possible et promouvoir la croissance du secteur privé.

À cette fin, IFC a adopté une démarche plus stratégique, qui consiste à poursuivre systématiquement des programmes de services-conseil en réponse aux besoins les plus importants recensés dans le cadre des stratégies du Groupe de la Banque mondiale au niveau des pays et à l'échelon sectoriel. Elle cherchera de plus en plus à concevoir des projets ayant un impact important, susceptibles d'aider ses clients à attirer les financements dont ils ont besoin — en particulier dans les régions du monde les plus touchées par la pauvreté et les conflits.

- IFC aide les entreprises à attirer des partenaires et des investisseurs du secteur privé, à pénétrer sur de nouveaux marchés et à accroître l'impact de leurs activités. Elle leur fournit des informations sur le marché qui sont adaptées à leurs besoins ainsi que des conseils sur la manière d'améliorer leurs résultats et la viabilité de leurs opérations.
- IFC aide les branches d'activité à adopter de bonnes pratiques et des normes pour accroître leur compétitivité et leur productivité.
- IFC aide les autorités publiques à structurer des partenariats public-privé pour améliorer l'accès de la population à des infrastructures et à des services de base de haute qualité. Elle aide les autorités à mettre en œuvre des réformes pour encourager l'investissement privé.

Les services-conseil d'IFC comptent des spécialistes chevronnés et 80 % des agents opérant dans ce domaine sont basés sur le terrain. Durant l'exercice 17, IFC a accru de 10 % la valeur de son portefeuille de services-conseil, qui regroupe plus de 700 projets poursuivis dans une centaine de pays, pour la porter à 1,5 milliard de dollars. Plus de 60 % du programme de service-conseil d'IFC concernaient des pays IDA, et 20 % des régions fragiles et touchées par des conflits. Plus d'un quart du programme avait trait au climat.

COLLABORATION D'IFC AVEC LES ENTREPRISES

Agroindustrie : IFC aide les entreprises à améliorer leur productivité et à relever leurs normes, notamment en créant des filières efficaces, en assurant la sécurité alimentaire et en procurant de solides avantages économiques, sociaux et environnementaux aux entreprises agricoles de taille limitée et aux populations locales.

Infrastructure et ressources naturelles : IFC aide les sociétés à procurer des avantages plus importants aux populations locales et à atténuer les risques des projets à l'échelon local.

Services de conseils en finance d'entreprise : IFC aide les entreprises à trouver de nouveaux débouchés, à attirer des investisseurs et à monter des projets complexes, en proposant des conseils sur la manière de concevoir et d'exécuter des fusions et des acquisitions et de forger des partenariats.

Conseils axés sur l'énergie et l'eau : IFC aide les entreprises à utiliser plus efficacement les ressources en énergie et en eau pour améliorer leurs résultats tout en respectant l'environnement. Elle accélère aussi l'expansion de marchés des énergies renouvelables et élargit l'accès de la population à des services énergétiques modernes.

Édifices verts : IFC aide les entreprises à construire des édifices qui utilisent plus efficacement l'énergie, l'eau et les matériaux en leur proposant des outils et des formations. Elle aide aussi les autorités publiques à établir des cadres de politiques en ces domaines et elle collabore avec les banques au lancement de produits financiers verts.

Petites et moyennes entreprises et filières : IFC aide les PME à renforcer leurs compétences et à améliorer leurs résultats en accroissant leur capacité à participer aux réseaux d'approvisionnement et de distribution de sociétés de plus grande taille. Elle fournit des conseils aux entreprises et aux autorités publiques sur la manière d'améliorer les conditions de travail et la compétitivité de la chaîne d'approvisionnement du secteur des textiles.

Égalité des sexes : IFC travaille avec les entreprises pour accroître le recrutement, le maintien en fonction et la promotion des femmes. Elle les aide aussi à élargir l'accès des femmes aux services financiers, aux technologies, à l'information et aux marchés.

Solutions stratégiques pour les entreprises : IFC aide les entreprises à relever des défis commerciaux complexes, à structurer des programmes novateurs et à créer de nouveaux débouchés.

Gouvernement d'entreprise : IFC aide les entreprises à accroître leur accès aux capitaux, à atténuer leurs risques et à se protéger d'une mauvaise gestion en améliorant leur gouvernement d'entreprise.

Gestion des risques environnementaux et sociaux : IFC aide les entreprises à intégrer la gestion des risques environnementaux et sociaux dans leurs activités pour obtenir des résultats inscrits dans la durée.

COLLABORATION D'IFC AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIÈRES ET LES GESTIONNAIRES DE FONDS

Institutions financières : IFC aide ses clients à renforcer leur gestion des risques et à diversifier la gamme de leurs produits dans des catégories comme le financement des PME, la parité hommes-femmes, le financement du logement et les énergies durables. Elle s'emploie également à promouvoir un accès universel aux financements, à renforcer les marchés financiers et à mettre en place des centrales de crédit ainsi que des registres des garanties.

Gestionnaires de fonds : IFC contribue au développement du secteur des fonds de participation privés sur les marchés pionniers et fournit des conseils aux gestionnaires de fonds et aux PME dans lesquelles les fonds investissent.

COLLABORATION D'IFC AVEC LES AUTORITÉS PUBLIQUES

Partenariats public-privé : IFC aide les autorités publiques à concevoir et mettre en place des partenariats public-privé adaptés aux besoins locaux pour contribuer à éliminer les goulets d'étranglement dans le secteur des infrastructures et atteindre les objectifs de développement national.

Secteur financier : IFC collabore avec les autorités publiques et le secteur privé à la constitution de systèmes financiers et de marchés des capitaux résilients, transparents et fonctionnant de manière harmonieuse.

Climat de l'investissement : IFC aide à améliorer le cadre de l'activité économique par le biais de réformes encourageant l'investissement, stimulant la croissance et créant des emplois.

2030 Water Resources Group: IFC réunit des représentants des autorités publiques, de la société civile et du secteur privé dans le but de recenser les besoins d'investissement et de promouvoir des réformes pour remédier aux pénuries d'eau.

IFC ASSET MANAGEMENT COMPANY

IFC Asset Management Company LLC (AMC), filiale à part entière d'IFC, mobilise et gère des fonds à l'appui d'investissements dans les pays en développement et sur les marchés pionniers. Créée en 2009, AMC a pour objectif d'aider les investisseurs à obtenir accès aux projets d'investissement d'IFC sur les marchés émergents et d'accroître l'offre de capitaux à long terme sur ces marchés de manière à renforcer l'impact de la Société dans le domaine du développement et à permettre aux investisseurs de réaliser des bénéfices en tirant profit de l'envergure mondiale d'IFC ainsi que de ses normes et de ses méthodes d'investissement.

Au 30 juin 2017, AMC avait levé environ 9,8 milliards de dollars, dont 2,3 milliards d'IFC. Elle administre 13 fonds de placement gérant des produits de participation, de dette et de « fonds de fonds » pour le compte d'une large gamme d'investisseurs institutionnels, parmi lesquels des fonds de patrimoine souverains, des caisses de pension et des institutions de financement du développement.

FONDS AMC

Fonds de recapitalisation d'IFC

Les Fonds de recapitalisation d'IFC, qui sont dotés de 3 milliards de dollars, se composent d'un fonds de participation de 1,3 milliard de dollars et d'un fonds de créances subordonnées de 1,7 milliard de dollars. Lancé en 2009, ce fonds contribue à renforcer les banques qui revêtent une importance systémique dans les pays émergents en accroissant leur capacité à faire face aux crises financières et économiques. Au 30 juin 2017, ses ressources étaient totalement investies, les engagements pris au titre de 41 projets d'investissement se chiffrant, globalement, à 2,8 milliards de dollars.

Fonds pour l'Afrique, l'Amérique latine et les Caraïbes.

Le Fonds pour l'Afrique, l'Amérique latine et les Caraïbes, qui est doté d'un milliard de dollars, a été lancé en 2010. Il investit sous forme de participations et d'instruments connexes dans un large éventail de secteurs en Afrique subsaharienne, en Amérique latine et dans les Caraïbes. Au 30 juin 2017, il avait engagé au total 879 millions de dollars au titre de 37 projets d'investissement.

Fonds de recapitalisation pour l'Afrique

Lancé en 2010 et doté de 182 millions de dollars, le Fonds de recapitalisation pour l'Afrique a pour mission d'investir dans les banques commerciales qui présentent une importance systémique en Afrique. Au 30 juin 2017, il avait engagé au total 130 millions de dollars au titre de huit projets d'investissement.

Fonds de recapitalisation des banques russes

Lancé en 2012 et doté de 550 millions de dollars, le Fonds de recapitalisation des banques russes d'IFC a pour mission d'investir dans des banques commerciales russes. Au 30 juin 2017, il avait engagé au total 82 millions de dollars au titre de trois projets d'investissement.

Fonds catalyseur d'IFC

Lancé en 2012 et doté de 418 millions de dollars, le Fonds catalyseur d'IFC investit dans des fonds visant à procurer des capitaux de développement aux entreprises qui adoptent des moyens novateurs de faire face au changement climatique dans les marchés émergents. Il peut aussi investir directement dans ces entreprises. Au 30 juin 2017, il avait engagé au total 306 millions de dollars au titre de 13 projets d'investissement.

Fonds mondial pour l'infrastructure d'IFC

Le Fonds mondial pour l'infrastructure, lancé en 2013 et doté de 1,2 milliard de dollars, investit sous forme de prises de participation ou de financements connexes dans le secteur des infrastructures de pays émergents. Au 30 juin 2017, il avait engagé au total 639 millions de dollars au titre de 20 projets d'investissement.

Fonds Chine-Mexique

Le Fonds Chine-Mexique, qui est doté de 1,2 milliard de dollars, est un fonds dédié à un pays qui procède à des investissements sous forme de prises de participation ou d'instruments connexes ainsi qu'à des financements mezzanine au Mexique. Il vise essentiellement les secteurs de l'infrastructure, du pétrole et du gaz ainsi que l'industrie manufacturière, l'agroindustrie, les services et le secteur bancaire. Au 30 juin 2017, il avait engagé au total 320 millions de dollars au titre de deux projets d'investissement.

Fonds d'IFC pour la croissance des institutions financières

Doté de 505 millions de dollars, le Fonds d'IFC pour la croissance des institutions financières prend le relais du Fonds de recapitalisation d'IFC et investit sous forme de prises de participation ou de financements connexes dans des institutions financières de pays émergents. Au 30 juin 2017, il avait engagé au total 133 millions de dollars au titre de quatre projets d'investissement.

Fonds mondial des fonds pour les marchés émergents d'IFC

Le Fonds mondial des fonds pour les marchés émergents d'IFC, qui est doté de 800 millions de dollars, investit essentiellement dans des fonds de participation privés axés sur des entreprises à fort potentiel de croissance dans divers secteurs des pays émergents et des marchés pionniers. Il investit aussi directement dans ce type d'entreprises ainsi que, dans le cadre de participations secondaires, dans des fonds de participation privés de pays émergents. Au 30 juin 2017, il avait engagé au total 207 millions de dollars au titre de 11 projets d'investissement.

Fonds d'IFC pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord

Le Fonds d'IFC pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, qui est doté de 162 millions de dollars, investit sous forme de participations et d'instruments connexes dans la région MENA. Au 30 juin 2017, il avait engagé au total 27 millions de dollars au titre de deux projets d'investissement.

Fonds pour le financement des entrepreneures

Le Fonds pour le financement des entrepreneures accorde des prêts prioritaires à des banques commerciales en vue de leur rétrocession à de petites et moyennes entreprises appartenant à des femmes dans des pays émergents. Ce fonds est une composante du mécanisme de financement *Women Entrepreneurs Opportunity Facility*, partenariat doté de 600 millions de dollars constitué en mars 2014 par IFC et l'initiative *10,000 Women* de Goldman Sachs. Au 30 juin 2017, le fonds avait levé 110 millions de dollars et engagé 70 millions de dollars au profit de six banques.

Fonds d'IFC pour les pays émergents d'Asie

Le Fonds d'IFC pour les pays émergents d'Asie investit sous forme de participations et d'instruments connexes dans tous les secteurs de pays émergents d'Asie. Au 30 juin 2017, le fonds avait levé 440 millions de dollars et engagé 70 millions de dollars au titre de deux projets d'investissement.

Les compétences spécialisées d'IFC

Le rôle moteur que joue IFC dans le développement durable du secteur privé tient à un avantage particulier : la profondeur et l'étendue des connaissances spécialisées que la Société a acquises durant 60 ans consacrés à promouvoir la réussite et l'expansion des entreprises des pays émergents.

IFC s'emploie à exploiter ses connaissances sectorielles d'envergure mondiale pour s'attaquer aux plus grands problèmes de développement qui se poseront au cours des prochaines années, notamment le chômage, le changement climatique, la sécurité alimentaire et la sécurité des ressources en eau.

AGROINDUSTRIE ET FORESTERIE

L'agroindustrie peut grandement contribuer à réduire la pauvreté. Le secteur agricole est souvent à l'origine d'au moins la moitié du PIB et des emplois dans de nombreux pays en développement, ce qui en fait un secteur prioritaire pour IFC.

IFC aide le secteur privé à répondre à une demande grandissante d'une manière écologiquement viable et inclusive sur le plan social. Elle propose des mécanismes de financement des fonds de roulement pour aider ses clients à financer les stocks et les achats de semences, d'engrais, de produits chimiques et de carburant des agriculteurs. Elle réalise des investissements dans des infrastructures telles que des entrepôts et des chambres froides pour faciliter le commerce et réduire les coûts. Elle cherche à améliorer la productivité en favorisant les transferts de technologie et une utilisation optimale des ressources afin de promouvoir une exploitation durable des terres.

Durant l'exercice 17, les nouveaux engagements à long terme pris par IFC pour son propre compte dans les secteurs de l'agroindustrie et de la foresterie ont atteint au total environ 1,1 milliard de dollars.

INSTITUTIONS FINANCIÈRES

Des marchés financiers solides, durables et accessibles à tous sont essentiels au développement, car ils assurent une allocation efficace des ressources. Les activités d'IFC concernant les intermédiaires financiers ont contribué à renforcer les institutions financières ainsi que l'ensemble des systèmes financiers. Elles lui ont aussi permis de fournir un appui à un nombre beaucoup plus grand de PME et de microentreprises qu'elle n'aurait pu le faire seule.

Lorsqu'IFC travaille avec les intermédiaires financiers, elle peut les encourager à accroître leurs activités dans des domaines considérés comme des priorités stratégiques, telles que les entreprises appartenant à des femmes ou le changement climatique, dans des régions mal desservies telles que les États fragiles et touchés par un conflit, ainsi que dans les secteurs du logement, des infrastructures et des services sociaux.

Durant l'exercice 17, les nouveaux engagements à long terme pris par IFC pour son propre compte au titre des marchés financiers ont atteint au total environ 5,9 milliards de dollars.

SANTÉ ET ÉDUCATION

La santé et l'éducation sont des besoins fondamentaux des êtres humains — mais elles restent hors de portée de nombreux habitants des pays en développement.

L'élargissement de l'accès aux services de santé et d'éducation est un élément fondamental de toute stratégie visant à éliminer la pauvreté et promouvoir la prospérité. IFC apporte un soutien aux entreprises opérant dans les domaines de la santé et des sciences de la vie en leur accordant des financements, en promouvant le partage de connaissances dans leurs domaines, en relevant les normes de gestion et des services cliniques, en aidant les autorités à formuler des politiques et en encourageant la collaboration entre le secteur public et le secteur privé. Dans le domaine de l'éducation, elle aide les entreprises privées à compléter l'action du secteur public et à créer davantage de possibilités pour les enfants, les jeunes et les adultes qui ont un emploi.

IFC est le plus important investisseur multilatéral au monde dans des services privés de santé et d'éducation. Durant l'exercice 17, les nouveaux engagements à long terme qu'elle a pris pour son propre compte dans ces domaines ont atteint au total 692 millions de dollars.

INFRASTRUCTURE

Les infrastructures modernes stimulent la croissance économique, améliorent le niveau de vie et peuvent offrir la possibilité de résoudre des problèmes de développement tels que l'urbanisation rapide et le changement climatique.

Elles constituent aussi un domaine dans lequel le secteur privé peut apporter une contribution importante en fournissant des services essentiels à un grand nombre de personnes de manière efficace et rentable, à un coût abordable. IFC vise donc à soutenir des projets d'infrastructure privés basés sur des modèles opérationnels novateurs à fort impact qui peuvent être largement reproduits.

IFC aide à élargir l'accès à l'électricité, aux transports et à l'eau en finançant des projets d'infrastructure et en fournissant aux autorités des pays clients des conseils sur les partenariats public-privé. Elle atténue les risques et exploite des compétences spécialisées, notamment dans le domaine des montages financiers. Durant l'exercice 17, les nouveaux engagements à long terme pris par IFC pour son propre compte dans ce secteur ont atteint au total 1,7 milliard de dollars.

INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE

Le secteur de l'industrie manufacturière contribue de manière essentielle à la création d'opportunités et à la réduction de la pauvreté dans les pays en développement. Les clients d'IFC opérant dans ce secteur créent ou préservent généralement plus d'emplois que ceux des autres secteurs.

IFC a intensifié ses activités dans ce secteur, qui comprend les produits chimiques, les matériaux de construction, les machines ayant un haut rendement énergétique et les équipements de transport. Elle investit dans des sociétés — auxquelles elles prodiguent aussi des conseils — qui développent de nouveaux produits et marchés, qui se réorganisent ou qui se modernisent afin d'être plus compétitives au niveau international.

Sachant que les entreprises de ce secteur comptent parmi celles qui présentent la plus forte intensité de carbone, IFC aide ses clients à monter et à réaliser des investissements qui contribuent à réduire les émissions de carbone et la consommation d'énergie.

Durant l'exercice 17, les nouveaux engagements à long terme pris par IFC pour son propre compte dans ce secteur ont atteint 989 millions de dollars.

PÉTROLE, GAZ ET MINES

Les entreprises industrielles qui peuvent exploiter les ressources naturelles revêtent une importance cruciale pour un grand nombre de pays parmi les plus pauvres de la planète. Elles procurent à ces derniers des emplois, des sources d'énergie, des recettes publiques et un large éventail d'autres avantages. En Afrique, notamment, les investissements durables à grande échelle dans ces domaines peuvent avoir des effets tout aussi importants sur le développement économique.

Le rôle d'IFC dans le secteur du pétrole, du gaz et de l'exploitation minière consiste à aider les pays en développement à concrétiser ces avantages tout en encourageant le recours à des sources d'énergie durables. La Société fournit des financements et des services-conseil à ses clients du secteur privé et aide les autorités nationales à adopter des réglementations efficaces et à renforcer leurs capacités de gestion de ces activités tout au long de la chaîne de valeur.

IFC appuie les investissements du secteur privé dans ces branches d'activité et veille à ce que les populations locales en tirent des avantages tangibles. Durant l'exercice 17, les nouveaux engagements à long terme pris par IFC pour son propre compte dans ce secteur ont atteint 435 millions de dollars.

TÉLÉCOMMUNICATIONS ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

Grâce aux technologies modernes de l'information et des communications, il est plus facile aux populations pauvres d'avoir accès à des services et à des ressources. Ces technologies offrent de nouvelles possibilités et accroissent l'efficacité des marchés et des institutions. IFC s'emploie à rendre ces technologies plus largement accessibles. Elle oriente des investissements vers des sociétés privées qui construisent des infrastructures de communication modernes, poursuivent des activités axées sur les technologies de l'information et mettent au point des technologies qui n'ont pas d'effet préjudiciable sur le climat.

IFC aide de plus en plus ses clients à s'implanter sur d'autres marchés en développement, au-delà de leurs frontières nationales. Durant l'exercice 17, les nouveaux engagements à long terme qu'elle a pris pour son propre compte dans ce secteur ont atteint 232 millions de dollars.

TOURISME, COMMERCE DE DÉTAIL ET BIENS IMMOBILIERS

Les secteurs du tourisme, du commerce de détail et des biens immobiliers contribuent dans une mesure importante à la création d'emplois, à la perception de recettes fiscales et à la croissance économique dans les pays en développement.

IFC s'emploie à renforcer ces trois secteurs dans ces pays. Ses investissements favorisent la mise en place d'infrastructures essentielles — dans des lieux qui manquent souvent d'hôtels de qualité pouvant accueillir des touristes et des hommes d'affaires. Elle œuvre avec ses clients du secteur de la distribution à la création d'emplois, à l'augmentation de l'assiette fiscale, au renforcement des capacités du secteur bancaire local, à l'amélioration des infrastructures et au relèvement des normes du travail. Elle investit aussi dans des sociétés immobilières pour agrandir le parc de logements abordables et d'immeubles commerciaux.

Durant l'exercice 17, les nouveaux engagements à long terme pris par IFC pour son propre compte dans les domaines du tourisme, du commerce de détail et des biens immobiliers ont atteint au total 429 millions de dollars.

Le personnel et les pratiques d'IFC

La détermination d'IFC à lutter contre la pauvreté et à créer des opportunités pour les populations les plus vulnérables du monde en développement est la manifestation concrète de sa culture d'entreprise.

Comprendre l'impact d'IFC sur le développement

Il est indispensable de mesurer les résultats obtenus par IFC pour déterminer si sa stratégie est efficace — et si ses activités et celles de ses clients ont des effets tangibles sur les populations et les marchés qui en ont le plus besoin.

IFC est le chef de file des banques multilatérales de développement et des institutions de financement du développement en ce qui concerne la mesure des résultats des opérations menées dans le cadre du secteur privé. Elle est l'une des rares institutions financières internationales établissant des cibles institutionnelles, non seulement pour le volume de ses investissements, mais aussi pour l'impact direct qu'elle a sur le développement.

LE SYSTÈME DE MESURE DES RÉSULTATS D'IFC

IFC affine et améliore sans cesse son cadre de mesure des résultats pour appuyer sa stratégie et mieux décrire l'impact de ses activités. Elle continue de concevoir de nouveaux outils pour évaluer intégralement la portée de son action, bien au-delà des effets directs de ses projets.

Le système de mesure des résultats d'IFC repose sur trois composantes qui se renforcent mutuellement :

- Les objectifs de développement d'IFC, qui établissent des cibles institutionnelles reflétant sa stratégie et les besoins de développement les plus importants.
- Un système de suivi pour mesurer les résultats et l'impact sur le développement des interventions d'IFC.
- Les mesures des résultats aux niveaux des secteurs, des programmes et des pays.

La stratégie d'IFC place l'impact sur le plan du développement au cœur de l'action de l'institution. La Société a entrepris de mettre en place un nouveau « cadre de mesure et de suivi de l'impact attendu » (*Anticipated Impact Measurement and Monitoring* ou AIMM) qui lui permettra de concevoir et sélectionner les projets susceptibles d'avoir le plus d'impact sur le développement. Ce cadre doit lui permettre d'évaluer les effets prévus, « ex ante », de ses activités en considérant ce que le projet considéré est censé accomplir et la manière dont il est supposé contribuer à la création ou au développement de marchés. Au niveau des projets, le cadre AIMM aidera les membres des services d'IFC à déterminer de manière systématique et exhaustive la manière dont les projets favorisent le développement. La démarche AIMM sera intégrée dans le cadre actuel de mesure des résultats d'IFC et dans son système de suivi. Il aidera la Société à replacer ses interventions dans une optique de portefeuille renforcée.

LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT D'IFC : BASE DE SA STRATÉGIE

Les objectifs de développement d'IFC indiquent les résultats que la Société compte obtenir dans le cadre de ses activités de développement durant un cycle de trois ans. Ils l'aident à expliquer à ses actionnaires et au public de quelle manière ses travaux doivent contribuer à la réalisation des objectifs du Groupe de la Banque mondiale qui consistent à mettre fin à la pauvreté et promouvoir une prospérité partagée. Les objectifs d'IFC ciblent cinq domaines d'intervention qui ont un impact direct sur les conditions de vie des populations et cadrent avec sa stratégie :

- Accroître ou améliorer les possibilités de pratiquer une agriculture durable
- Améliorer les services de santé et d'éducation
- Accroître l'accès des clients des institutions de microfinance et des PME clientes aux services financiers
- Accroître ou améliorer les services d'infrastructure
- Réduire les émissions de gaz à effet de serre

IFC collabore avec ses clients dans le cadre de chaque opération d'investissement ou de services-conseil pour déterminer les impacts particuliers que ses activités auront à terme dans le domaine du développement. Durant l'exercice 17, qui marque le début du cycle actuel de trois ans (Ex. 17-19), elle a réalisé d'importants progrès en direction de ses objectifs de développement. La Société a dépassé la cible fixée pour l'accroissement ou l'amélioration des services d'infrastructure grâce, essentiellement, à un projet d'investissement dans les communications à large bande au Mexique, qui devrait profiter à neuf millions de personnes à l'horizon 2021.

Les objectifs de développement d'IFC

OBJECTIFS	CIBLES EX. 17-19	CIBLES EX. 17	ENGAGEMENTS EX. 17	POURCENTAGE DES CIBLES DE L'EX. 17 ATTEINTS
Accroître ou améliorer les possibilités de pratiquer une agriculture durable	Pour 3,32 millions de personnes	Pour 1,05 million de personnes	Pour 0,72 million de personnes	68 %
Améliorer les services de santé et d'éducation	Pour 26,14 millions de personnes	Pour 8,54 millions de personnes	Pour 8,60 millions de personnes	101 %
Accroître l'accès des clients des institutions de microfinance aux services financiers	Pour 98,28 millions de clients	Pour 30,89 millions de clients	Pour 28,99 millions de clients	94 %
Accroître l'accès des PME clientes d'IFC aux services financiers	Pour 2,87 millions de clients	Pour 0,88 million de clients	Pour 0,61 million de clients	69 %
Accroître ou améliorer les services d'infrastructure	Pour 68,08 millions de personnes	Pour 23,86 millions de personnes	Pour 33,01 millions de personnes	138 %
Réduire les émissions de gaz à effet de serre	Réduction de 21,79 millions de tonnes d'équivalent CO ₂ par an	Réduction de 6,91 millions de tonnes d'équivalent CO ₂ par an	6,68 millions de tonnes	97 %

SYSTÈME DE SUIVI : MESURE DE LA PERFORMANCE ET DES RÉSULTATS DIRECTS DES OPÉRATIONS D'IFC

Le Système de suivi des réalisations au plan du développement (DOTS) fournit un cadre permettant de suivre la performance et les résultats directs dans le domaine du développement des entreprises clientes d'IFC. Dans le cas des opérations d'investissement, la notation DOTS est la synthèse des notes obtenues dans quatre domaines : impact financier, impact économique, impact environnemental et social, et impact général sur le développement du secteur privé.

Les notes attribuées pour l'exercice 17 par le DOTS ont été établies sur la base de 828 investissements approuvés entre 2008 et 2013 qui étaient suffisamment matures pour pouvoir être notés. Le DOTS suit également des indicateurs comme le nombre de personnes qui ont bénéficié des services de clients dans lesquels IFC investit ou les avantages en dollars procurés à certaines parties prenantes durant l'année considérée.

La mesure des résultats des services-conseil est intégrée dans le cycle du projet — de sa conception jusqu'à son achèvement. La note globale DOTS des services-conseil, également qualifiée de notation de l'efficacité dans le domaine du développement, est la synthèse des notes attribuées à la pertinence stratégique, à l'efficacité et à l'efficacité du projet ; elle est établie à l'achèvement du projet. Durant l'exercice 17, les notes attribuées par le DOTS aux projets de services-conseil ont été établies sur la base de 88 projets achevés.

ÉVALUATION DE L'IMPACT SUR LE DÉVELOPPEMENT AUX NIVEAUX DES PROGRAMMES, DES SECTEURS ET DES PAYS

IFC procède à des évaluations pour comprendre l'impact de ses investissements sur la réalisation des deux objectifs du Groupe de la Banque mondiale. Ces évaluations estiment aussi la contribution d'IFC à la création d'emplois.

Durant l'exercice 17, IFC a adopté une démarche d'évaluation plus stratégique, conçue pour combler des carences fondamentales en matière de connaissances. Elle a entrepris six évaluations de l'impact économique au niveau sectoriel et quatre grands programmes d'évaluation de l'impact. Ces efforts font ressortir l'effet de son action au-delà des différents projets menés au niveau sectoriel. Ils produisent également d'utiles enseignements qui permettront d'améliorer les stratégies dans les branches d'activité.

En Jamaïque, par exemple, IFC a évalué l'impact économique des investissements qu'elle a consacrés à l'expansion d'un aéroport. Selon l'évaluation, ces investissements ont permis, en renforçant les capacités, d'injecter 288 millions de dollars dans l'économie et de soutenir, directement ou indirectement, 29 000 emplois.

IFC a également procédé à un examen systématique de 56 évaluations publiées couvrant des projets de développement du secteur privé poursuivis entre 2005 et 2014 dans 23 États fragiles et touchés par un conflit pour recueillir des informations utiles à la poursuite de ses activités dans ce type de pays. Elle est parvenue à la conclusion que ce sont les investissements effectués à l'appui d'importants projets d'infrastructure ou du développement de petites et moyennes entreprises qui produisent les meilleurs résultats sur le plan du développement.

Cet examen a également permis de dégager d'importants enseignements :

- Il est judicieux de collaborer avec des partenaires locaux, des investisseurs ou des bailleurs qui ont des intérêts dans le projet.
- Il vaut mieux commencer par de petits projets qui peuvent démontrer aux entrepreneurs locaux les possibilités offertes par de nouveaux modes d'activité.
- Il est essentiel de prendre en compte le temps nécessaire pour mettre en place les capacités nécessaires au succès des projets. Il importe également de tenir compte des situations de conflits particulières au niveau local lors de la conception et de l'exécution d'un projet.

IFC collabore étroitement avec la Banque mondiale et l'Agence multilatérale de garantie des investissements à l'établissement de cadres de résultats communs pour les opérations poursuivies par le Groupe de la Banque mondiale dans les pays. Durant l'exercice 17, IFC a contribué à la conception de tels cadres pour 14 Cadres de partenariat-pays ou stratégies de pays en plus de contribuer à 15 examens de la performance et de l'apprentissage.

IFC a également travaillé à l'établissement de rapports sur les résultats de 18 plans d'exécution conjoints de la Banque mondiale et d'IFC dans des domaines cruciaux comme les villes, l'électricité, l'agroindustrie et la santé.

ALIGNEMENT DE LA MESURE DES RÉSULTATS D'IFC SUR LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Depuis que les Objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies ont été approuvés en septembre 2015, IFC détermine comment faire cadrer ses stratégies et ses opérations avec ces objectifs. Elle a également pris la direction des efforts menés par les institutions financières internationales pour établir des rapports sur la manière dont elle contribue, ainsi que ses clients, à la réalisation des ODD.

PRÉSERVER LE LEADERSHIP INTELLECTUEL D'IFC DANS L'ÉVALUATION DES RÉSULTATS DU SECTEUR PRIVÉ EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT

En mars 2017, IFC a organisé la première conférence annuelle consacrée à l'évaluation de l'impact du secteur privé sur le développement, à laquelle ont participé 24 bailleurs de fonds partenaires, banques multilatérales de développement et institutions financières internationales. Cette conférence a fait ressortir l'importance que revêtent ces évaluations, surtout en ce qui concerne la croissance économique et l'emploi. Elle a également montré la nécessité de préciser et de partager les méthodes et de collaborer pour trouver des moyens novateurs d'évaluer l'impact sur le développement.

SUIVI DES RÉALISATIONS DANS LE DOMAINE DU DÉVELOPPEMENT

Durant l'exercice 17, cinquante-cinq pour cent des investissements d'IFC ont reçu une note positive, ce qui représente une diminution de trois points de pourcentage par rapport à l'exercice 16. Cette baisse tient en grande partie au ralentissement de la croissance économique, à la faiblesse des cours des produits de base, à la volatilité du marché et aux troubles politiques qui sévissent dans de nombreux pays. IFC poursuit, de surcroît, de plus en plus d'activités dans certaines des régions les plus difficiles du monde, où les risques, notamment financiers, sont généralement plus élevés.

Les investissements d'IFC de grande ampleur affichent généralement de meilleurs résultats que les autres. Lorsque les notes sont pondérées en fonction du volume des investissements, 69 % des investissements obtiennent une note positive.

Au niveau des branches d'activité, ce sont les investissements dans la santé et l'éducation et les investissements dans les fonds qui ont produit les meilleurs résultats, puisque 60 % d'entre eux ont reçu une note positive. Les améliorations les plus marquées sont observées pour les investissements dans le secteur manufacturier dont la note DOTS a atteint 54 %, soit sept points de plus que pour l'exercice 16, grâce essentiellement aux opérations réalisées dans le secteur des produits industriels et commerciaux.

Les notes DOTS attribuées aux investissements dans la plupart des autres branches d'activité ont baissé. Les plus faibles se rapportent aux investissements dans les secteurs du tourisme, du commerce de détail, du bâtiment et de l'immobilier ainsi que dans les secteurs des télécommunications, des médias et des technologies. Un grand nombre de ces projets étaient essentiellement des investissements initiaux dont la phase d'expansion a pris du retard.

Les notes DOTS ont baissé dans toutes les régions à l'exception de la région Europe et Asie centrale, dont la note a augmenté de cinq points pour atteindre 56 %. La note des investissements effectués en Amérique latine et aux Caraïbes a baissé de neuf points pour tomber à 54 % en raison, surtout, des piètres résultats des investissements réalisés dans les marchés financiers, les fonds et l'infrastructure. Les investissements dans les régions de l'Afrique subsaharienne et du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord ont souffert dans une certaine mesure de l'instabilité politique et de la fragilité de nombreux pays dans lesquels IFC a exercé des activités.

Soixante-dix pour cent des projets de services-conseil clos durant l'exercice, dont l'efficacité dans le domaine du développement a pu être évaluée, ont obtenu une note positive, de sorte que la cible de 65 % a été dépassée. L'Asie du Sud a affiché les résultats les plus satisfaisants : l'efficacité dans le domaine du développement de 92 % des projets menés dans cette région a été jugée positive. Les projets réalisés en Asie de l'Est et dans le Pacifique ont enregistré un gain de 28 points par rapport à l'exercice passé, inégalé dans les autres régions. Les projets poursuivis au Moyen-Orient et en Afrique du Nord ont donné de moins bons résultats, en raison notamment des difficultés posées par la mise en œuvre de projets dans des zones fragiles et touchées par des conflits.

CHAMP D'ACTION ET RÉSULTATS DES CLIENTS SUR LE PLAN DU DÉVELOPPEMENT

À l'échelle mondiale, les clients dans lesquels IFC investit ou auxquels elle propose des services-conseil ont eu un impact sur un grand nombre de personnes et ont affiché de remarquables succès (voir page 81). Les principaux sont décrits ci-après.

Élargissement de l'accès aux financements :

- IFC fait bénéficier d'investissements et de services-conseils les institutions financières qui assurent des services aux particuliers ainsi qu'aux PME et aux microentreprises. Ces institutions ont accordé environ 53,7 millions de microprêts et 8,3 millions de prêts de montants faibles à moyens d'une valeur totale de 412 milliards de dollars. Elles ont également octroyé un million de prêts au logement d'un montant total de 29 milliards de dollars.

- La Société a collaboré avec ses partenaires dans le secteur des services financiers numériques pour faciliter 572 millions de transactions de détail réglées autrement qu'en espèces portant sur un montant total de 3,7 milliards de dollars.
- IFC a contribué au renforcement des marchés financiers en collaborant avec des registres de garanties et des centrales de risques, afin de faciliter l'octroi de 250,6 milliards de dollars de financements. Plus de 679 900 PME et microentreprises ont pu obtenir des prêts garantis par des biens mobiliers. Enfin, IFC a aidé à créer ou à renforcer huit opérateurs de centrales de crédit.

Offre de solutions et de services :

- Près de 20 millions de personnes ont pu utiliser des appareils d'éclairage solaire dont la qualité a été vérifiée dans le cadre du programme *Éclairer le monde*, essentiellement en Afrique subsaharienne et dans les pays IDA.
- Les clients d'IFC ont produit et distribué de l'électricité au profit de 104,2 millions de personnes vivant pour la plupart en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud. Ils ont raccordé 345 millions de clients au réseau téléphonique, essentiellement en Asie du Sud. Ils ont alimenté en gaz 60 millions d'habitants, pour la plupart dans la région de l'Asie de l'Est et du Pacifique.
- Les clients d'IFC ont contribué à l'éducation de 4,9 millions d'élèves et étudiants. Dans le secteur de l'agroindustrie, ils ont fourni un appui à 3 millions d'agriculteurs en améliorant leur accès aux financements et aux marchés et en soutenant des pratiques agricoles durables — autant d'avantages qui devraient accroître la productivité et les revenus des agriculteurs et renforcer leur capacité à faire face aux événements imprévus.
- IFC a travaillé avec des entreprises à l'adoption de nouvelles pratiques et technologies qui ont attiré des financements à hauteur de 1,7 milliard de dollars, dont 1,4 milliard de dollars dans le cadre de projets de réforme du gouvernement d'entreprise et 300 millions de dollars au titre de projets recourant à des technologies économes en ressources.
- IFC a aidé les autorités publiques à signer six contrats avec des opérateurs privés. Ces transactions devraient ouvrir ou améliorer l'accès de 1,5 million de personnes à des services d'infrastructure et de santé et faciliter la mobilisation de 341 millions de dollars sous forme d'investissements privés dans des infrastructures.

Amélioration du climat des affaires :

- IFC a collaboré avec la Banque mondiale pour aider 50 administrations nationales et locales à procéder à 116 réformes qui ont contribué à améliorer l'environnement réglementaire et le cadre de l'action publique en faveur du développement du secteur privé et à promouvoir des marchés concurrentiels et la création d'emplois. Quatre-vingt-seize de ces réformes ont été menées dans des pays IDA, dont 26 dans des régions fragiles et touchées par un conflit.
- Ces réformes ont permis au secteur privé d'économiser 22 millions de dollars et ont contribué à la réalisation de nouveaux investissements d'un montant estimé à 168 millions de dollars.

Champ d'action des sociétés clientes d'IFC au plan du développement

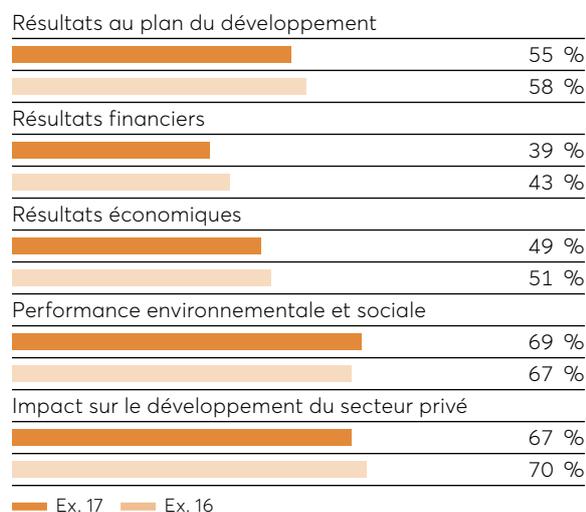
Emplois	PORTEFEUILLE ANNÉE CIVILE 2015	PORTEFEUILLE ANNÉE CIVILE 2016
Emplois (millions) ¹	2,4	2,4
Microcrédits²		
Nombre (millions)	51,2	53,7
Montant (milliards d'USD)	59,5	60,7
Prêts aux PME²		
Nombre (millions)	7,6	8,3
Montant (milliards d'USD)	343,7	351,1
Financement du commerce³		
Nombre (millions)	1,8	1,8
Montant (milliards d'USD)	255	270
Nombre de consommateurs bénéficiant de services		
Production d'électricité (millions de personnes)	48,0	79,4
Alimentation en électricité (millions de personnes)	50,1	24,8
Approvisionnement en eau (millions de personnes)	21,8	14,3
Alimentation en gaz (millions de personnes) ⁴	51,2	59,9
Branchements téléphoniques (millions d'usagers)	262,8	345,3
Patients bénéficiant de services médicaux (millions) ⁵	31,7	34,0
Nombre d'élèves (millions)	4,6	4,9
Agriculteurs bénéficiaires (millions)	3,5	3,0
Paiements aux fournisseurs et aux administrations publiques		
Achats de biens et services sur les marchés intérieurs (milliards d'USD) ⁶	46,8	36,6
Contribution aux recettes ou à l'épargne des administrations publiques (milliards d'USD)	16,6	14,6

Ces chiffres décrivent le champ d'action des clients d'IFC à la fin des années civiles 2015 et 2016. Les données sur les portefeuilles de ces deux années ne sont pas strictement comparables en raison de la modification du portefeuille de clients d'IFC sur lequel elles reposent. Dans le cas des microcrédits et des prêts aux PME, les résultats s'expliquent aussi par la contribution des services-conseil. Les données fournies par les clients font l'objet de nombreux contrôles, mais elles reposent parfois sur des estimations et la définition des indicateurs peut être comprise de façon légèrement différente d'un client à l'autre.

1. Les données de portefeuille relatives à l'emploi incluent les emplois fournis par les Fonds.
2. Les chiffres indiqués pour le champ d'action correspondent à l'encours des microcrédits et des prêts de montant faible ou moyen des clients d'IFC à la fin des années civiles 2015 et 2016 pour des projets/institutions financières dont les activités visent les microentreprises et les petites et moyennes entreprises (MPME). Les données de l'année civile 2016 comprennent des informations portant sur 304 MPME clientes ; les données de neuf de ces clients ont été extrapolées.
3. Le nombre total et le montant en dollars des transactions commerciales financées par le réseau de banques de pays émergents du Programme de financement du commerce mondial ont été établis à partir des chiffres communiqués par 68 % (nombre) et 72 % (montant en dollars) des banques qui opéraient dans le cadre du réseau durant l'année civile 2016. Il n'est pas possible de comparer directement ces chiffres à ceux de l'année précédente, car le nombre de banques en activité ayant répondu à l'enquête est différent d'une année à l'autre. Les données correspondent aux transactions directement garanties par IFC et aux opérations exécutées par les banques du réseau qui ont bénéficié de l'appui du programme. Les données de 2015 ont été mises à jour à la lumière des corrections apportées aux statistiques de l'année précédente par les participants à l'enquête.
4. L'alimentation en gaz de 56,6 millions de personnes durant l'année civile 2016 est imputable à un client de la région Asie de l'Est et Pacifique.
5. Le nombre total de patients traités durant l'année civile 2015 a été révisé par suite de l'ajustement des résultats d'un client d'Asie du Sud.
6. Le montant total des achats de biens et services intérieurs durant l'année civile 2015 a été révisé par suite de l'ajustement des résultats d'un client d'Afrique subsaharienne.

Notes du DOTS pour les services d'investissement par catégorie de résultat, comparaison Ex. 16/Ex. 17

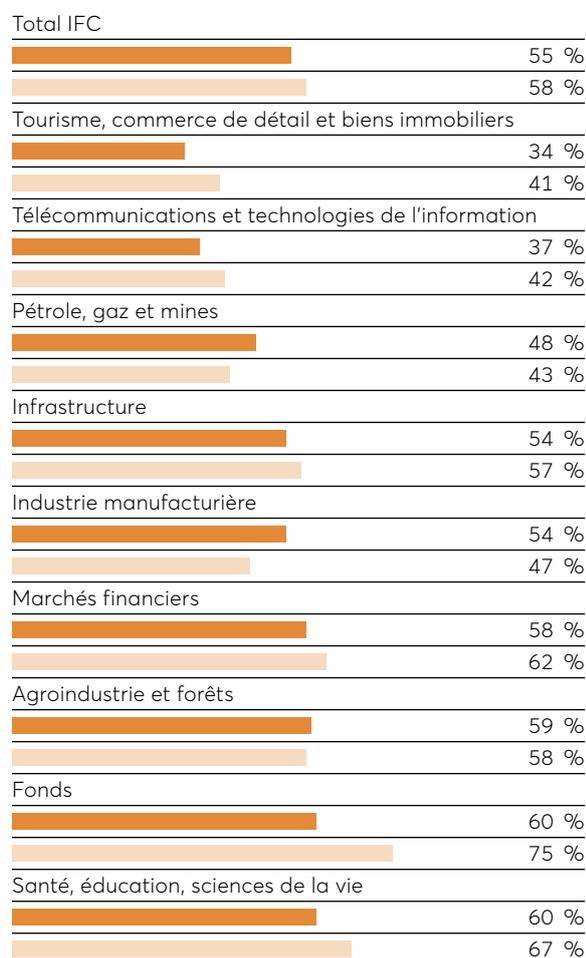
Pourcentage de notes positives



Ex. 17 Ex. 16

Notes du DOTS pour les services d'investissement par branche d'activité, comparaison Ex. 16/Ex. 17

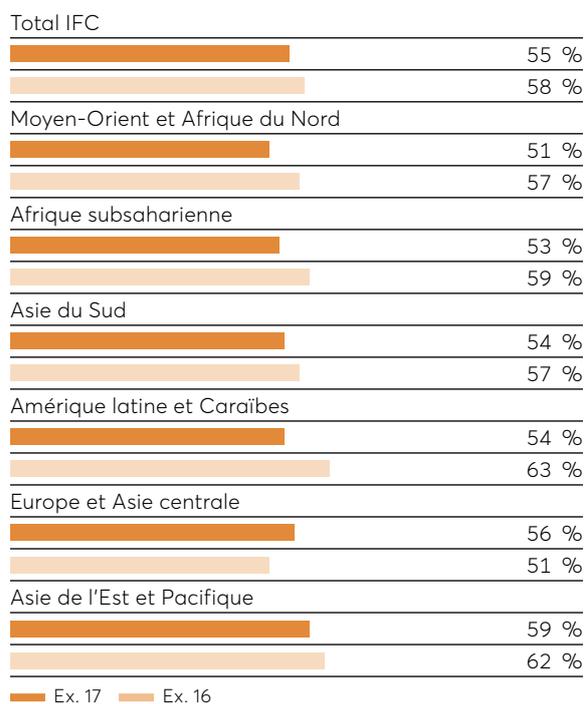
Pourcentage de notes positives



Ex. 17 Ex. 16

Notes du DOTS pour les services d'investissement par région, comparaison Ex. 16/Ex. 17

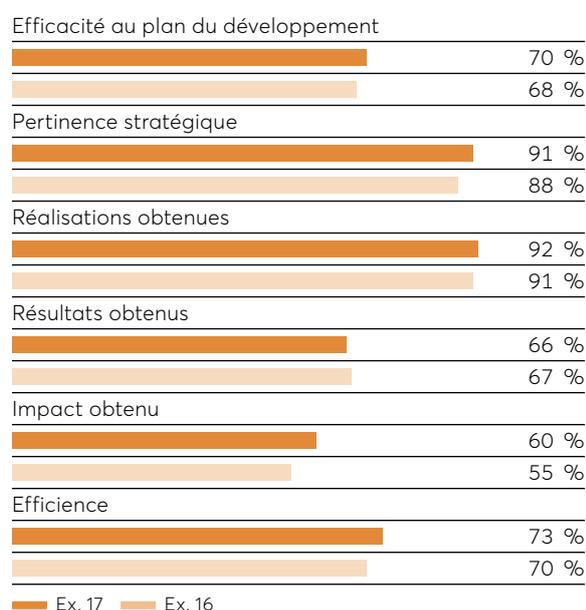
Pourcentage de notes positives



Ex. 17 Ex. 16

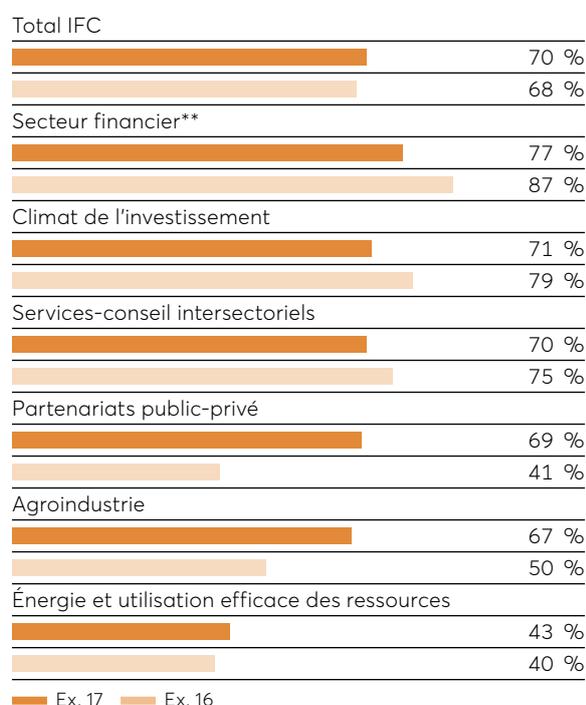
Notes du DOTS pour les services-conseil par catégorie de résultat, comparaison Ex. 16/Ex. 17

Pourcentage de notes positives



Notes du DOTS pour les services-conseil par domaine d'activité, comparaison Ex. 16/Ex. 17*

Pourcentage de notes positives

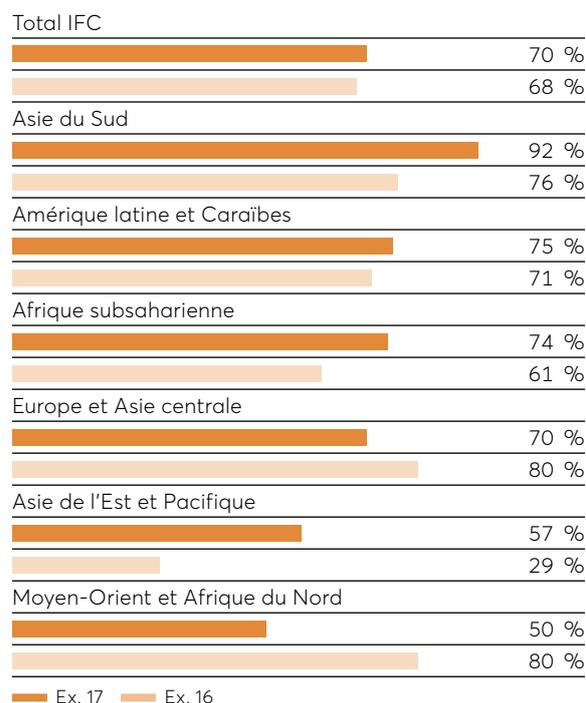


*Durant l'exercice 17, IFC a cessé d'établir ses notes sur l'efficacité dans le domaine du développement sur la base de l'année civile pour les établir sur la base de l'exercice. Les notes présentées à ce titre pour l'exercice 16 dans le rapport annuel de 2016 ne peuvent donc pas être comparées aux notes indiquées ici pour ce même exercice.

** La catégorie « Secteur financier » comprend aussi les projets entrepris par l'équipe intégrée du Pôle mondial d'expertise en Finance et marchés du Groupe de la Banque mondiale.

Notes du DOTS pour les services-conseil par région, comparaison Ex. 16/Ex. 17

Pourcentage de notes positives



Le personnel d'IFC

Le personnel d'IFC est diversifié et constitue l'atout le plus précieux de la Société. Représentant plus de 140 pays, il apporte des solutions innovantes et les meilleures pratiques mondiales à ses clients. Cinquante-six pour cent des agents d'IFC sont en poste dans 98 bureaux extérieurs, ce qui témoigne de l'engagement de la Société en faveur de la décentralisation.

Répartition géographique du personnel d'IFC

EFFECTIFS À TOUS LES GRADES

États-Unis	1 703 (44 %)
Autres pays	2 157 (56 %)
Personnel total d'IFC	3 860

Répartition par région d'origine

AGENTS NIVEAU CADRE ET HORS CADRE

STRUCTURE DE DIRECTION

Pays de la Première partie ¹	1 155 (44 %)	130 (61 %)
Pays de la Deuxième partie ²	1 477 (56 %)	82 (39 %)
Total	2 632	212

Répartition hommes-femmes

AGENTS NIVEAU CADRE ET HORS CADRE

STRUCTURE DE DIRECTION

Femmes	1 194 (45 %)	75 (35 %)
Hommes	1 438 (55 %)	137 (65 %)
Total	2 632	212

1. Agents qui, en vertu de leur nationalité prépondérante, sont ressortissants de pays qui se sont déclarés bailleurs de fonds de l'IDA à leur entrée dans le Groupe de la Banque mondiale.

2. Agents détenteurs de toute autre nationalité.

RÉMUNÉRATIONS

IFC applique le cadre de rémunération du Groupe de la Banque mondiale. Il est essentiel d'offrir des niveaux de rémunération compétitifs pour attirer et conserver un personnel diversifié et hautement qualifié. Le barème des rémunérations du personnel recruté à Washington est basé sur le marché de l'emploi aux États-Unis. Les traitements des membres du personnel recrutés en dehors des États-Unis sont fonction de niveaux jugés compétitifs sur les marchés locaux sur la base d'enquêtes indépendantes. Le Groupe de la Banque mondiale ayant le statut d'organisation multilatérale, la rémunération de son personnel est établie nette d'impôt.

PROGRAMMES DE RÉMUNÉRATION À ÉLÉMENTS VARIABLES

Les programmes de rémunération à éléments variables d'IFC ont plusieurs composantes, notamment les programmes de reconnaissance et les primes de résultat qui renforcent une culture axée sur une performance de haut niveau. Ces primes visent à encourager le travail d'équipe, à récompenser les meilleures performances et à promouvoir les priorités stratégiques d'IFC, par exemple les projets réalisés dans les États fragiles ou touchés par un conflit. Tous les agents des grades GA à GI bénéficient

de la rémunération à éléments variables. Elle ne s'applique pas au personnel de direction des grades GJ et GK.

RÉGIMES DE PRESTATIONS

IFC offre à son personnel un régime de prestations compétitif, comprenant un régime de retraite, une assurance maladie, une assurance vie, une assurance décès accidentel, une assurance accidents du travail et une assurance invalidité. Le coût de l'assurance médicale est réparti entre l'institution (75 %) et les assurés (25 %).

Le régime des pensions d'IFC, qui fait partie du plan du Groupe de la Banque mondiale, comprend deux volets : un plan de retraite à prestations définies qui est entièrement financé par IFC et qui est fonction du nombre d'années de service, du niveau de rémunération et de l'âge à la retraite ; et un régime d'épargne-retraite basé sur une cotisation obligatoire égale à 5 % de la rémunération et une contribution facultative pouvant aller jusqu'à 6 % de la rémunération, à laquelle IFC ajoute 10 % par an. IFC parraine également un plan d'épargne-retraite facultatif de type 401(k), système de retraite par capitalisation utilisé aux États-Unis, pour le personnel en poste à Washington et un plan d'épargne facultatif pour le personnel en poste dans les bureaux extérieurs.

Structure des traitements des agents (Washington)

Au 30 juin 2017, la structure des traitements et les montants moyens des traitements annuels (nets d'impôt) et des avantages des agents du Groupe de la Banque mondiale se présentaient comme suit :

GRADES	INTITULÉS DE POSTES REPRÉSENTATIFS	MINIMUM (USD)	RÉFÉRENCE DU MARCHÉ (USD)	MAXIMUM (USD)	EFFECTIFS À CE GRADE (%)	TRAITEMENT MOYEN/ GRADE (USD)	PRESTATIONS MOYENNES* (USD)
GA	Auxiliaire de bureau	26 300	37 600	48 900	0,03	38 000	21 078
GB	Assistant administratif, Technicien d'information	32 200	46 000	59 800	0,31	45 738	25 370
GC	Assistant de programme, Assistant d'information	39 300	56 100	72 900	8,03	58 206	32 286
GD	Assistant principal de programme, Spécialiste de l'information, Assistant du service du budget	46 500	66 400	86 300	7,06	71 825	39 840
GE	Analyste	63 000	90 000	117 000	12,19	82 566	45 798
GF	Cadre	83 200	118 900	154 600	23,19	108 117	59 971
GG	Cadre supérieur	110 700	158 200	205 700	30,59	149 923	83 160
GH	Directeur, Cadre de direction	151 200	216 000	280 800	15,89	212 482	117 860
GI	Directeur, Conseiller principal	229 900	287 400	344 900	2,17	281 686	156 246
GJ	Vice-président	276 900	325 800	374 700	0,42	349 688	193 965
GK	Directeur général, Vice-président exécutif	307 900	362 200	416 500	0,10	396 574	286 607

Note : Comme les agents du Groupe de la Banque mondiale non américains sont habituellement exemptés de l'impôt sur le revenu sur les rémunérations qui leur sont versées par l'institution celles-ci s'entendent nettes d'impôt. Ces rémunérations équivalent généralement aux salaires nets après impôts des employés des organisations et des entreprises de référence d'après lesquels la grille des salaires de l'institution est établie. Seul un très petit nombre d'agents parvient au tiers supérieur de la fourchette de salaires d'un grade donné.

a. Y compris l'assurance-maladie, l'assurance-vie et l'assurance-invalidité, les droits acquis au titre de la prestation de cessation de service et d'autres avantages non salariaux. Les allocations fiscales ne sont pas incluses.

La gouvernance d'IFC

LA PLACE D'IFC DANS LE GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

Le Groupe de la Banque mondiale représente une source vitale d'assistance financière et technique pour les pays en développement. Il a pour mission de lutter contre la pauvreté avec passion et professionnalisme, pour obtenir des résultats durables.

IFC est l'un des cinq membres du Groupe de la Banque mondiale, tout en demeurant une entité juridique distincte ayant des statuts, un capital social, une structure financière, une direction et un personnel distincts. Seuls les pays membres de la Banque mondiale peuvent adhérer à IFC. Au 30 juin 2017, le capital libéré d'IFC, d'un montant d'environ 2,56 milliards de dollars, était détenu par 184 pays membres. Ces pays décident de l'orientation générale des programmes et des activités de la Société.

IFC collabore avec le secteur privé pour créer des opportunités là où elles font le plus défaut. Depuis sa création en 1956, elle a engagé pour son propre compte plus de 215 milliards de dollars au titre d'investissements dans le secteur privé des pays en développement et elle a mobilisé près de 50 milliards de dollars de plus auprès de tiers.

En vue de mettre fin à l'extrême pauvreté et de promouvoir une prospérité partagée, IFC collabore étroitement avec d'autres membres du Groupe de la Banque.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION D'IFC

Chacun des pays membres d'IFC nomme un Gouverneur et un suppléant. Le Conseil des Gouverneurs est investi des pouvoirs de la Société dont il délègue la majeure partie à un Conseil de 25 Administrateurs. Le nombre de voix dont ces derniers disposent pour décider des questions qui leur sont soumises est fonction de la part du capital de la Société émanant des pays représentés par chaque Administrateur.

Les Administrateurs se réunissent régulièrement au siège du Groupe de la Banque mondiale à Washington pour examiner les projets d'investissement, prendre les décisions nécessaires en la matière et donner des orientations stratégiques à la direction de la Société. Le Président du Groupe de la Banque mondiale est également le Président d'IFC.



Debout, de gauche à droite : Andrei Lushin, Fédération de Russie ; Hervé de Villeroché, France ; Omar Bougara, Algérie ; Frank Heemskerck, Pays-Bas ; Subhash Chandra Garg, Inde ; Daniel Pierini, Argentine (suppléant) ; Otaviano Canuto, Brésil ; Jean-Claude Tchatchouang, Cameroun (suppléant) ; Andin Hadiyanto, Indonésie ; Werner Gruber, Suisse ; Fernando Jimenez Latorre, Espagne ; Juergen Zattler, Allemagne ; David Kinder, Royaume-Uni (suppléant) ; Christine Hogan, Canada ; Patrizio Pagano, Italie.

Assis, de gauche à droite : Bongi Kunene, Afrique du Sud ; Jason Allford, Australie ; Andrew N. Bvumbe, Zimbabwe ; Khalid Alkhudairy, Arabie saoudite ; Merza Hasan, Koweït (doyen) ; Susan Ulbaek, Danemark ; Kazuhiko Koguchi, Japon ; Yingming Yang, Chine ; Karen Mathiasen, États-Unis ; Franciscus Godts, Belgique.

RÉMUNÉRATION DU PERSONNEL DE DIRECTION

Le traitement du Président du Groupe de la Banque mondiale est déterminé par les Administrateurs. Le niveau de rémunération du Directeur général d'IFC correspond au point médian entre le niveau de rémunération le plus élevé du barème applicable au personnel de l'institution, tel qu'il est établi chaque année sur la base d'enquêtes indépendantes sur les rémunérations aux États-Unis, et le niveau de rémunération du Président du Groupe de la Banque mondiale. Les rémunérations des membres du personnel de direction sont communiquées au public.

La rémunération annuelle du Directeur général d'IFC, Philippe Le Houérou, s'élève à 411 000 dollars, nette d'impôt.

LES PAYS MEMBRES D'IFC, SES ACTIONNAIRES, LUI FOURNISSENT UN IMPORTANT APPUI

TOTAL	100 %
États-Unis	22,19
Japon	6,33
Allemagne	5,02
France	4,72
Royaume-Uni	4,72
Inde	4,01
Fédération de Russie	4,01
Canada	3,17
Italie	3,17
Chine	2,41
174 AUTRES PAYS	40,25



L'obligation de rendre compte

LE GROUPE INDÉPENDANT D'ÉVALUATION

Le Groupe indépendant d'évaluation (IEG) est une unité indépendante qui rend compte directement au Conseil d'administration d'IFC. Il a pour mission de renforcer l'efficacité au plan du développement des institutions du Groupe de la Banque mondiale grâce à des évaluations orientant leurs stratégies et activités futures.

L'IEG évalue les résultats des opérations d'IFC et formule des recommandations en vue de leur amélioration. Ses recommandations contribuent aussi à l'apprentissage interne et à l'amélioration du fonctionnement de la Société en influençant la formulation de nouvelles orientations, politiques et procédures ainsi que de stratégies nationales et sectorielles pour ses activités.

Dans sa dernière évaluation annuelle des résultats et de la performance du Groupe de la Banque mondiale, l'IEG examine l'évolution des réalisations d'IFC en matière de développement au niveau institutionnel et à l'échelle régionale et sectorielle. Les conclusions de l'évaluation et d'autres rapports importants sont disponibles sur le site web de l'IEG à l'adresse <http://ieg.worldbankgroup.org>.

LE BUREAU DU CONSEILLER/OMBUDSMAN

Les populations concernées ont libre accès au Bureau du conseiller/ombudsman pour l'application des directives (CAO), le mécanisme indépendant grâce auquel IFC rend compte de ses actions. Le CAO a pour mission de traiter les plaintes des personnes touchées par des activités économiques bénéficiant de l'appui d'IFC, de manière équitable, objective et constructive — dans le but d'améliorer les résultats environnementaux et sociaux des projets et d'accroître la responsabilité publique de la Société.

Le CAO est indépendant de la direction d'IFC et de la MIGA et rend compte directement au Président du Groupe de la Banque mondiale. Il s'emploie à remédier aux plaintes en poursuivant une démarche souple de résolution des problèmes par le biais de son service chargé du règlement des différends. Il supervise les examens de la performance environnementale et sociale d'IFC par l'intermédiaire de son service chargé des questions de conformité. Le service consultatif du CAO dispense des avis indépendants concernant les préoccupations environnementales et sociales au sens large dans le but d'apporter des améliorations systémiques aux performances d'IFC.

Durant l'exercice 17, le CAO a traité 51 dossiers portant sur des projets d'IFC dans 28 pays. Pour plus d'informations sur les relations entre IFC et les activités du CAO, consulter le site www.cao-ombudsman.org.

Partenariats

IFC développe des partenariats novateurs et multiformes qui lui permettent de renforcer son action dans ses domaines prioritaires et de se concentrer sur les marchés où les besoins de développement sont les plus grands. Ses partenaires fournissent un soutien essentiel, en apportant des contributions financières et des cofinancements et en collaborant à la création de solutions. La Société et ses partenaires partagent leurs connaissances et leurs expériences mondiales en réunissant les acteurs du développement et le secteur privé.

COLLABORATION AVEC LES PARTENAIRES DE DÉVELOPPEMENT

IFC collabore avec plus de 30 gouvernements, 20 fondations et entreprises et divers partenaires multilatéraux et institutionnels. Durant l'exercice 17, les partenaires de développement de la Société ont engagé plus de 268 millions de dollars pour soutenir ses activités, montrant ainsi qu'ils sont profondément convaincus de l'importance du rôle du secteur privé dans le développement.

La Société et la Banque mondiale ont tenu des consultations conjointes avec divers partenaires pour approfondir leur coopération. La principale manifestation a été le Forum sur le financement du développement, qui s'est tenu cette année à Accra, ainsi que les réunions préparatoires de Freetown et Abidjan. Ces manifestations ont mis en évidence le leadership intellectuel d'IFC concernant la mobilisation des investissements du secteur privé à l'appui d'un développement soutenu.

La Société travaille en collaboration étroite avec ses partenaires pour stimuler l'investissement dans les marchés les plus difficiles. Durant l'exercice 17, elle a été le fer de lance de plusieurs manifestations importantes, dont la conférence *Transforming Investment Risk* (Transformer les risques d'investissement), un rassemblement sans précédent organisé conjointement par le Groupe de la Banque mondiale et le ministère britannique du Développement international. Cette conférence, qui a réuni des chefs d'entreprise et des spécialistes du développement britanniques, était axée sur l'ouverture de perspectives d'investissement sur les marchés à fort potentiel, en particulier en Afrique.

Grâce à des fonds fiduciaires, la Société et ses partenaires ont continué d'apporter des financements et de partager des connaissances pour favoriser le développement du secteur privé. Durant l'exercice 17, les initiatives suivantes ont illustré les efforts déployés de concert par IFC et ses partenaires pour collaborer de manière novatrice :

Australie

L'Australie a engagé 63 millions de dollars, un record historique, au titre des programmes de services-conseil d'IFC en Asie. Ce pays, qui soutient de longue date les activités d'IFC dans le Pacifique, joue un rôle de plus en plus important dans l'Asie du Sud dans le cadre de son soutien au portefeuille d'investissements dans le développement durable, dont l'objet est de se pencher sur les questions liées à la sécurité hydrique, alimentaire et énergétique. Concernant le genre, l'Australie a apporté une contribution de 11 millions de dollars à un programme exécuté au Sri Lanka pour accroître la part et la rétention des femmes dans les effectifs des entreprises participantes.

Fondation BHP Billiton

IFC et la Banque mondiale ont signé leur premier accord avec la Fondation BHP Billiton, qui a engagé près de 2,6 millions de dollars pour améliorer la divulgation d'informations et les résultats en matière de développement dans les industries extractives. Le Groupe de la Banque mondiale a défini la gouvernance dans ce secteur comme une question de développement essentielle. Ce nouveau partenariat s'emploiera à améliorer la transparence, l'analyse et la concertation dans l'intérêt des populations.

Danemark

Le Danemark a annoncé son plus important engagement à ce jour : neuf millions de dollars destinés à un partenariat mondial visant à développer de nouvelles solutions technologiques et des modèles économiques susceptibles de changer la donne dans la lutte contre le changement climatique. Grâce à ce partenariat, IFC vise à appuyer des projets novateurs, axés sur l'énergie, la production manufacturière, l'agriculture et les petites et moyennes entreprises. Au moins la moitié des projets bénéficiant de ce partenariat seront exécutés dans des pays IDA et des régions fragiles et touchées par un conflit.

Japon

Le Japon a engagé 15 millions de dollars au titre du nouveau partenariat pour des infrastructures de qualité, une initiative mondiale qui apportera un soutien essentiel aux travaux d'infrastructure, y compris aux transactions des partenariats public-privé. Avec le soutien du Japon, IFC promouvra des objectifs précis dans le domaine des infrastructures, notamment l'amélioration de l'efficacité économique, la réduction des coûts du cycle de vie, le renforcement de la sécurité et de la résilience, la prise en compte des impacts sociaux et environnementaux, le développement économique local et le transfert des connaissances.

Suisse

La Suisse a engagé 45 millions de dollars au titre du programme plurinational sur le climat d'investissement, afin d'améliorer les échanges et la compétitivité et de promouvoir les réformes relatives au climat de l'investissement dans 20 pays prioritaires au cours des huit prochaines années. La Confédération helvétique a également engagé 11 millions de dollars supplémentaires au titre du programme EDGE pour la transformation du marché de la construction écologique, axé sur des projets dans la région Amérique latine et Caraïbes, en Afrique subsaharienne et dans la région Asie de l'Est et Pacifique.

Engagements des partenaires de développement

ENGAGEMENTS FINANCIERS AU TITRE DES SERVICES-CONSEIL D'IFC (ÉQUIVALENT EN MILLIONS D'USD)

État récapitulatif	EX. 16	EX. 17
États	201,69	256,76
Partenaires institutionnels/multilatéraux	12,25	8,32
Sociétés, fondations et ONG	5,19	3,07
Total	219,13	268,15
États	EX. 16	EX. 17
Allemagne	0,22	2,62
Australie	7,74	62,92
Autriche	11,06	6,47
Canada	36,99	0,00
Danemark	2,86	9,17
États-Unis	6,69	18,08
France	0,00	2,12
Irlande	1,01	0,96
Israël	1,00	0,00
Italie	15,00	5,09
Japon	4,78	21,17
Luxembourg	3,90	3,98
Nouvelle-Zélande	3,56	4,82
Norvège	5,68	0,94
Pays-Bas	11,00	11,00
République slovaque	1,09	0,00
Royaume-Uni	38,17	38,74
Suède	5,66	0,00
Suisse	45,28	68,68
Total	201,69	256,76
Partenaires institutionnels/multilatéraux	EX. 16	EX. 17
Commission européenne	10,61	3,08
Fonds d'investissement climatiques	1,39	4,70
Fonds pour la transition dans la région MENA	0,00	0,54
SG Hambros Trust Co Ltd (pour et au nom de PIDG Trust)	0,25	0,00
Total	12,25	8,32
Sociétés, fondations et ONG	EX. 16	EX. 17
Fondation Bill et Melinda Gates	2,30	0,00
Fondation BHP Billiton	0,00	2,57
Dow Chemical Company*	0,50	0,00
Grundfos Holding A/S*	1,00	0,00
Marie Stopes International	0,89	0,00
Fondation William et Flora Hewlett	0,50	0,50
Total	5,19	3,07

*Contributeur du 2030 Water Resource Group.

Gestion du portefeuille

La gestion du portefeuille d'IFC vise essentiellement à bâtir et gérer un portefeuille offrant un bon rendement financier ainsi que de solides résultats au plan du développement. À cette fin, la Société assure une forte présence sur le terrain, grâce à son réseau de bureaux dans 101 villes, qui lui permet de rester proche de ses clients et de ses marchés, tout en anticipant et en suivant les tendances. Cette approche lui permet de rester en contact avec ses clients et de gérer ses actifs de manière anticipée.

Deux fois par an, la direction d'IFC examine l'ensemble du portefeuille de 55 milliards de dollars pour le compte propre de la Société, en analysant les tendances générales ainsi que des actifs spécifiques, et communique au Conseil d'administration une analyse approfondie des résultats du portefeuille tous les six mois. Les équipes chargées des investissements, basées pour la plupart dans les bureaux extérieurs, complètent ces examens généraux par des évaluations trimestrielles de chaque élément d'actif, aussi bien pour les titres de créances que pour les prises de participation.

Au niveau institutionnel, IFC combine l'analyse de la performance de son portefeuille aux informations sur les marchés locaux et aux projections tant sur les tendances macroéconomiques que sur l'évolution du marché à l'échelle mondiale pour éclairer les prises de décisions concernant les futurs investissements. En outre, la Société procède régulièrement à des tests de vulnérabilité pour évaluer la performance du portefeuille par rapport à l'évolution possible de la conjoncture macroéconomique et aussi pour cerner et atténuer les risques. Durant l'exercice 17, au vu de la forte volatilité des marchés émergents, la direction générale d'IFC a réalisé des examens approfondis de chacune de ses branches d'activité et de ses régions.

Au niveau des projets, les équipes multidisciplinaires d'IFC — notamment ses spécialistes de l'investissement et des secteurs, dotés de solides compétences spécialisées — suivent de près la performance des investissements et le respect des accords d'investissement. À cette fin, IFC réalise des visites sur place pour évaluer la mise en œuvre des projets et entretient des rapports étroits avec les promoteurs pour identifier d'éventuels problèmes le plus tôt possible et formuler des solutions adaptées. La Société procède également, en temps utile, à un suivi systématique de la performance environnementale et sociale et mesure les résultats financiers ainsi que les résultats obtenus sur le front du développement.

Son portefeuille de participations en capital a fortement augmenté ces dernières années. Pour rééquilibrer la répartition de ses actifs, elle met en œuvre une nouvelle approche préconisant une croissance plus modérée et une sélectivité accrue en matière de prises de participation. Ce rééquilibrage découle d'une analyse tenant compte de la situation du marché, des possibilités existantes, des rendements attendus et des risques ; il sera rajusté périodiquement selon les besoins. Cette nouvelle approche tient compte du besoin accru de ressources dans le domaine des prises de participation par rapport au secteur des créances : des équipes spécialisées seront créées pour y répondre.

Dans le cas des projets qui connaissent des difficultés financières, le Département des opérations spéciales détermine les mesures qu'il convient de prendre pour remédier à la situation. Il s'efforce de veiller à la poursuite de ces projets pour qu'ils produisent l'impact de développement visé lors de leur lancement. Par ailleurs, il négocie des accords avec les créanciers et actionnaires pour répartir la charge des restructurations.

Les investisseurs et autres partenaires participant aux opérations d'IFC sont tenus régulièrement informés de l'évolution des projets. IFC les consulte ou demande leur consentement, le cas échéant.

La gestion active du portefeuille répond au besoin de disposer d'informations à jour et fiables pour prendre des décisions. La Société continue d'investir dans les systèmes de technologies de l'information pour faciliter davantage la gestion de son portefeuille.

La gestion des risques

GESTION DES RISQUES AU SEIN DES ENTREPRISES

IFC fournit des investissements à long terme au secteur privé des économies émergentes, pour repousser la frontière des investissements jusqu'à l'intérieur des marchés les plus difficiles. Ce faisant, la Société est exposée à divers risques financiers et non financiers, dont la bonne gestion est essentielle à la réalisation de sa mission.

Son cadre de gestion des risques d'entreprise a été conçu pour permettre une gestion prudente de l'impact de ses activités sur sa réputation et sur le plan financier. De ce point de vue, les efforts d'IFC en matière de gestion des risques visent expressément à aligner ses résultats sur son orientation stratégique.

En matière de tolérance au risque, IFC a formulé des déclarations d'orientation quant à sa disposition à prendre des risques pour atteindre ses objectifs de développement. Ces déclarations reflètent les valeurs fondamentales de la Société, à savoir maximiser son impact sur le développement, préserver sa viabilité financière et protéger son image.

Durant l'exercice 17, IFC a poursuivi la transition vers la Plateforme de gestion des risques d'investissement, son nouveau système de notation du risque de crédit et nouveau cadre de capital économique. Les nouveaux systèmes visent à mieux aligner les pratiques d'IFC sur les normes internationalement reconnues, lorsqu'elles sont pertinentes au regard du portefeuille de l'institution. Le nouveau système de notation des risques permet de comparer plus facilement les notations externes et les notations propres à IFC. Des notations plus fines permettent à la Société de mieux différencier et comprendre la solvabilité de ses clients, donc de se concentrer sur la qualité de la signature de ceux d'entre eux qui doivent faire l'objet d'un examen plus poussé. L'amélioration du pouvoir de prédiction de la probabilité de défaut et de perte en cas de défaut aide à prendre des décisions plus éclairées en matière d'investissement.

SERVICES DE TRÉSORERIE

IFC mobilise des fonds sur les marchés financiers internationaux pour accorder des prêts au secteur privé et veiller à disposer de liquidités suffisantes pour conserver sa note AAA.

Les émissions comprennent des obligations de référence dans de grandes monnaies telles que le dollar des États-Unis, des émissions thématiques à l'appui de priorités stratégiques telles que le changement climatique, et des émissions dans des monnaies de pays émergents pour promouvoir le développement des marchés financiers. La majeure partie des prêts consentis par IFC sont libellés en dollars, mais la Société emprunte dans de nombreuses monnaies de manière à diversifier l'accès aux capitaux, réduire le coût des emprunts et soutenir les marchés financiers locaux.

Au fil des ans, le programme de financement d'IFC a progressé au même rythme que le volume des prêts accordés : au cours de l'exercice 17, les nouveaux emprunts ont atteint l'équivalent de 16,2 milliards de dollars.

Emprunts sur les marchés internationaux pour l'exercice 17

DEVISE		MONTANT (ÉQUIVALENT EN USD)	POURCENTAGE
Dollar des États-Unis	USD	10 736 886 766,00	66,4 %
Dollar australien	AUD	1 338 424 500,00	8,3 %
Yen japonais	JPY	787 304 000,00	4,9 %
Rouble russe	RUB	647 034 012,90	4,0 %
Réal brésilien	BRL	640 375 075,70	4,0 %
Livre turque	TRY	499 593 694,20	3,1 %
Roupie indienne	INR	477 162 653,40	3,0 %
Divers		1 047 283 816,22	6,5 %
Total		16 174 064 518,42	100,0 %

GESTION DES LIQUIDITÉS

Le montant total des actifs liquides inscrits au bilan d'IFC était de 39,2 milliards de dollars au 30 juin 2017, contre 41,4 milliards de dollars l'exercice précédent. La plupart de ces actifs sont libellés en dollars des États-Unis. Pour pallier les risques de change, les actifs libellés dans une devise autre que le dollar des États-Unis font l'objet d'une couverture en dollars ou sont compensés par des passifs libellés dans la même devise. Le montant total des actifs liquides qui doit être détenu est déterminé dans le but d'assurer un niveau de ressources suffisant pour que la Société puisse faire face à ses engagements même en cas de tensions sur les marchés. IFC garde des actifs liquides dans des instruments portant intérêt activement gérés par rapport à des critères prédéfinis.

Durant l'exercice 17, la Société a apporté d'importantes améliorations à ses politiques internes de financement et de liquidité en ajoutant des ratios de liquidité à court terme en période de stress, une norme en matière de liquidités « essentielles » et des ajustements concernant les actifs grevés. Les ratios de liquidité à court terme en période de stress ont pour objet de permettre à IFC de s'assurer qu'elle dispose de suffisamment d'actifs liquides dans un contexte de tension généralisée sur les marchés et dans le cadre des opérations pour couvrir, pendant une période pouvant aller jusqu'à un an, les besoins de trésorerie existants et de nouvelles exigences de croissance. La Société a amélioré son cadre de gestion des liquidités pour fournir de nouveaux indicateurs quantitatifs sur les financements couplés.

GESTION DES RISQUES DE TRÉSORERIE

Les risques de trésorerie sont gérés grâce à un double dispositif : 1) un cadre directeur global et 2) une stricte norme de capital économique pour les activités de trésorerie. Le cadre directeur repose sur les quatre principes suivants :

- 1) Investissement dans des actifs de haute qualité
- 2) Diversification par le biais de limites de position/concentration
- 3) Strictes limites sur les risques de marché (écart de rémunération, taux d'intérêt et risque de change)
- 4) Surveillance active du portefeuille

Au cours de l'exercice 17, IFC a amélioré son cadre directeur en matière de trésorerie parallèlement à l'évolution des marchés financiers internationaux en prenant notamment les mesures suivantes : l'élaboration d'un cadre élargi de tests de tension et de planification des interventions d'urgence ; l'amélioration de sa démarche concernant le suivi des risques de défaillance et des produits structurés ; l'échange bilatéral de garanties avec les fournisseurs d'instruments de crédit dérivés ; et l'amélioration du cadre de validation du modèle de la Société.

ADÉQUATION DU CAPITAL ET CAPACITÉ FINANCIÈRE

Une bonne gestion du risque est essentielle à la réalisation de la mission d'IFC en matière de développement. Les activités de la Société, investisseur à long terme dans des marchés émergents dynamiques, mais volatiles, l'exposent par leur nature même à des risques financiers et opérationnels.

Une gestion prudente du risque et un capital solide permettent à IFC de préserver son assise financière et de poursuivre ses opérations de prêt en périodes de tourmente économique et financière. Sa solidité financière lui permet de bénéficier de coûts d'emprunt faibles et d'offrir ainsi à ses clients des financements à un coût abordable.

La note AAA attribuée à IFC depuis que sa cote de crédit est évaluée (1989) illustre la solidité et la qualité de la gestion du risque et de la situation financière de l'institution.

IFC détermine son niveau minimum d'adéquation du capital en fonction de son dispositif de capital économique qui est en phase avec le cadre de Bâle et avec les pratiques dominantes du secteur. Le capital économique d'IFC tient lieu de garantie contre le risque et permet à la Société de modéliser et d'agréger les risques de pertes posés par divers produits d'investissement ainsi que d'autres risques.

Conformément aux pratiques du secteur et à la réglementation, IFC calcule le capital économique pour les types de risques suivants :

- *Risque de crédit* : perte potentielle due au défaut d'un client ou à la révision à la baisse de sa note de crédit
- *Risque de marché* : perte potentielle due à l'évolution des variables du marché (taux d'intérêt, monnaies, cours des actions et des produits de base, etc.)
- *Risque opérationnel* : perte potentielle due à des processus, individus ou systèmes internes inadéquats ou défaillants, ou à des événements externes ; les risques opérationnels sont inhérents à toutes les activités d'IFC, y compris les services-conseil et IFC Asset Management Company.

Le capital libéré, les bénéfices mis en réserve, nets du montant des affectations et de certaines plus-values latentes, et les réserves générales pour pertes sur prêts constituent la capacité financière d'IFC. L'excédent de capital disponible au-delà de ce qui lui est nécessaire pour poursuivre ses activités en cours permet à la Société d'assurer la croissance future de son portefeuille tout en maintenant les réserves nécessaires pour amortir les chocs exogènes inattendus. En juin 2017, le montant total des ressources disponibles d'IFC était de 23,6 milliards de dollars, tandis que le niveau minimum d'adéquation du capital s'établissait à 19,4 milliards de dollars.

Le cadre de viabilité d'IFC

La viabilité est essentielle à la réussite des entreprises. Elle revêt également une importance critique pour leurs clients, les populations locales et les parties concernées au sens large.

Les études d'IFC montrent que les entreprises ont de meilleurs résultats financiers, en matière de rendement des capitaux propres et de l'actif, lorsque leur performance environnementale et sociale est élevée. Près de 90 % des clients de la Société estiment qu'elle les aide grandement à atteindre leurs objectifs économiques à long terme, à améliorer leurs relations avec les parties concernées et les populations locales, et à renforcer leur image de marque et leur notoriété. Le cadre de viabilité et la méthodologie de gouvernement d'entreprise d'IFC visent à aider ses clients à atteindre ces objectifs.

La Société les aide à comprendre et à gérer les risques auxquels ils sont exposés et s'associe à des acteurs du secteur et d'autres parties prenantes pour trouver des solutions novatrices à même de créer des possibilités d'investissement privé viables au plan économique, social et environnemental et propices à la création d'emplois et à la croissance solidaire. IFC peut par exemple s'appuyer sur les capacités d'autres institutions du Groupe de la Banque mondiale pour s'attaquer aux défis liés à l'environnement, aux questions sociales et à la gouvernance qu'une entreprise ne peut ou n'est pas censée relever seule.

Dans toutes les décisions qu'elle prend en matière d'investissement, IFC accorde le même poids et la même attention aux risques environnementaux et sociaux ou touchant à la gouvernance qu'aux risques de crédit et aux risques financiers. Cette démarche lui permet de prendre des risques en connaissance de cause de manière à avoir un impact sur le développement tout en préservant sa viabilité financière.

LES NORMES DE PERFORMANCE D'IFC

Le cadre de viabilité est essentiellement constitué des normes de performance d'IFC qui visent à aider les clients à éviter, atténuer et gérer les risques de manière à exercer leurs activités de façon durable. Elles leur permettent aussi de trouver des solutions qui soient bonnes à la fois pour les affaires, pour les investisseurs, pour l'environnement et pour les populations locales.

Les normes de performance d'IFC sont aujourd'hui une référence mondiale en matière de pratiques durables. Les Principes d'Équateur, inspirés de ces normes, ont été adoptés par 91 institutions financières dans 37 pays. D'autres institutions financières se sont également inspirées des normes de performance de la Société, notamment des banques d'import-export et des organismes de crédit à l'exportation. IFC fait aussi office de secrétariat pour le *Sustainable Banking Network*, groupe mondial d'échange d'informations constitué d'organismes de réglementation bancaire et d'associations bancaires, dans le but de faciliter la formulation d'orientations et la création de capacités destinées à aider les banques à intégrer la gestion des risques environnementaux et sociaux lorsqu'elles décident d'accorder ou non des crédits.

Les normes de performance orientent le processus de diligence raisonnable au plan environnemental et social, qui intègre l'évaluation des risques environnementaux et sociaux réalisée par le client ainsi que sa volonté et sa capacité à atténuer et gérer ces risques. Cet examen a pour objet de mettre en évidence d'éventuels écarts entre les pratiques des clients et les normes de performance d'IFC et de permettre aux deux parties de convenir d'un plan d'action pour faire respecter ces normes. La Société supervise ses projets tout au long de leur exécution.

GOVERNANCE INTÉGRÉE

Le gouvernement d'entreprise joue un rôle essentiel dans les prises de décision des investisseurs. Ceux-ci, toutefois, accordent de plus en plus souvent autant d'attention au comportement des entreprises par rapport aux indicateurs environnementaux et sociaux. Pour eux, la façon dont ces sociétés gèrent les questions environnementales et sociales est une indication de la manière dont elles traitent tous les problèmes stratégiques et opérationnels.

Les normes de performance d'IFC

1

GESTION DES RISQUES

Anticiper les risques, éviter, limiter et compenser leurs effets.



2

MAIN-D'ŒUVRE

Traiter les employés équitablement et leur garantir de conditions de travail sûres et saines.



3

UTILISATION EFFICIENTE DES RESSOURCES

Promouvoir le rendement énergétique, veiller à l'utilisation durable des ressources et réduire les émissions de gaz à effet de serre.



4

POPULATIONS

Protéger les populations locales contre les accidents sur le lieu de travail et d'autres dangers liés au projet.



Il est donc impératif d'évaluer de façon intégrée les pratiques au plan environnemental et social comme en matière de gouvernance.

Durant l'exercice 17, IFC a élaboré à cette fin des orientations détaillées sur les marchés ainsi que des outils pratiques dans le contexte des marchés émergents, en mettant à profit son expérience dans l'application de ses normes de performance et de sa méthodologie de gouvernement d'entreprise.

Un de ces outils, la Matrice de progression en matière d'environnement, de questions sociales et de gouvernance (*ESG Progression Matrix*), aide les entreprises, les investisseurs, les organismes de réglementation, les évaluateurs du gouvernement d'entreprise et d'autres parties prenantes à évaluer et améliorer le cadre mis en place par une entreprise pour gérer ces questions. Cet outil souligne qu'il est important de faire en sorte que les pratiques de gouvernement d'entreprise progressent de manière continue plutôt que de respecter des normes minimales statiques.

Cette matrice évalue les progrès en fonction de six paramètres de gouvernement d'entreprise : les politiques et pratiques environnementales et sociales ; la structure et le fonctionnement du conseil d'administration ; le cadre de contrôle ; la divulgation de l'information et la transparence ; le traitement des actionnaires minoritaires ; et la participation des parties prenantes (qui comprend la société civile et les populations touchées par les activités d'une entreprise).

Un autre outil, le guide d'IFC sur la transparence et la divulgation d'informations (*Transparency and Disclosure Toolkit and Guidance*), aide les entreprises des marchés émergents à préparer des rapports annuels exhaustifs et de qualité, adaptés à leur taille, à leur complexité organisationnelle et au contexte de leurs activités. L'objectif est de fournir des informations utiles aux investisseurs et aux autres parties concernées.

IFC applique cette approche intégrée au-delà des sociétés dans lesquelles elle investit, notamment dans ses travaux consultatifs avec les organismes de réglementation et les bourses des valeurs pour les aider à appliquer des normes de communication d'informations plus exigeantes en matière de cotations, de rapports à fournir et d'autres obligations d'information.

ENGAGEMENT EN MATIÈRE D'EMPREINTE ÉCOLOGIQUE

L'engagement d'IFC en matière d'empreinte écologique consiste à faire de la promotion du développement durable une partie intégrante de ses activités internes.

5

RÉINSTALLATION

Éviter la réinstallation forcée et limiter l'impact sur les personnes déplacées.



6

BIODIVERSITÉ

Protéger la biodiversité et les écosystèmes.



7

POPULATIONS AUTOCHTONES

Protéger les droits, la dignité et la culture des populations autochtones.



8

PATRIMOINE CULTUREL

Protéger le patrimoine culturel et promouvoir le partage équitable des avantages qui en découlent.



La Société continue d'améliorer le rendement énergétique de son siège, qui représente 43 % des émissions de carbone de ses installations (émissions liées à l'électricité, aux sources fixes de combustion, aux frigorigènes, à l'électricité utilisée pour le refroidissement de l'eau et à la vapeur achetée) et 12 % de son empreinte carbone totale. Les émissions dues à la consommation d'électricité du siège comptent en outre pour 51 % des émissions d'IFC liées à l'électricité.

Les projets ont notamment porté sur la hausse de la température de réglage de l'eau réfrigérée pendant la saison de chauffage, l'augmentation de la température de refroidissement du centre de données et le remplacement des ampoules fluorescentes compactes par des ampoules LED dans plusieurs parties du bâtiment. Au total, ces efforts devraient économiser environ 545 000 kilowattheures d'énergie et plus de 64 000 dollars par an. Ils ont également contribué à la baisse continue de la consommation d'électricité du siège, qui a diminué de 18 % entre les exercices 08 et 16.

Les opérations d'IFC dans le monde continuent d'afficher un bilan carbone neutre. Durant l'exercice 16 (dernier exercice pour lequel des données sont disponibles), les émissions de carbone de ces opérations se sont chiffrées à environ 48 279 tonnes d'équivalent CO₂. IFC a acheté des crédits d'émission de carbone à partir d'un portefeuille constitué de six projets : énergie éolienne et petit projet hydroélectrique en Inde, fourneaux propres en Ouganda, biodigesteurs domestiques au Cambodge, et fourneaux propres et traitement de l'eau au Rwanda. La Société a choisi des projets présentant des avantages tangibles au plan du développement pour les populations concernées.

Inventaire des émissions de carbone pour l'exercice 16 — opérations d'IFC dans le monde

TONNES D'ÉQUIVALENT CO₂

Déplacements professionnels	34 555
Électricité, siège d'IFC	5 545
Électricité, bureaux extérieurs	4 972
Divers	3 207

ÉMISSIONS TOTALES 48 279

Rapport indépendant d'assurance portant sur différentes informations relatives au développement durable

À la demande d'IFC, nous avons procédé à l'examen de différentes informations relatives au développement durable présentées dans le Rapport annuel pour l'exercice clos le 30 juin 2017, notamment des indicateurs quantitatifs (les « Indicateurs ») et des déclarations qualitatives (les « Déclarations »). Nous avons sélectionné les déclarations dont on estime qu'elles présentent un intérêt particulier pour les parties prenantes ou peuvent poser un risque de réputation pour IFC, ainsi que les déclarations sur la gestion et la performance de la responsabilité institutionnelle. Les Indicateurs et les Déclarations concernent les domaines essentiels figurant ci-dessous :

DOMAINES ESSENTIELS	DÉCLARATIONS	INDICATEURS																											
Politique d'IFC	« Le personnel d'IFC » (p. 84)																												
Efficacité des investissements et des services-conseil au plan du développement	« Comprendre l'impact d'IFC sur le développement » (p. 77)	Investissements ayant reçu une note positive (notation du DOTS) : 55 % (p. 82) ; note globale du DOTS pour les services d'investissement par branche d'activité (p. 82), par région (p. 82) et par catégorie de résultat (p. 82) ; et notes du DOTS pondérées et non pondérées pour les services d'investissement (p. 59). Projets de services-conseil ayant reçu une note positive : 70 % (p. 83) ; et notes du DOTS pour les services-conseil par catégorie de résultat (p. 83), par domaine d'activité (p. 83) et par région (p. 83)																											
Champ d'action	« Afrique subsaharienne : faire profiter du progrès la moitié des populations pauvres du monde » (p. 50-51) « Genre : développer le potentiel économique des femmes » (p. 44-45)	Emplois (millions) : 2,4 (p. 81) <hr/> Patients traités (millions) : 34,0 (p. 81) <hr/> Étudiants instruits (millions) : 4,9 (p. 81) <hr/> Agriculteurs bénéficiaires (millions) : 3,0 (p. 81) <hr/> Distribution de gaz (millions de personnes desservies) : 59,9 (p. 81) <hr/> Distribution d'eau (millions de personnes desservies) : 14,3 (p. 81) <hr/> Distribution d'électricité (millions de personnes desservies) : 24,8 (p. 81) <hr/> Production d'électricité (millions de personnes concernées) : 79,4 (p. 81) <hr/> Branchements téléphoniques (millions d'usagers) : 345,3 (p. 81) <hr/> Financement du commerce — nombre de transactions (millions) : 1,8 (p. 81) <hr/> Financement du commerce — montant (milliards d'USD) : 270,0 (p. 81)																											
		Nombre et montants des microcrédits et des prêts aux PME pour l'année civile 2016 (p. 81)																											
		<table border="1"> <thead> <tr> <th>Type de prêts</th> <th>Nombre de prêts (millions)</th> <th>Montant (milliards d'USD)</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Microcrédits</td> <td>53,7</td> <td>60,7</td> </tr> <tr> <td>Prêts de montant faible ou moyen</td> <td>8,3</td> <td>351,1</td> </tr> </tbody> </table>	Type de prêts	Nombre de prêts (millions)	Montant (milliards d'USD)	Microcrédits	53,7	60,7	Prêts de montant faible ou moyen	8,3	351,1																		
Type de prêts	Nombre de prêts (millions)	Montant (milliards d'USD)																											
Microcrédits	53,7	60,7																											
Prêts de montant faible ou moyen	8,3	351,1																											
Mécanisme de gestion des risques environnementaux et sociaux	« Les normes de performance d'IFC » (p. 94-95)	Engagements à long terme par catégorie environnementale et sociale, Ex. 17 (p. 58)																											
		<table border="1"> <thead> <tr> <th>Catégorie</th> <th>Engagements (en millions de dollars)</th> <th>Nombre de projets</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>A</td> <td>1 393</td> <td>22</td> </tr> <tr> <td>B</td> <td>3 792</td> <td>126</td> </tr> <tr> <td>C</td> <td>245</td> <td>40</td> </tr> <tr> <td>FI</td> <td>48</td> <td>5</td> </tr> <tr> <td>FI-1</td> <td>614</td> <td>7</td> </tr> <tr> <td>FI-2</td> <td>4 262</td> <td>100</td> </tr> <tr> <td>FI-3</td> <td>1 500</td> <td>42</td> </tr> <tr> <td>Total</td> <td>11 854</td> <td>342</td> </tr> </tbody> </table>	Catégorie	Engagements (en millions de dollars)	Nombre de projets	A	1 393	22	B	3 792	126	C	245	40	FI	48	5	FI-1	614	7	FI-2	4 262	100	FI-3	1 500	42	Total	11 854	342
Catégorie	Engagements (en millions de dollars)	Nombre de projets																											
A	1 393	22																											
B	3 792	126																											
C	245	40																											
FI	48	5																											
FI-1	614	7																											
FI-2	4 262	100																											
FI-3	1 500	42																											
Total	11 854	342																											

Activités commerciales durables	« Durabilité : dix années de leadership d'IFC » (p. 40–41) « Le cadre de viabilité d'IFC » (p. 94) « Engagement en matière d'empreinte écologique » (p. 95)	Engagements au titre d'investissements climatiques pour l'Ex. 17 (p. 67) : 4 776 millions de dollars Inventaire des émissions de carbone des opérations d'IFC dans le monde pour l'exercice 16 (p. 95) : 48 279 tonnes d'équivalent CO ₂
Influence sur le développement du secteur privé et création de possibilités pour lutter contre la pauvreté	« Afrique subsaharienne : faire profiter du progrès la moitié des populations pauvres du monde » (p. 50–51) « Asie du Sud : combler le fossé économique » (p. 52–53) « Moyen-Orient et Afrique du Nord : accélérer la croissance et la création d'emplois » (p. 54–55) « Accès aux financements : aider les entrepreneurs à restructurer les économies » (p. 32–33)	
Collaboration avec d'autres entités	« Mobilisation : construire des plateformes pour accélérer le développement » (p. 22–23) « Partenariats : collaboration avec les partenaires de développement » (p. 89)	

Notre examen visait à assurer dans une mesure limitée¹ que :

1. les Indicateurs ont été préparés conformément aux normes de déclaration de l'information applicables durant l'exercice 17 (les « Normes de déclaration »), qui recouvrent les instructions, procédures et directives établies par IFC pour chaque indicateur, et qui sont récapitulées dans le Rapport annuel, en ce qui concerne les indicateurs relatifs aux Engagements par catégorie environnementale et sociale (p. 58) et à l'efficacité des investissements et des services-conseil au plan du développement (Système de suivi : mesure de la performance et des résultats directs des opérations d'IFC, p. 79) et sur le site Internet d'IFC pour les autres ;
2. les Déclarations ont été présentées conformément à la « Politique d'information d'IFC », qu'il est possible de consulter sur le site Internet d'IFC² et aux principes de pertinence, d'exhaustivité, de fiabilité et aussi de neutralité et de clarté tels que définis par les normes internationales³.

IFC a la responsabilité de préparer les Indicateurs et Déclarations afin de fournir des informations sur les Normes de déclaration et d'établir le Rapport annuel.

Nous avons pour mission d'exprimer une opinion sur les Indicateurs et les Déclarations fondée sur notre examen. Celui-ci a été réalisé conformément à la norme ISAE 3000 (*International Standard on Assurance Engagements*) de l'IFAC⁴. Notre indépendance est définie par le code de déontologie professionnelle de l'IFAC.

NATURE ET PORTÉE DE NOTRE EXAMEN

En vue de présenter une opinion, nous avons procédé à l'examen ci-après :

- Nous avons évalué les Normes de déclaration, ainsi que les directives et principes applicables pour déterminer leur pertinence, leur exhaustivité, leur neutralité et leur fiabilité.
- Nous avons examiné le contenu du Rapport annuel pour identifier les principales déclarations concernant les domaines du développement durable énoncés plus haut.
- Au niveau de l'institution, nous avons eu des entretiens avec plus de 20 personnes responsables de la déclaration des informations pour évaluer la mesure dans laquelle les Normes de déclaration ont été appliquées ou pour établir le bien-fondé des Déclarations.
- Au niveau de l'institution, nous avons appliqué des procédures d'analyse et vérifié, par sondages, les calculs et le rapprochement des Indicateurs.
- Nous avons réuni les documents sur la base desquels les Indicateurs ou les Déclarations sont fondés, tels que les rapports préparés, notamment, pour les réunions des administrateurs ou d'autres réunions, les accords de prêts, les exposés et rapports internes et externes, ou les résultats d'enquêtes.
- Nous avons examiné la présentation des Déclarations et des Indicateurs dans le Rapport annuel ainsi que les notes correspondantes sur les méthodes suivies.

1. Un degré d'assurance plus poussé aurait exigé des travaux plus importants.

2. http://www.ifc.org/wps/wcm/connect/corp_ext_content/ifc_external_corporate_site/ifc+projects+database/projects/ifc+disclosure+policy

3. ISAE 3000 de l'IFAC, Global Reporting Initiative (GRI) ou AA1000 Accountability Standard.

4. ISAE 3000 : Assurance Engagement other than reviews of historical data, International Federation of Accountants, International Audit and Assurance Board, décembre 2003.

LIMITES DE NOTRE EXAMEN

Notre examen s'est limité aux Déclarations et aux Indicateurs identifiés dans le tableau précédent, à l'exclusion d'autres informations présentées dans le Rapport annuel.

Nos sondages ont donné uniquement lieu à l'examen de documents et à des entrevues au siège d'IFC à Washington. À l'intérieur du périmètre d'étude couvert par la présente déclaration, nous n'avons participé à aucune activité avec les parties prenantes extérieures ou avec les clients et nous n'avons réalisé qu'une quantité limitée de tests destinés à vérifier la validité des informations sur un échantillon de projets.

INFORMATIONS SUR LES NORMES DE DÉCLARATION ET LE PROCESSUS DE PRÉPARATION DES DÉCLARATIONS

En ce qui concerne les Normes de déclaration et les directives et principes de préparation des Déclarations, nous présentons les commentaires suivants :

Pertinence

IFC présente des informations sur la viabilité de son propre impact et sur l'impact, les réalisations et les risques environnementaux et sociaux des projets qu'elle finance directement ou par le biais d'intermédiaires financiers. Les résultats des services d'investissement et de conseil d'IFC au plan du développement sont évalués à l'aide du Système de suivi des réalisations au plan du développement (DOTS) de la Société et au moyen de la mise en œuvre de sa stratégie d'évaluation.

Le champ des indicateurs utilisés dans le cadre du DOTS pour évaluer les résultats obtenus au titre du développement du secteur privé devrait mieux refléter l'impact des projets sur les bénéficiaires ultimes durant la totalité du cycle du projet, car certains indicateurs du champ d'action utilisés par le DOTS pour évaluer la performance économique peuvent servir à suivre les résultats relatifs au développement du secteur privé. IFC élabore actuellement un nouveau Cadre de mesure et de suivi de l'impact anticipé (AIMM), qui sera intégré au cadre de mesure des résultats et au système de suivi existants. Ce nouveau cadre devrait permettre à la Société de mieux rendre compte de l'effet positif des projets sur le développement du secteur privé.

Enfin, s'il est vrai que les indicateurs du champ d'action rendent compte de la contribution générale des clients d'IFC, les rapports de la Société relatifs à sa contribution et à ses résultats au plan du développement pourraient être enrichis à l'aide de données supplémentaires (au sujet des bénéficiaires additionnels des investissements d'IFC) et en appliquant un facteur de contribution, tel que la part relative de l'investissement d'IFC dans le montant total des investissements dans les projets.

Exhaustivité

Les Indicateurs inclus dans le Rapport annuel couvrent les activités d'IFC les plus pertinentes. Cela dit, les chiffres indiqués au titre du champ d'action correspondent aux informations fournies par les clients d'IFC, qui ne sont pas toutes disponibles. IFC a décidé d'adopter une approche prudente et de ne pas extrapoler les données sur tous les indicateurs du champ d'action (à l'exception des micro-crédits et des prêts aux PME). Il est donc possible que les données sur le champ d'action publiées soient sous-estimées dans certains cas et fluctuent d'une année à l'autre, en fonction des réponses fournies par les clients.

L'évaluation de la catégorie « performance environnementale et sociale » du DOTS concernant un client est réalisée en sélectionnant les indicateurs applicables des normes de performance suivis dans le cadre de la supervision périodique des aspects du portefeuille relatifs à la performance environnementale et sociale. Les indicateurs environnementaux et sociaux du DOTS sont ceux qu'IFC a jugés les plus appropriés du point de vue des résultats en matière de développement. Tout en accordant une plus grande importance à l'impact dans le cadre de l'AIMM, IFC devrait mieux rendre compte de l'impact environnemental positif de ses projets en se penchant non seulement sur la gestion des risques environnementaux et sociaux, mais aussi sur les indicateurs sectoriels de résultat au plan du développement environnemental et social.

Neutralité et clarté

IFC donne des informations sur les méthodes suivies pour établir les Indicateurs dans les commentaires joints aux données publiées ou dans les sections correspondantes. De plus amples informations sont disponibles sur le site web d'IFC.

La performance des investissements dans les catégories du DOTS concernant le développement économique et le développement du secteur privé est évaluée en comparant les valeurs effectives des indicateurs aux résultats visés. La majorité des cibles étant fixées pour le milieu ou la fin de la période d'investissement, l'évaluation annuelle repose sur l'appréciation professionnelle des progrès des valeurs effectives des indicateurs par rapport aux cibles fixées.

Au demeurant, IFC tient fermement à atteindre la cible de 28 % d'investissements climatiques. La Société actualise régulièrement sa définition des projets liés au climat pour inclure les catégories de projets ayant un impact positif sur le climat. Les projets agricoles intelligents sur le plan climatique ont donc été ajoutés aux projets liés au climat et représentent actuellement 18 % des chiffres déclarés. Tout en élargissant sa définition des projets liés au climat, IFC doit continuer de veiller à ce que les investissements climatiques aient un impact important sur le volume des émissions de GES évitées ; la Société devrait également élaborer, dans la mesure du possible, de nouvelles méthodologies pour rendre compte des émissions évitées ex ante ou ex post. Ce point est particulièrement important pour les projets climatiques spéciaux et les projets liés au climat financés par des intermédiaires financiers qui représentent une part appréciable des investissements dans ce domaine.

Fiabilité

Directement recueillies auprès des clients, les données relatives aux indicateurs du champ d'action peuvent reposer sur des définitions différentes de celles des indicateurs d'IFC. La Société a amélioré ses contrôles internes sur les informations reçues, surtout celles qui proviennent des principaux contributeurs de données sur le champ d'action, en comparant, par exemple, ces données aux informations rendues publiques.

Elle continue en outre de recourir à l'extrapolation pour les indicateurs des micro-crédits et des prêts aux PME en l'absence de données disponibles auprès des clients. Cela dit, le nombre d'extrapolations a sensiblement diminué.

Enfin, pour évaluer le nombre final de bénéficiaires, on utilise des moyennes nationales telles que le nombre moyen de personnes par ménage, qui est de cinq pour les pays IDA et quatre pour les autres. Il conviendrait d'affiner ces moyennes pour mieux illustrer l'évolution démographique à l'échelon national.

CONCLUSION

Sur la base de notre examen, nous n'avons relevé aucune anomalie qui nous permettrait de penser que :

- les Indicateurs n'ont pas été établis, en ce qui concerne tous les points importants, conformément aux Normes de Déclaration ;
- les Déclarations n'ont pas été présentées, en ce qui concerne tous les points importants, conformément à la « Politique d'information d'IFC » et aux principes de pertinence, d'exhaustivité, de neutralité, de clarté et de fiabilité définis par les normes internationales.

Paris-La Défense (France), 5 août 2017

Auditeurs indépendants
ERNST & YOUNG et Associés



Éric Duvaud
Associé, Technologies propres et développement durable

Résumé de la performance financière

L'environnement général du marché influe de façon importante sur la performance financière d'IFC. Le tableau suivant récapitule les principaux éléments composant le revenu net (ou la perte nette) et le revenu global (ou la perte globale) d'IFC, ainsi que les facteurs auxquels ces éléments sont soumis et qui influent sur le niveau et la variabilité du revenu net et du revenu étendu d'une année sur l'autre :

ÉLÉMENTS	FACTEURS D'INFLUENCE IMPORTANTS
Revenu net :	
Rendement des actifs porteurs d'intérêts	Situation du marché, notamment le niveau des spreads et le degré de concurrence. Sont également inclus dans les revenus des prêts les intérêts non comptabilisés et les intérêts recouvrés sur des prêts précédemment à intérêts non comptabilisés et les revenus des participations à des prêts individuels.
Revenu des actifs liquides	Plus-values et moins-values latentes sur les portefeuilles d'actifs liquides, qui dépendent de facteurs externes tels que les taux du marché et la liquidité de certaines classes d'actifs à l'intérieur du portefeuille d'actifs liquides.
Revenu du portefeuille de participations en capital	Climat mondial pour les participations en capital sur les marchés émergents fluctuations sur les marchés des devises et des produits de base et performances individuelles des entreprises pour les participations en capital. Performance du portefeuille de participations en capital (principalement les plus-values réalisées les dividendes, les dépréciations pour perte de valeur, les gains sur les échanges non monétaires et les plus-values et moins-values latentes sur les participations en capital).
Provisions pour pertes sur les prêts et les garanties	Évaluation des risques associés aux emprunteurs et probabilité de défaut et de perte en cas de défaut.
Autres revenus et dépenses	Niveau des services-conseil fournis par IFC à ses clients, niveau des dépenses afférentes aux prestations de retraite et autres versées au personnel, et dépenses administratives approuvées et effectives et autres budgets.
Plus-values et moins-values sur les autres instruments financiers ne faisant pas l'objet de transactions, comptabilisés à leur juste valeur marchande	Principalement différences entre les changements enregistrés dans les justes valeurs marchandes des emprunts, y compris le spread de crédit d'IFC, et les instruments dérivés associés, ainsi que les plus-values et moins-values latentes associées au portefeuille d'investissements, notamment les options de vente, les bons de souscription et les options d'achat d'actions qui dépendent en partie du climat mondial pour les marchés émergents. La valeur de ces titres est calculée au moyen de modèles développés en interne ou de méthodes utilisant des facteurs observables ou non.
Dons à l'IDA	Niveau des dons à l'IDA approuvés par le Conseil des Gouverneurs.

Autres composantes du revenu global/des pertes globales :

Plus-values et moins-values latentes sur des titres de participation de sociétés cotées et des titres de créance comptabilisés comme étant disponibles à la vente	Climat mondial pour les participations en capital sur les marchés émergents, fluctuations sur les marchés des devises et des produits de base et performances individuelles des entreprises. La valeur de ces participations est calculée au moyen des cours du marché non ajustés et celle des titres de créance au moyen de modèles développés en interne ou de méthodes utilisant des facteurs observables ou non.
Gains et pertes actuariels nets non constatés et coûts non constatés des prestations futures au titre de régimes d'avantages sociaux	Rendement des actifs de régimes de retraite et principales hypothèses sur lesquelles reposent les prévisions de prestations futures à verser, notamment les taux d'intérêt du marché, les dépenses de personnel, l'expérience passée et l'estimation faite par la direction de l'évolution du coût des prestations futures et de la situation économique.

Les marchés boursiers des pays émergents ont été instables ces dernières années, mais l'environnement opérationnel s'est généralement amélioré au cours de l'exercice 17, en particulier au second semestre. Durant l'exercice 16, ces marchés avaient généralement baissé : ils avaient subi une détérioration importante au premier trimestre avant de connaître une reprise partielle vers la fin de l'exercice. Au cours de l'exercice 17, les principales monnaies d'investissement d'IFC sont restées relativement stables par rapport à sa monnaie de comptabilisation, le dollar des États-Unis, alors qu'elles s'étaient fortement dépréciées pendant une grande partie de l'exercice précédent. Les prix des produits de base ont fluctué durant l'exercice 17 et ont baissé au second semestre, indiquant ainsi un découplage par rapport à la bonne santé générale des actifs des marchés émergents.

L'amélioration générale de la situation du marché durant l'exercice 17 a permis à IFC de réaliser d'importantes plus-values sur les participations en capital, bien qu'inférieures à celles réalisées durant l'exercice 16, et de réduire les dépréciations pour perte de valeur associées à ces

participations ainsi que des provisions pour créances irrécouvrables. Le revenu des opérations sur actifs liquides a lui aussi fortement augmenté durant l'exercice 17, surtout au premier trimestre et principalement sous l'effet de la réduction des écarts de crédit sur l'ensemble du portefeuille. IFC a enregistré une hausse des intérêts créditeurs sur les prêts, les titres de créance et les charges d'emprunt au cours de l'exercice 17 en raison du relèvement des taux du LIBOR.

La Société a déclaré un revenu, avant la prise en compte des plus-values et moins-values latentes nettes au titre d'instruments financiers ne faisant pas l'objet de transactions comptabilisées à leur juste valeur et avant la prise en compte des dons à l'IDA et des gains et pertes nets sur les participations minoritaires, de 1 129 millions de dollars durant l'exercice 17, soit 629 millions de plus que pendant l'exercice 16 (500 millions) et 274 millions de plus qu'au cours de l'exercice 15 (855 millions). L'augmentation de 629 millions de dollars entre les exercices 16 et 17 est essentiellement due aux facteurs suivants :

Variation du revenu, avant la prise en compte des plus-values et moins-values latentes nettes au titre d'instruments financiers ne faisant pas l'objet de transactions comptabilisés à leur juste valeur et avant la prise en compte des dons à l'IDA et des gains ou pertes sur les participations minoritaires, comparaison Ex. 17/Ex. 16 (en millions de dollars)

	HAUSSE (BAISSE) COMPARAISON EX. 17/EX. 16
Augmentation du revenu des opérations sur actifs liquides	413
Baisse des provisions pour pertes sur les prêts les garanties et autres créances	273
Augmentation du revenu des prêts et garanties, gains et pertes réalisés sur les prêts et produits dérivés	172
Baisse des moins-values latentes au titre des participations en capital et des produits dérivés, net	171
Augmentation du revenu des titres de créance (hors dépréciations)	162
Baisse des dépréciations autres que temporaires sur les participations en capital et les titres de créance	154
Augmentation des dépenses au titre du plan de retraite et d'autres prestations aux retraités	(108)
Hausse des moins-values monétaires sur les transactions en devises	(142)
Baisse des plus-values réalisées au titre des participations en capital et des produits dérivés, net	(144)
Hausse du coût des emprunts	(303)
Divers, net	(19)
Variation du revenu, avant la prise en compte des plus-values et moins-values latentes nettes au titre d'instruments financiers ne faisant pas l'objet de transactions comptabilisés à leur juste valeur et avant la prise en compte des dons à l'IDA et des gains ou pertes sur les participations minoritaires (millions d'USD)	629

Le revenu net (ou la perte nette) d'IFC pour chacun des cinq derniers exercices jusqu'au 30 juin 2017 est présenté(e) ci-dessous (en millions de dollars) :

Revenu net (perte nette) d'IFC, exercices 13–17

Au 30 juin, date de clôture des exercices (millions d'USD)

2013		1 018
2014		1 483
2015		445
2016		(33)
2017		1 418

Le revenu disponible pour les affectations (une mesure non-GAAP)¹ se chiffre à 1 233 millions de dollars, soit 60 % de plus que durant l'exercice 16 (770 millions de dollars) et 7 % de moins que pendant l'exercice 15 (1 327 millions de dollars).

1. Le revenu disponible pour les affectations comprend généralement le revenu net hors plus-values et moins-values latentes au titre d'investissements et d'autres instruments financiers ne faisant pas l'objet de transactions, le revenu des EDDV consolidées, et les dépenses déclarées dans le revenu net liées aux affectations de l'exercice précédent.

Rapprochement du revenu net déclaré et du revenu disponible pour les affectations (millions d'USD)

	EX. 17	EX. 16	EX. 15
Revenu net (perte nette) imputable à IFC	1 418	(33)	445
Plus : gains nets (pertes nettes) sur les participations minoritaires	4	(1)	(36)
Revenu net (perte nette)	1 422	(34)	409
Ajustements visant à rapprocher le revenu net et le revenu disponible pour les affectations			
Dons à l'IDA	101	330	340
Dépenses consacrées aux services-conseil au titre de montants affectés durant l'exercice précédent	64	57	59
Plus-values et moins-values latentes au titre d'emprunts	(74)	(62)	52
Plus-values et moins-values latentes au titre d'investissements	(287)	470	456
Divers	7	9	11
Revenu disponible pour les affectations	1 233	770	1 327

Conformément à la nouvelle politique de distribution approuvée par le Conseil d'administration, le montant maximum disponible pour les affectations se montait à 205 millions de dollars. Le 3 août 2017, le Conseil d'administration a approuvé l'affectation de 85 millions de dollars des bénéfices d'IFC mis en réserve au Guichet de conseil d'IFC sur la création de nouveaux marchés (CMAW), 40 millions de dollars des bénéfices d'IFC mis en réserve aux services-conseil, la réaffectation au CMAW de 49 millions

de dollars du solde non utilisé des montants qui avaient été affectés aux services-conseil durant l'exercice précédent et, sous réserve des conditions stipulées ci-dessus, une affectation pouvant aller jusqu'à 80 millions de dollars des bénéfices d'IFC mis en réserve aux dons à l'IDA. Ces affectations devraient être approuvées par le Conseil des Gouverneurs et, sous réserve des conditions stipulées ci-dessus, être conclues durant l'exercice 18.

Principales données financières des cinq derniers exercices (millions d'USD)

AU 30 JUIN DATE DE CLÔTURE DES EXERCICES	2017	2016	2015	2014	2013
Revenus consolidés, principales données :					
Revenu des prêts et garanties, y compris les gains et pertes réalisés sur les prêts et produits dérivés	1 298	1 126	1 123	1 065	996
Provisions pour pertes sur prêts garanties et autres créances	(86)	(359)	(171)	(88)	(243)
Revenu des participations en capital et produits dérivés	707	518	427	1 289	732
Revenu des titres de créance, y compris les gains et pertes réalisés sur les titres de créance et produits dérivés	282	129	132	89	69
Revenu des opérations sur actifs liquides	917	504	467	599	500
Coûts des emprunts	(712)	(409)	(258)	(196)	(220)
Autres revenus	528	501	505	461	441
Autres dépenses	(1 617)	(1 464)	(1 423)	(1 418)	(1 401)
Plus-values (moins-values) monétaires sur les transactions en devises	(188)	(46)	53	(19)	35
Revenu avant la prise en compte des plus-values et moins-values latentes nettes au titre d'instruments financiers ne faisant pas l'objet de transactions comptabilisés à leur juste valeur et avant la prise en compte des dons à l'IDA	1 129	500	855	1 782	909
Plus-values et moins-values nettes latentes au titre d'instruments financiers ne faisant pas l'objet de transactions comptabilisés à leur juste valeur	394	(204)	(106)	(43)	441
Revenu avant dons à l'IDA	1 523	296	749	1 739	1 350
Dons à l'IDA	(101)	(330)	(340)	(251)	(340)
Revenu net (perte nette)	1 422	(34)	409	1 488	1 010
Moins : pertes nettes (gains nets) sur les participations minoritaires	(4)	1	36	(5)	8
Revenu net (perte nette) imputable à IFC	1 418	(33)	445	1 483	1 018

AU 30 JUIN, DATE DE CLÔTURE DES EXERCICES	2017	2016	2015	2014	2013
Bilan consolidé, principales données :					
Total, actif	92 254	90 434	87 548	84 130	77 525
Portefeuille de liquidités (hors produits dérivés)	39 192	41 373	39 475	33 738	31 237
Investissements	40 519	37 356	37 578	38 176	34 677
Emprunts en cours, avec prise en compte des variations de la juste valeur	54 103	55 142	51 265	49 481	44 869
Total capitaux propres	25 053	22 766	24 426	23 990	22 275
dont :					
Bénéfices non affectés mis en réserve	21 901	20 475	20 457	20 002	18 435
Bénéfices affectés mis en réserve	125	133	184	194	278
Capital social	2 566	2 566	2 566	2 502	2 403
Montants cumulés des autres composantes du revenu global (de la perte globale) (AOCI)	458	(431)	1 197	1 239	1 121
Participations minoritaires	3	23	22	53	38

PRINCIPAUX RATIOS FINANCIERS
2017
2016
2015
2014
2013
Ratios financiers^a :

Rendement de l'actif moyen (base GAAP) ^b	1,6 %	0,0 %	0,5 %	1,8 %	1,3 %
Rendement de l'actif moyen (base non-GAAP) ^c	1,3 %	0,5 %	1,3 %	1,8 %	0,9 %
Rendement des capitaux propres moyens (base GAAP) ^d	5,9 %	(0,1) %	1,8 %	6,4 %	4,8 %
Rendement des capitaux propres moyens (base non-GAAP) ^e	4,9 %	1,8 %	4,6 %	6,5 %	3,1 %
Ratio de liquidité global ^f	82 %	85 %	81 %	78 %	77 %
Niveau de liquidité des financements extérieurs ^g	S.O.	504 %	494 %	359 %	309 %
Ratio d'endettement ^h	2,7:1	2,8:1	2,6:1	2,7:1	2,6:1
Total des provisions pour pertes sur prêts rapporté à l'ensemble du portefeuille décaissé ⁱ	6,1 %	7,4 %	7,5 %	6,9 %	7,2 %
Mesure du capital :					
Montant total des ressources nécessaires (milliards d'USD) ^j	19,4	19,2	19,2	18,0	16,8
Montant total des ressources disponibles (milliards d'USD) ^k	23,6	22,5	22,6	21,6	20,5
Capital stratégique ^l	4,2	3,3	3,4	3,6	3,8
Capital stratégique utilisable ^m	1,8	1,0	1,1	1,4	1,7
Capital stratégique utilisable en pourcentage des ressources totales disponibles	8 %	4 %	5 %	7 %	8 %

- a. Certains ratios financiers (voir ci-dessous) font abstraction des effets des plus-values ou des moins-values latentes au titre d'investissements, d'autres instruments financiers ne faisant pas l'objet de transactions, d'AOCl et de l'impact des entités à détenteurs de droits variables consolidées (EDDV).
- b. Revenu net pour l'exercice en pourcentage de la moyenne du total des actifs à la fin de l'exercice considéré et de l'exercice précédent.
- c. Le rendement de l'actif moyen est défini comme étant le revenu net faisant abstraction des plus-values ou des moins-values latentes au titre d'investissements comptabilisés à leur juste valeur, du revenu des EDDV consolidées et des plus-values ou moins-values nettes au titre d'instruments financiers ne faisant pas l'objet de transactions, en pourcentage des participations et des prêts décaissés (nets de toute provision), des liquidités (hors mises en pension) et d'autres actifs calculés selon la moyenne de l'exercice en cours et de l'exercice précédent.
- d. Revenu net pour l'exercice en pourcentage de la moyenne du total des capitaux propres (abstraction faite des paiements effectués au titre des souscriptions en cours) à la fin de l'exercice considéré et de l'exercice précédent.
- e. Le rendement des capitaux propres moyens est défini comme étant le revenu net faisant abstraction des plus-values ou des moins-values latentes au titre d'investissements comptabilisés à leur juste valeur, du revenu des EDDV consolidées et des plus-values ou moins-values nettes au titre d'instruments financiers ne faisant pas l'objet de transactions, en pourcentage du capital appelé et des bénéfices non distribués (avant certaines plus-values ou moins-values latentes et abstraction faite des affectations cumulatives pas encore imputées) calculés selon la moyenne de l'exercice en cours et de l'exercice précédent.
- f. Selon la politique globale d'IFC en matière de liquidité, la somme des disponibilités de la Société et de ses emprunts non retirés auprès de la BIRD ne doit pas représenter, à tout moment, moins de 45 % de ses besoins estimés de financement nets pour les trois prochains exercices (fourchette cible : 65-95 %).
- g. Ce ratio n'étant plus considéré comme un ratio majeur d'IFC, il a été supprimé à la fin de l'exercice 17.
- h. Le ratio de levier financier (ou « ratio d'endettement ») est défini comme étant le nombre de fois que la somme de l'encours des emprunts et de l'encours des garanties couvre le capital libéré et les bénéfices accumulés (nets du montant des affectations sur les bénéfices mis en réserve et de certaines plus-values/moins-values latentes).
- i. Le ratio entre les réserves totales pour pertes sur prêt et le portefeuille total de prêts décaissés est défini comme étant les réserves pour pertes sur prêts exprimées en pourcentage du portefeuille total des prêts décaissés.
- j. Le montant total des ressources nécessaires (TRR) est le capital minimum requis pour couvrir les pertes attendues ou imprévues du portefeuille d'IFC, calibré de manière à permettre à IFC de conserver sa note triple-A. Le TRR est la somme des normes de capital économique applicables aux différents actifs de la Société. Il est déterminé par la taille absolue du portefeuille d'engagements et la gamme de produits (participations, prêts, financements à court terme et actifs du portefeuille de trésorerie) ainsi que par les risques opérationnels et autres.
- k. Le montant total des ressources disponibles (TRA) est le montant total des capitaux de la Société. Il est composé i) du capital libéré, ii) des bénéfices mis en réserve, nets du montant des affectations et de certaines plus-values et moins-values latentes, et iii) des réserves totales pour pertes sur prêt. Le TRA augmente en fonction des bénéfices mis en réserve (bénéfices moins distributions) et de l'accroissement des réserves.
- l. Le montant total des ressources disponibles moins le total des ressources requises.
- m. 90 % du total des ressources disponibles moins le total des ressources requises.

ENGAGEMENTS

Durant l'exercice 17, le programme de financement à long terme s'est monté à 11 854 millions de dollars, contre 11 117 millions de dollars au cours de l'exercice 16, tandis que les ressources mobilisées ont atteint 7 462 millions de dollars, contre 7 739 millions pour l'exercice 16, soit une hausse totale de 2 %.

Par ailleurs, le montant moyen du solde des financements à court terme était de 3 185 millions de dollars au 30 juin 2017 contre 2 807 millions de dollars au 30 juin 2016.

RESSOURCES MOBILISÉES

L'expression « ressources mobilisées » désigne les financements provenant d'entités autres qu'IFC mis à la disposition des clients grâce à la participation directe de la Société à la mobilisation des ressources. IFC finance seulement une partie — pas plus de 25 % en général — du coût des projets. Les projets financés par IFC nécessitent donc tous la participation de partenaires financiers.

Financements à long terme et ressources mobilisées durant les Ex. 17 et 16 (en millions de dollars)

	EX. 17	EX. 16
Total des financements à long terme et ressources mobilisées	19 316	18 856
Total des financements à long terme	11 854	11 117
Total des ressources mobilisées	7 462	7 739

Fonds gérés par AMC et leurs activités, comparaison Ex. 17/Ex. 16 (en millions de dollars sauf indication contraire)

	AU 30 JUIN 2017				POUR L'EXERCICE CLOS LE 30 JUIN 2017	
	TOTAL DES FONDS MOBILISÉS				ENGAGEMENTS DU FONDS AU TITRE D'INVESTISSEMENTS	DÉCAISSEMENTS DU FONDS AU TITRE D'INVESTISSEMENTS
	TOTAL	PROVENANT D'IFC	PROVENANT D'AUTRES INVESTISSEURS	SOLDE TOTAL DES ENGAGEMENTS		
IFC Capitalization (Equity) Fund, L.P. (Fonds de recapitalisation d'IFC, participations)	1 275	775	500	885	–	–
IFC Capitalization (Subordinated Debt) Fund, L.P. (Fonds de recapitalisation d'IFC, créances subordonnées)	1 725	225	1 500	1 562	–	–
IFC African Latin American and Caribbean Fund, LP (Fonds d'IFC pour l'Afrique l'Amérique latine et les Caraïbes ou Fonds ALAC)	1 000	200	800	646	24	14
Africa Capitalization Fund, Ltd. (Fonds de recapitalisation pour l'Afrique)	182	–	182	108	–	–
IFC Russian Bank Capitalization Fund, LP (Fonds de recapitalisation des banques russes d'IFC)*	550	250	300	–	–	–
IFC Catalyst Fund, LP, IFC Catalyst Fund (UK), LP et IFC Catalyst Fund (Japan), LP (collectivement dénommés « Fonds catalyseurs »)	418	75	343	304	49	48
IFC Global Infrastructure Fund, LP (Fonds mondial pour l'infrastructure d'IFC)**	1 430	200	1 230	600	189	151
China-Mexico Fund, LP (Fonds Chine-Mexique)	1 200	–	1 200	320	180	43
IFC Financial Institutions Growth Fund, LP (Fonds d'IFC pour la croissance des institutions financières ou Fonds FIG)	505	150	355	133	–	37
IFC Global Emerging Markets Fund of Funds, LP (Fonds mondial des fonds pour les marchés émergents d'IFC) et IFC Global Emerging Markets Fund of Funds (Japan Parallel), LP (collectivement dénommés « Fonds GEM »)	800	150	650	202	99	44
IFC Middle East and North Africa Fund, LP (Fonds d'IFC pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord ou Fonds MENA)	162	60	102	15	15	15
Women Entrepreneurs Debt Fund, LP (Fonds d'emprunt pour les femmes entrepreneurs ou Fonds WED)	110	30	80	66	40	45
IFC Emerging Asia Fund, LP (Fonds d'IFC pour les pays émergents d'Asie ou Fonds Asie)	440	150	290	70	70	70
Total	9 797	2 265	7 532	4 911	666	467

	AU 30 JUIN 2016				POUR L'EXERCICE CLOS LE 30 JUIN 2016	
	TOTAL DES FONDS MOBILISÉS				ENGAGEMENTS DU FONDS AU TITRE D'INVESTISSEMENTS	DÉCAISSEMENTS DU FONDS AU TITRE D'INVESTISSEMENTS
	TOTAL	PROVENANT D'IFC	PROVENANT D'AUTRES INVESTISSEURS	SOLDE TOTAL DES ENGAGEMENTS		
IFC Capitalization (Equity) Fund, L.P. (Fonds de recapitalisation d'IFC, participations)	1 275	775	500	1 013	–	–
IFC Capitalization (Subordinated Debt) Fund, L.P. (Fonds de recapitalisation d'IFC, créances subordonnées)	1 725	225	1 500	1 609	–	–
IFC African Latin American and Caribbean Fund, LP (Fonds d'IFC pour l'Afrique l'Amérique latine et les Caraïbes ou Fonds ALAC)	1 000	200	800	764	63	81
Africa Capitalization Fund Ltd. (Fonds de recapitalisation pour l'Afrique)	182	–	182	130	23	29
IFC Russian Bank Capitalization Fund, LP (Fonds de recapitalisation des banques russes d'IFC)*	550	250	300	59	–	–
IFC Catalyst Fund, LP, IFC Catalyst Fund (UK), LP et IFC Catalyst Fund (Japan), LP (collectivement dénommés « Fonds catalyseurs »)	418	75	343	258	83	48
IFC Global Infrastructure Fund, LP (Fonds mondial pour l'infrastructure d'IFC)**	1 430	200	1 230	433	5	102
China-Mexico Fund, LP (Fonds Chine-Mexique)	1 200	–	1 200	140	140	4
IFC Financial Institutions Growth Fund, LP (Fonds d'IFC pour la croissance des institutions financières ou Fonds FIG)	464	150	314	133	133	96
IFC Global Emerging Markets Fund of Funds, LP (Fonds mondial des fonds pour les marchés émergents d'IFC) et IFC Global Emerging Markets Fund of Funds (Japan Parallel), LP (collectivement dénommés « Fonds GEM »)	406	81	325	108	108	25
IFC Middle East and North Africa Fund, LP (Fonds d'IFC pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord ou Fonds MENA)	162	60	102	12	12	12
Women Entrepreneurs Debt Fund, LP (Fonds d'emprunt pour les femmes entrepreneurs ou Fonds WED)	90	30	60	30	30	10
Total	8 902	2 046	6 856	4 689	597	407

* Le Fonds de recapitalisation des banques russes d'IFC s'est désengagé de tous ses investissements et a engagé son processus de clôture et de dissolution.

** Comprend un fonds d'investissements conjoints géré par AMC au nom des commanditaires du Fonds.

Lettre au Conseil des gouverneurs

Le Conseil d'administration d'IFC a fait préparer ce rapport annuel conformément aux statuts de la Société. Jim Yong Kim, président d'IFC et de son Conseil d'administration, a soumis ce rapport ainsi que les états financiers vérifiés y afférents au Conseil des Gouverneurs. Les Administrateurs constatent avec satisfaction que, durant l'exercice clos le 30 juin 2017, IFC a accru sa contribution à un développement durable par le biais de ses investissements dans le secteur privé et de ses services-conseil.

Restez en contact

INTERNET ET MÉDIAS SOCIAUX

Le site web d'IFC (www.ifc.org) présente des informations détaillées sur tous les aspects des activités de l'institution. Il indique comment contacter les bureaux de la Société dans le monde entier, diffuse des communiqués de presse et des articles, ainsi que des données sur l'évaluation des résultats et les documents publiés au sujet des investissements proposés, et expose les grands principes et directives qui régissent l'action d'IFC.

La version en ligne du *Rapport annuel 2017 d'IFC* (www.ifc.org/annualreport) contient des documents PDF téléchargeables qui couvrent tous les points présentés dans ce volume ainsi que les versions en langue étrangère disponibles. Suivez le rapport sur les médias sociaux : #ifcar17

IFC EN LIGNE

Site web d'IFC
ifc.org

Rapport annuel
ifc.org/AnnualReport

Index des médias sociaux
ifc.org/SocialMediaIndex

Facebook
facebook.com/IFCwbg

Twitter
twitter.com/IFC_org

LinkedIn
on.ifc.org/ifcLinkedIn

YouTube
youtube.com/IFCvideocasts

Instagram
instagram.com/ifc_org/

COLLABORATEURS

Équipe du Rapport annuel d'IFC :

Bruce Moats
Directeur, Service de communications d'IFC

Joseph Rebello
Rédacteur en chef

Aaron Rosenberg
Chef, Relations publiques

Rob Wright
Responsable, Gestion de la marque

Deviah Machimanda Appaiah
Conseiller de rédaction

Thuy Dinh
Consultant en communication

Alexander Riabov
Assistant en communication

Conception :

Addison
www.addison.com

Impression :

Sandy Alexander
www.sandyinc.com

Couverture
Matt Gypps/EyeEm/Getty

Page 2-3
Dominic Chavez/IFC

Page 4-5
Dominic Chavez/IFC

Page 8-9
Airport International Group, Queen Alia International Airport

Page 10-11
Dominic Chavez/IFC

Page 13
Dominic Chavez/
Banque mondiale

Page 15
Dominic Chavez/IFC

Page 16
David Hills

Page 17
Iwan Bagus/IFC
David Hills/IFC

Page 22-23
Dominic Chavez/IFC

Page 24-25
Edgar Nuñez/
Banco Adopem

Page 28-29
Josip Škof

Page 30-31
aiqingwang/Getty

Page 32-33
Assel Choibekova/IFC

Page 34-35
Chor Sokunthea/IFC

Page 36-37
David Teteloshvili

Page 40-41
Dominic Chavez/IFC

Page 42-43
Dominic Chavez/IFC

Page 44-45
Tessa Bunney/IFC

Page 48-49
Shamim Shorif Susom/
EyeEm/Getty

Page 50-51
Dominic Chavez/IFC

Page 52-53
Sayantoni Palchoudhuri/
IFC

Page 54-55
Hassan Allam Holding

Page 87
Grant Ellis/
Banque mondiale



IFC

Société Financière
Internationale
GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

Créer des marchés, créer des opportunités

2121 PENNSYLVANIA AVENUE, NW
WASHINGTON, DC 20433
ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

ifc.org